

DD-ABF-537

ISA 7/11/86

Rapport ASPAP/DAI N° 217

Rapport Final de l'ASPAP/DAI:

Projet des Enquêtes Agricoles et Analyse des Politiques
Economiques du Secteur Rural (ASPAP)

Contrat USAID No. 696-0126

par

David G. Tardif-Douglin*
Représentant du Contractant, ASPAP/DSA, Analyste de Politiques,
et Coordinateur des Etudes Spéciales, DAI**

Kigali, Rwanda
novembre 1992

* Analyste de Politiques Economiques/Coordinateur des Etudes Ponctuelles à ASPAP de longue durée auprès de la Division des Statistiques Agricoles (DSA), MINAGRI, Kigali, Rwanda.

** Development Alternatives, Incorporated (DAI), 7250 Woodmont Avenue, Suite 200, Bethesda, MD 20814, USA, principal contractant institutionnel pour l'ASPAP, USAID Contrat N° 696-O126-C-00-7777-00

Rapport Final de l'ASPAP/DAI:

Projet des Enquêtes Agricoles et Analyse des Politiques
Economiques du Secteur Rural (ASPAP)

Contrat USAID No. 696-0126

par

David G. Tardif-Douglin*
Représentant du Contractant, ASPAP/DSA, Analyste de Politiques,
et Coordinateur des Etudes Spéciales, DAI**

Kigali, Rwanda
novembre 1992

* Analyste de Politiques Economiques/Coordinateur des Etudes Ponctuelles à ASPAP de longue durée auprès de la Division des Statistiques Agricoles (DSA), MINAGRI, Kigali, Rwanda.

** Development Alternatives, Incorporated (DAI), 7250 Woodmont Avenue, Suite 200, Bethesda, MD 20814, USA, principal contractant institutionnel pour l'ASPAP, USAID Contrat N° 696-0126-C-00-7777-00

Abréviations utilisées

ADO	USAID Mission Agriculture Development Officer
AID/R	USAID Mission/Rwanda
ASAP	Agricultural Surveys and Analysis Project (1981 - 1987 Phase I)
ASPAP	Agricultural Surveys and Policy Analysis Project (1986 - 1991 Phase II)
AT	Assistance technique
ATCD	Assistance technique à courte durée
ATLD	Assistance technique à longue durée
BUCEN	US Bureau of the Census
CD	Courte durée
CIAT	International Center for Tropical Agriculture
CIC	Comité Interministériel de Coordination
CIP	International Potato Center
CNA	Commission Nationale de l'Agriculture
COSCA	Collaborative Study on Cassava in Africa
CPSP	AID/R Country Program Strategic Plan
CRED	Center for Research on Economic Development, University of Michigan
DANK	Projet de Developpement Agricole Nshili-Kivu
DGB	Projet de Developpement Globale de Butare
DGPE	Direction Générale de la Politique Economique, Ministry of Planning
DPS	Direction de la Politique Sectorielle, Ministry of Planning
DSA	Division des Statistiques Agricoles
DAI	Development Alternatives, Incorporated
DAI/W	Development Alternatives, Inc. bureau à Washington, DC
ECAG	Economie Agricole
ENA	Enquête Nationale Agricole (1984)

ENBC	Enquête Nationale Budget-Consommation (1983 - 1985)
EOPS	End of Project Status (Situation au Terme du Projet)
FS-II	Deuxième phase du Projet de sécurité alimentaire de l'USAID, projet basé à l'USAID Washington
GTP	Groupe Technique du Projet
IAMSEA	Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Economie Appliquée
IITA	International Institute for Tropical Agriculture
ISAR	Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda
ISPC	International Statistical Programs Center, U. S. Bureau of Census
LD	Longue durée
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MINIFINECO	Ministère du Finance et de l'Economie
MINIPLAN	Ministère du Plan
MS	Master of Science (système d'enseignement universitaire américain)
MSU	Michigan State University
OCIR	Office des Cultures Industrielles du Rwanda
ONAPO	Office Nationale de Population
OPROVIA	Office des Produits Vivrières et Animales
PACD	Project Assistance Completion Date (Date marquant la fin de l'assistance du Projet)
PAG	Projet de Développement Agricole de Gitarama
PAP	Projet Agro-Pastoral de Nyabisindu
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PDAG	Projet de Développement Agricole de Gikongoro
PIR	Project Implementation Report (Rapport sur l'exécution du rapport)
pm	personne-mois
PP	Project Paper (Document du Projet)

Pro-Ag	Project Grant Agreement (Accord Cadre du Projet)
RAD	Rapport ASPAP/DAI
RCO	Regional Contracts Office (bureau régional pour le contrats), REDSO/ESA, USAID, Nairobi, Kenya
RD	"Enquête Revenus-Dépenses"
SESA	Service des Enquêtes et Statistiques Agricoles (renamed DSA as of 2/89)
SOCR	Sociologie Rurale
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences (logiciel statistique)
TOR	Terms of Reference
UNR	Université Nationale du Rwanda
USAID	U. S. Agency for International Development

Table des Matières

ABREVIATIONS UTILISEES	i
TABLE DES MATIERES	iv
LISTE DES ANNEXES	iv
INTRODUCTION	1
OBJECTIFS DE L'ASPAP ET HISTORIQUE	1
PRINCIPALES REALISATIONS DU PROJET	3
Domaines d'Activité	3
Prestations du Contractant--ATLD, ATCD, Formation de LD, Formation de CD	4
Rendements du Projet (tels que spécifiés dans le PP et le Pro--Ag)	10
Etat d'Avancement de l'Exécution de l'EOPS	16
Mise en Application des Recommandations de l'Evaluation de Mi-Parcours	24
RECOMMANDATIONS DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET	26
SITUATION FINANCIERE DU CONTRAT INSTITUTIONNEL	29
LECONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS POUR LE PROJET SUIVANT	30
ANNEXES	34

liste des Annexes

A.	Termes de Référence pour l'Assistance Technique de Longue Durée	33
B.	Dates et Objectifs des Prestations de l'Assistance Technique de Courte Durée	41
C.	Bibliographie de l'ASPAP/DAI et Liste de Publications de la DSA	45
D.	Lettre de Félicitations du MINIPLAN pour le Rapport sur les Taux de Change	75

I. INTRODUCTION

Le présent rapport constitue un résumé des activités réalisées dans le cadre du contrat institutionnel (Contrat USAID N°.696- O126-C-OO-7777-OO) du Projet des Enquêtes Agricoles et Analyse des politiques Economiques du Secteur Rural (ASPAP) de l'USAID à partir du 1er août 1987, date de démarrage du Projet, jusqu'au 30 septembre 1992, date marquant la fin de l'assistance du Projet (PACD).

Développement Alternatives, Inc. (DAI), contractant institutionnel pour l'ASPAP, et son principal sous-traitant, l'Université d'Etat du Michigan (MSU) se sont chargés des volets assistance technique et formation du Projet. Ainsi, ce rapport va se concentrer essentiellement sur la mise en oeuvre des volets assistance technique et formation dans le cadre du contrat ASPAP/DAI. De plus, il présente un résumé de la situation finale des réalisations du Projet ASPAP ainsi qu'une discussion des problèmes relatifs à l'exécution du Projet. Ce rapport ne reprend pas de manière directe les autres activités de l'ASPAP financées en dehors du Contrat ASPAP/DAI, telles que la fourniture d'équipements et le financement des dépenses en monnaie locale, qui ont été gérées directement par l'USAID/RWANDA.

II. OBJECTIFS DE L'ASPAP ET HISTORIQUE

Le Projet Enquêtes Agricoles et Analyse des Politiques Economiques du Secteur Rural représente la deuxième phase du soutien financier et technique fourni par l'USAID pour la collecte et l'analyse de données agricoles et rurales au Rwanda. Le Projet a mis en place une base de données solide s'appuyant sur un échantillon établie par le Projet précédent, le Projet d'Enquête et d'Analyse Agricole (ASAP), qui s'est étendu de mai 1981 à septembre 1987. L'ASPAP devait se distinguer de son prédécesseur l'ASAP en mettant un accent particulier sur l'analyse de politiques et en veillant à ce que les résultats des enquêtes fassent l'objet de débats d'ordre politique.

L'objectif de l'ASPAP tel que défini dans l'Accord Cadre du Projet (Pro-Ag) était ainsi libellé : "... améliorer la formulation des politiques économiques du secteur rural en améliorant la qualité et en augmentant la quantité des informations à partir desquelles les politiques sont formulées et en renforçant les institutions chargées de disponibiliser ces informations." Le Projet devait oeuvrer dans trois Ministères qui jouaient un rôle prépondérant dans la formulation des politiques du domaine agricole et rural, à savoir le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts (MINAGRI), le Ministère du Plan (MINIPLAN) et le Ministère des Finances et de l'Economie (MINIFINECO).

Selon le Pro-Ag, les ressources du Projet devaient être réparties parmi les trois Ministère en vue d'atteindre les objectifs ci-après :

1. Personnel rwandais formé en matière de collecte et d'analyse de données, capable d'effectuer des enquêtes rapides sur d'importants problèmes de politiques et présenter les résultats de manière à permettre aux décideurs d'évaluer l'impact de leurs décisions;
2. Capacité de réaliser rapidement des analyses et des publications sur base d'enquêtes périodiques et d'études spéciales, répondant aux questions et aux besoins d'informations des décideurs de politiques; et
3. Capacité du SESA (actuellement DSA, Division des Statistiques Agricoles) de fournir des services de consultation experts aux utilisateurs des données et aux autres services de statistiques

du Gouvernement Rwandais sur l'élaboration d'enquêtes, les techniques d'échantillonnage et sur le traitement et l'analyse de données.¹

Le contrat institutionnel a ajouté deux objectifs supplémentaires au Projet (inscrits également dans le Document du Projet (PP) :

4. Une base intégrée de données établie et soutenable pouvant être utilisée pour effectuer des analyses économiques du secteur rural à l'intention des décideurs de politiques; et
5. Une seconde Enquête Nationale Agricole (en 1989, après le recensement de la population) basée sur la technique d'échantillon régional au cas où ceci s'avérerait plus réalisable que le système de listes qui seraient actualisées à partir des résultats du recensement.

Dans le cadre des activités de routine du Projet, une enquête a été menée annuellement sur la production agricole, la superficie cultivée et les rendements. Etant donné qu'il était possible d'extrapoler les résultats de ces enquêtes au niveau tant préfectoral que national, le 5ème objectif du Projet a été considéré comme discutable. La preuve est qu'il n'a été trouvé nulle part dans tous les Rapports sur l'Exécution du Projet (PIR).

En plus des réalisations attendues du Projet, les conditions suivantes ont été acceptées par les parties prenantes au Pro-Ag comme critères grâce auxquels la réussite du Projet pouvait être évaluée (Situation au Terme du Projet-EOPS). Autrement dit, à la PACD, il devrait y avoir :

1. De meilleures politiques agricoles et interventions du Projet;
2. Une demande accrue d'informations et d'analyses sur l'économie rurale de la part des décideurs de politiques;
3. Un rôle plus important du MINAGRI dans la formulation des politiques agricoles;
4. Une reconnaissance accrue des Services participant au Projet de leur propre capacité de répondre aux besoins des décideurs de politiques;
5. Une meilleure collaboration entre les différents services s'occupant de l'analyse et de la formulation de politiques pour le secteur rural;
6. Un dialogue continu entre les professionnels des Services participant au Projet et les membres du personnel technique du Comité Interministériel de Coordination pour le Développement et la Santé en milieu rural et des autres CIC concernés; et
7. Un dialogue mieux informé sur les politiques entre le Gouvernement Rwandais et l'USAID basé sur des informations issues des études parrainées par le Projet.

¹ Toute référence historique au SESA dans ce document sera présentée comme SESA/DSA pour ne pas embrouiller le lecteur qui n'est au courant que de l'appellation DSA.

III. PRINCIPALES REALISATIONS DU PROJET

L'évaluation de mi-parcours s'est prononcé satisfait du Projet, et l'évaluation finale a conclu que le Projet avait atteint son terme avec succès. Ces observations concernent principalement les activités de l'ASPAP à la Division des Statistiques Agricoles (DSA, ex-SESA) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage où se trouvait le Bureau du Projet et qui a bénéficié de la majeure partie de l'assistance financière et technique de l'USAID. Les activités du Projet au Ministère du Plan et au Ministère des Finances et de l'Economie ont moins réussi et se sont plus éloignés des principaux objectifs du Projet.

Grâce à l'assistance du Projet, une importante base de données agricoles a été établie et soutenue, et d'importantes études spéciales en rapport avec les revenus et les dépenses des ménages et avec de nombreux sous-secteurs agricoles ont été effectuées. Celles-ci ont fourni aux décideurs de politiques les informations sur lesquelles ils pouvaient baser les changements de politiques et les nouvelles interventions. En outre, il a été créé un service capable de produire des données statistiques de grande valeur et orientées vers les politiques, de transmettre ces informations à d'autres services du Gouvernement Rwandais, et d'aider le Gouvernement à bien conduire l'économie durant cette période difficile d'ajustement structurel.

A. Domaines d'Activité

Les activités du Projet ASPAP devaient se dérouler dans trois services du Gouvernement Rwandais: le Services des Enquêtes et Statistiques Agricoles (SESA) du MINAGRI, la Division des Enquêtes (DE) de la Direction Générale de la Statistique (DGS) du MINIPLAN et la Direction Générale de l'Economie (DGE) du MINIFINECO.

1. SESA/DSA

Au SESA, le Projet devait fournir de l'assistance pour la réalisation d'enquêtes agricoles périodiques et d'études spéciales en rapport avec les politiques. C'est également à partir du SESA que la coordination des activités du Projet était effectuée. Par suite, le SESA a été élevé au grade de Division, travaillant sous la supervision directe du Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et a pris le nom de Division des Statistiques Agricoles (DSA).

L'assistance technique au SESA/DSA à travers le contrat institutionnel devait s'élever à 136 personnes-mois (pm) au total, soit 120 pm d'ATLD et 16 pm d'ATCD. Il avait également été prévu 4 Diplômes de Maîtrise pour la formation de longue durée et 12 pm de formation de courte durée. Il était clair, dès le départ, que c'est au SESA/DSA que l'USAID placerait le plus d'investissement en matière de développement institutionnel.

Après des révisions basées sur la constatation qu'il s'avérait nécessaire de procéder à des modifications dans les niveaux des ATCD et des ATLD, les prestations finales en matière d'AT en faveur du SESA/DSA se sont élevées à 149/pm, soit 86 pm d'ATLD et 60 pm d'ATCD. En outre, le SESA/DSA a envoyé 4 candidats au Diplôme de Maîtrise pour une formation de longue durée totalisant 96 pm. Aussi, la formation de courte durée qui a totalisé 99 pm en faveur de la DSA se situait loin au-dessus des 15 pm qui avaient déjà été revus à la hausse dans le Document du Projet. Il sied de signaler également que les 8 véhicules de la DSA représentaient plus de la moitié des véhicules achetés par le Projet, et que 31 motocyclettes ont été achetées pour la supervision des enquêtes et pour l'équipe mobile chargée des études spéciales, à la place des 20 motocyclettes qui avaient été initialement prévues.

2. MINIPLAN

Au MINIPLAN, le Projet devait épauler la Division des Enquêtes de la DGS dans l'analyse des données issues de l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages (ENBC), et l'intégration de celles-ci dans celles issues de l'Enquête Nationale Agricole. Le Projet avait prévu de mener des enquêtes sur les entreprises, sur le secteur informel non-agricole et sur l'emploi. Les prestations du contrat institutionnel devaient s'élever à un total de 48 pm d'assistance technique, soit 36 pm d'ATLD et 12 pm d'ATCD. Les prévisions faisaient état de 2 Diplômes de Maîtrise pour la formation de longue durée et de 15 pm de formation de courte durée. Il était également prévu que l'ATLD au MINIPLAN toucherait à sa fin durant la quatrième année du Projet.

Pour diverses raisons, y compris la difficulté d'analyser la série des données ENBC et les changements continuels au sein du personnel homologue local, les activités du Projet au MINIPLAN se sont enlisées dans l'analyse des données ENBC. Ainsi, de septembre 1987 à mars 1991, l'AT a travaillé presque exclusivement sur le nettoyage, la tabulation et la publication des résultats de l'ENBC. Après révision du niveau de l'ATCD, les prestations finales de l'AT en faveur du MINIPLAN étaient de l'ordre de 45 pm, soit 36 pm d'ATLD et 19 pm d'ATCD.²

Deux fonctionnaires du MINIPLAN ont bénéficié d'une formation de niveau de Maîtrise représentant 48 pm, et 39.6 pm de formation de courte durée ont été fournis à la place des 35 pm initialement prévus. De plus, le MINIPLAN a reçu 6 véhicules au lieu de 4 prévus dans la programmation initiale.

3. MINIFINECO

Au MINIFINECO, le Projet devait apporter son soutien au Département des Politiques Sectorielles (DPS) de la Direction Générale de la Politique Economique (DGPE) pour effectuer des études de politiques et pour affiner le modèle sectoriel de l'économie. Le Document du Projet avait prévu 12 pm d'ATLD et 12 pm d'ATCD pour un total de 2 personnes-années d'assistance technique en faveur du MINIFINECO. Cependant, au moment de l'élaboration du Pro-Ag et du contrat institutionnel, il n'a été question que de 12 pm d'ATCD, sans la moindre allusion à l'ATLD. Il avait même été proposé dans le PP que l'AT au MINIFINECO soit partagée avec le MINIPLAN. Il avait également été prévu 2 Diplômes de Maîtrise et 20 pm de formation de courte durée.

Les activités du Projet au MINIFINECO se sont poursuivies seulement jusqu'en mars 1989, date à laquelle le service du MINIFINECO avec lequel le Projet travaillait a été transféré au MINIPLAN. Douze pm d'ATCD ont été accordés au MINIFINECO pour mener une étude unique sur les Coût Récurrent Communaux et la capacité d'auto-financement des Communes. En août 1989, le service de l'ex-MINIFINECO qui bénéficiait du soutien de l'ASPAP et qui oeuvrait alors au MINIPLAN avait déjà dépassé son budget, et toutes les activités du Projet, exceptée la formation de longue et de courte durée, ont été arrêtées. Pour une étude, le MINIFINECO avait bénéficié de 2 programmes de formation de longue durée de niveau de Maîtrise, 23 pm de formation de courte durée, 2 véhicules et d'un équipement informatique d'une valeur de 18.000 \$.

² Ceci comprend quelques ATCD consacrées aux activités à l'ex-MINIFINECO

B. Prestations du Contractant --ATLD, ATCD, Formation de LD, Formation de CD

1. Assistance Technique

Le contrat institutionnel avec Développement Alternatives, Inc., premier contractant, spécifiait la nature, la quantité et la destination des services et éléments que devait fournir le Contractant. D'une manière plus spécifique, l'assistance technique de courte et de longue durée (ATCD, ATLD) devait épauler les services participant au Projet dans la réalisation des activités prévues et la fourniture de la formation requise et des équipements nécessaires pour améliorer leur capacité d'effectuer des études et des analyses ayant des implications sur les politiques économiques.

a. Fourniture de l'AT prévue

L'assistance technique de longue durée devait comprendre un Economiste Agricole devant oeuvrer au SESA/DSA pour une durée de 4 ans (durée de vie du Projet à l'époque). Cet AT devait essentiellement épauler la division d'analyse du SESA/DSA par la formation sur le tas des homologues rwandais. Il a été proposé qu'une assistance de ce genre soit également accordée aux deux autres services participant au Projet.

De plus, l'Economiste Agricole oeuvrant au SESA/DSA devait aussi fournir de l'assistance à tous les services participant au Projet--SESA/DSA, MINIPLAN et MINIFINECO-- dans l'élaboration des plans de travail et l'organisation d'enquêtes, des études de politiques et des séminaires ainsi que des travaux en ateliers. L'Economiste Agricole devait également épauler le Groupe Technique du Projet (GTP), regroupant les responsables des services participant au Projet et le Gestionnaire du Projet (Project Manager) de l'USAID, dans l'élaboration des termes de référence et l'exécution des travaux logistiques pour l'assistance technique de courte durée (cfr TDR en Annexe A).

Un Economiste devait, en outre, être affecté au MINIPLAN en tant qu'ATLD pour une durée de 3 ans, et travailler en même temps avec le personnel analyste du MINIFINECO. D'une manière générale, cet AT devait fournir de l'assistance dans l'organisation des travaux en ateliers et des séminaires présentant les résultats des études financées par l'ASPAP, dans la planification et l'exécution des enquêtes et des études de politiques. Ce conseiller devait également contribuer à l'élaboration des plans de travail annuels et aider le GTP à rédiger les termes de référence pour l'assistance technique de courte durée (cfr TDR en Annexe A).

Aucun chef d'équipe n'a été nommé dans la mesure où il avait été retenu que "... toute l'assistance technique sera supervisée et coordonnée par les services participant au Projet et le GTP" (cfr Contrat Institutionnel, p.14). Un membre de l'équipe des ATLD devait être nommé Représentant du contractant afin qu'il s'occupe des affaires relatives au contrat et des tâches administratives, travail qui était supposé relativement mineur.

Un contrat a été signé pour 62 mois d'assistance technique de courte durée (ATCD) dont 42 comprendraient les visites récurrentes d'un programmeur informaticien (18 pm), d'un spécialiste en Sciences Sociales (12 pm) et d'un statisticien et spécialiste d'enquêtes (12 pm). Il était prévu que le programmeur et le spécialiste en Sciences Sociales travaillent essentiellement au SESA/DSA, mais qu'ils allaient également dispenser une formation sur le tas aux agents des services de saisie et d'analyse du MINIPLAN et du MINIFINECO. Le statisticien et spécialiste d'enquêtes devait, quant à lui, fournir ses services aux trois Ministères selon les besoins tel que spécifié dans les plans de travail annuels. Les 20 pm restant pour l'ATCD devaient être programmés selon les besoins et consacrés principalement aux études spéciales et à la formation.

Pendant toute la durée du Projet, sept amendements ont été effectués sur le contrat, le budget et/ou le niveau des efforts (LOE). Lorsque les prestations effectivement accordées en matière d'AT et la Formation seront présentées, elles seront en quelque sorte comparées aux niveaux initialement prévus dans le contrat, le Pro-Ag et le PP, mais surtout aux quantités révisées et contractuellement contraignantes.

b. AT effectivement fournie

Comme le Tableau 1 l'indique, le Dr. Gregory Lassiter, l'Economiste Agricole, devenu automatiquement chef d'équipe, est arrivé en septembre 1987 en tant que premier ATLD du Projet. L'ATLD du MINIPLAN, l'Economiste Dr. James Ansoanur, est arrivé en novembre 1988 pour entreprendre un travail d'une durée de 36 mois au MINIPLAN (jusqu'à la fermeture de l'ASPAP/MINIPLAN) et de 10.2 mois en tant qu'Econométricien de la DSA. L'Analyste de Politiques, le Dr. David Tardif-Douglin, est arrivé en mars 1991 pour un voyage qui s'est transformé en un séjour de 20.8 mois. Au cours des 6 derniers mois de son séjour, l'Analyste de Politiques est devenu chef d'équipe et Représentant du Contractant consécutivement au départ, en avril 1992, de l'ancien Représentant du Contractant, le Dr. Gregory Lassiter.

Table 1

ASSISTANCE TECHNIQUE PRESTATIONS EFFECTIVES PAR RAPPORT AUX PREVISIONS	CONTRAT INITIAL	CONTR. REVISE	PREST. EFFEC.	CALENDRIER				
				9/87-8/88	9/88-8/89	9/89-8/90	9/90- 8/91	9/91- 9/92
TOTAL DES AT FOURNIES	146 pm	214.3 pm	213.2 pm					
ATLD:	84	121.3	122.4	////	////	////	////	////
Economiste Ag., Lassiter	48	56.0	55.2	----	----	----	----	----
Economiste, Ansoanur Au MINIPLAN	36	46.3	46.2		----	----	----	----
A la DSA	36	36.0	36.0		----	----	----	----
A la DSA		10.3	10.2					----
Analyste de Politiques, Tardif-Douglin		19.0	20.8				----	----
ATCD:	62	93.0	90.8	////	////	////	////	////
Spécialist d'Enq. (MSU s/c)	12	13.2	13.5	----	----	----	----	----
Programmeur Informaticien	18	9.5	7.8	----	----	----	----	----
Spec. en Sciences Sociales	12	10.0	9.9	----	----	----	----	----
Autres ATCD:	20	60.3	59.6	----	----	----	----	----
DAI	7	47.4	43.5	----	----	----	----	----
sous-contrat (s/c) MSU	13	12.9	16.1	----	----	----	----	----

La zone grisée représente la période de troubles civils et d'instabilité politique consécutive à l'invasion rebelle d'octobre 1990 et à la guerre prolongée sur la frontière nord du pays.

De septembre 1987 à septembre 1992, 122.4 pm (10.2 personnes-années) d'ATLD ont été fournies par le contractant institutionnel, soit 146% de l'ATLD prévue dans le contrat initial et 101% du montant révisé (cfr Amendement N° 7).

L'arrivée des ATCD a débuté au cours de 5 premières semaines du Projet et s'est poursuivie jusqu'à la dernière semaine. A la date marquant la fin du Projet (PACD), 90.8 pm d'ATCD avaient été fournis, soit directement par le Contractant (61.2 pm), soit par l'Université d'Etat du Michigan, principal sous-traitant pour le Projet (29.6 pm). En plus des ATCD récurrents, à savoir le Spécialiste d'Enquêtes, le Dr Dan Clay (13.5 pm), le programmeur informaticien, Mr Jim Otto (7.8 pm) et le Spécialiste en Sciences Sociales, le Dr Tom Zalla (9.9 pm), qui étaient les éléments-clés de l'AT, 59.6 pm d'ATCD en rapport direct avec les études spéciales et/ou la formation sur place ont été fournis. Ainsi, à la date marquant la fin du Projet, celui-ci avait fourni 146% de l'ATCD figurant dans le contrat initial, soit 98% du montant révisé (cfr Annexe B pour les dates et type d'ATCD fournie).

2. Formation

Dès le début, la formation a été considérée comme élément important du Projet et comprenait la formation institutionnelle de longue et de courte durée ainsi qu'une formation sur place par les assistants techniques. Un accent particulier a été mis sur la formation dans tous les documents du Projet (PP, Pro-Ag, Contrat Institutionnel) et, d'après le Document du Projet, elle devait bénéficier de 12% du budget alloué au Projet par l'USAID/Rwanda. C'est partiellement à cause de l'insistance de L'USAID/Rwanda qu'une clause a été introduite dans le Pro-Ag obligeant les services du Gouvernement Rwandais participant au Projet de fournir du personnel homologué devant travailler et apprendre auprès des assistants techniques.

a. Prestations prévues

Le Document du Projet faisait état d'un plan de formation de longue durée comprenant 8 programmes de Maîtrise dont 4 pour le SESA/DSA et 4 autres à partager équitablement entre le MINIPLAN et le MINIFINECO. La formation de longue durée pour le SESA/DSA devait comprendre des Diplômes de Maîtrise en Economie Agricole, en Statistiques et en Informatique. Pour le MINIPLAN, la formation de longue durée consistait en 2 Diplômes de Maîtrise en Economie et en Traitement de Données. En ce qui concerne le MINIFINECO, la formation de longue durée devait assurer à son personnel 2 Diplômes de Maîtrise en Economie. Cependant, le contrat institutionnel a, en quelque sorte, modifié ces prévisions en proposant pour le SESA/DSA 2 spécialistes en Sciences Sociales (Economiste Agricole ou spécialiste en Sociologie Rurale), 1 programmeur informaticien et 1 statisticien spécialiste en élaboration d'enquêtes. Il a également modifié les prévisions pour le MINIPLAN (1 programmeur informaticien et 1 Economiste ou Statisticien) et le MINIFINECO (1 Statisticien, 1 Economiste).

Selon le Pro-Ag, le programme de formation de courte durée devait, quant à lui, fournir 50 pm de formation à l'étranger et au Rwanda au personnel des trois services participant au Projet. Quinze personnes-mois devaient être fournis au SESA/DSA dans les domaines de statistiques et méthodes d'enquêtes, d'analyse de politiques et de gestion, tandis que quinze autres personnes-mois devaient être attribués au MINIPLAN dans les domaines de méthodes de recherches, de statistiques et de gestion. Le MINIFINECO, quant à lui, devrait bénéficier de 20 pm de formation de courte d'orientation similaire aux Etats-Unis et au Rwanda. Le Contrat Institutionnel précisait que 25 pm de formation de courte durée seraient exécutés à l'étranger.

b. Prestations effectivement fournies

Le Contractant a subdélégué la totalité du volet formation de longue durée à son principal sous-traitant, l'Université d'Etat de Michigan (MSU). Celle-ci a géré les 8 programmes de formation de

longue durée pendant toute la durée du Projet, à l'exception d'un programme de formation qui a été géré directement par l'USAID/Rwanda, parce qu'il ne figurait pas sur le budget du Projet.

Le Tableau 2 montre que tous les programmes de formation de longue durée ont été exécutés et que les participants ont regagné le Rwanda pour reprendre leurs postes, bien que brièvement pour certains cas, à la seule exception particulière d'un candidat du SESA/DSA qui n'est pas rentré et qui a préféré chercher un asile politique.

Table II

PRESTATION EN MATIERE DE FORMATION	CONTRAT INITIAL	CONTR. REVISE	PREST. EFFECT.	CALENDRIER				
				9/87- 8/88	9/88- 8/89	9/89- 8/90	9/90- 8/91	9/91- 9/92
TOTALITE DE LA FORMAT.	242 pm	242 pm	331.2 pm					
FORM. DE LONGUE DUREE:	192	192	192.0					
<i>DSA:</i>	<i>96</i>	<i>96</i>	<i>107.0</i>	<i>|||||</i>	|||||	|||||	|||||	|||||
RWAMASIRABO, MS, ECAO	.....	.....	35	-----	-----	-----		
KAMPAYANA, MS, SOCR	.....	.....	24	-	-----	-----		
NGARAMBE, MS, ECAO	.....	.....	24*		-	-----	-----	
NGIRUMWAMI, MS, ECAO	.....	.....	24			-	-----	-----
<i>MINIPLAN:</i>	<i>48</i>	<i>48</i>	<i>53</i>		<i>|</i>	<i>|||||</i>	<i>|||||</i>	<i>||</i>
MUNYANEZA, MS, STAT	.....	.....	29		-	-----	-----	---
NSENGIMANA, ISPC, BUCEN	.....	.....	24		-	-----		
<i>EX-MINIFINECO:</i>	<i>48</i>	<i>48</i>	<i>53</i>		<i>|</i>	<i>|||||</i>	<i>|||||</i>	<i>||</i>
UWIZEYE, MS, ECON	.....	.....	29		-	-----	-----	---
MUGESERA, MS, ECON	.....	.....	24		-	-----		
FORM. DE COURTE DUREE:	50	50	139.2					
<i>DONT, A L'ETRANGER:</i>	<i>25</i>	<i>25</i>	<i>59.7</i>	<i>|||</i>	<i>|||||</i>	<i>|||||</i>	<i>||</i>	
SHINGIRO, ISPC, BUCEN	.....	.....	15.0	---	-----			
MUDACUMURA, "	.....	.....	14.0	---	-----			
STAFF ASPAP (4)	.....	.....	9.1	---				
MUHINGABIRE, ISPC	.....	.....	15.0		---	-----		
BAGIRAMENSHI, PITT	.....	.....	2.3		-			
RWAMASIRABO, HARV	.....	.....	1.1		-			
NGIRUMWAMI, FAO	.....	.....	0.4			-		
NGENDAHAYO, CRED	.....	.....	0.1			-		
NGENDAHAYO, CERDI	.....	.....	2.3				---	
AUTRE FORM. DE CD	.....	.....	0.4	-				

La zone grisé représente la période de trouble civiles et d'instabilité politique consécutive à l'invasion rebelle d'octobre 1990 et à la guerre prolongée sur la frontière nord du pays.

Des 8 participants qui ont bénéficié d'une formation de longue durée sur financement de l'ASPAP, 3 travaillent actuellement à la DSA, et un seul parmi eux (Théobald KAMPAYANA, Maîtrise en

Sociologie Rural, MSU, 1990) est rentré depuis plus d'une année. Samuel MUNYANEZA, Maîtrise en Statistiques, MSU, 1992, s'est montré très utile dans la sélection du nouvel échantillon triennal, bien qu'il ne se trouve à la DSA que depuis janvier 1992. Jean Léonard NGIRUMWAMI, Maîtrise en Economie Agricole, MSU, 1992, est rentré quelques jours avant la date d'expiration de l'ASPAP. Il pourra contribuer au renforcement de la capacité analytique de la DSA durant la prochaine phase du Projet qui sera financé par l'USAID. L'ancien Directeur du SESA/DSA, Serge RWAMASIKABO, Maîtrise en Economie Agricole, MSU, 1990, est parti en Mai 1992 pour travailler à l'UNEP-Rwanda après avoir repris sa place à la DSA à l'issue de sa formation. Cependant, ses activités à la DSA au terme de sa formation se sont limitées à une courte période suite à un emprisonnement sans accusation consécutif à l'invasion rebelle. Ainsi, il a passé moins de 20 mois à la DSA après son retour de la formation (6 mois en qualité de Directeur avant son arrestation et 13 mois en tant qu'analyste après sa libération).

Trois des quatre participants qui devraient travailler au MINIPLAN ont quitté ce Ministère, indiquant ainsi son incapacité de garder le personnel qualifié. Pour plus de détails sur l'exécution du programme de formation de longue durée, voir le dernier Rapport sur l'Exécution de la Formation (RAD N° 174, 175), élaboré par Dan Clay, Coordinateur de la Formation de longue Durée.

Le Tableau 2 reprend également les prestations relatives à la formation de courte durée, mais ne fournit de détails que pour celle qui a été effectuée à l'étranger. La formation de courte durée comprenait une formation sur place et aussi des cours ou séminaires à l'étranger. Il s'agissait, en fait, de travaux en ateliers, des séminaires, des cours de courte durée comprenant les méthodes d'enquêtes, la programmation statistiques, le traitement de textes, la gestion de bases de données et la comptabilité, qui ont été dispensés directement par le Contractant.

Le volet formation à l'étranger du programme de formation de courte durée a fourni 139.2 pm de formation principalement dans les domaines de statistiques et programmation informatique (ISPC, BUCEN), de management du développement (Université de Pittsburgh), de politique agricole et économique et d'ajustement (Université de Harvard [Kenya], CRED [Université de Michigan], CERDI [Université Clermont-Ferrand, France], et de statistiques agricoles (FAO). Les prestations de la formation de courte durée à l'étranger représentaient 239 % des niveaux figurant dans le contrat, tandis que la formation sur place qui s'est élevée à 79. pm représentait 318 % du montant contracté.

Ce Tableau ne donne, cependant, pas une image complète de la formation fournie ou promue grâce à l'assistance du Projet. Deux autres participants à la formation de longue durée dont indiscutablement été des "produits" du Projet. En effet, le statisticien et spécialiste en échantillonnage de l'ASPAP/DSA, Jean KAYITSINGA, a obtenu un Diplôme de Maîtrise en Sociologie Rural et Statistiques à la MSU, et est train de préparer un Diplôme de Doctorat dans le même domaine à la même Université. Le Coordinateur des Etudes Spéciales et Analyste de Politiques de l'ASPAP/DSA, Gédéon MUDACUMURA, a obtenu son Diplôme de Baccalauréat en Economie Politique à l'Université d'Etat de Pennsylvanie, Harrisburg, après 15 mois à l'ISPC, BUCEN, et 24 autres mois à l'Université susmentionnée, et va beaucoup aider la DSA à améliorer sa capacité d'analyse. De plus, Laurence Uwamariya analyste et ancien Directrice a.i de l'ASPAP/DSA, l'actuel Directeur, Anastase MUREKEZI, et l'analyste Pierre RWALINDA ont participé à un programme de deux mois sur le développement économique au CRED, Université de Michigan. Les deux derniers sont rentrés tout juste avant la date d'expiration du Projet, tandis que la première est rentrée plus tôt mais a été tout de suite transférée ailleurs. L'Analyste de Bétail et Spécialiste d'Enquêtes, Hyacinthe Fabiola, a passé 15 mois dans un programme sur les méthodes d'enquêtes à l'ISPC, BUCEN. Son retour fournira une force particulière à l'élaboration des rapports annuels sur l'inventaire de la production et du bétail. Les 4 derniers programmes de formation de courte durée ont été financés à l'aide du budget alloué aux coûts locaux.

C. Rendements du Projet (tels que spécifiés dans le PP et le Pro-Ag) (Indicateurs de la Réussite du Projet)

Les rendements du Projet sont, de par leur nature, moins quantifiables que les investissements consentis. De plus, la qualité et les résultats de la formation et de l'assistance technique sont difficiles à mesurer. C'est pourquoi la description des niveaux auxquels le Projet a atteint ses principaux objectifs va insister beaucoup moins sur les chiffres et davantage sur les perceptions, les nuances et les informations anecdotiques. Elle va beaucoup s'inspirer des résultats des évaluations de mi-parcours et finale du Projet.

L'évaluation de mi-parcours a constaté que l'ASPAP/SESA/DSA "... a réalisé des bénéfices impressionnants" dans son cheminement vers l'accomplissement de ces rendements et objectifs. Elle a trouvé que l'ASPAP/DSA était "... sur la bonne voie de produire du personnel bien formé, une base de données soutenable, des analyses et des publications pertinentes et services de consultation de haut niveau." Elle n'a cependant, pas émis un avis aussi positif à propos des réalisations des deux autres services participant au Projet. Lors de l'évaluation finale, il a été noté que "l'ASPAP est encore loin d'être parfait ...", mais que le Projet était, néanmoins, ".....une réussite", compte tenu de ses objectifs et de l'EOPS.

1. Personnel rwandais formé en matière d'élaboration d'enquêtes, de collecte, de traitement et d'analyse de données

Il était prévu que les efforts conjugués des programmes solides de formation de longue et de courte durée ainsi que la formation sur place dispensée par les AT aboutissent à ce rendement du Projet. La formulation de l'objectif indiquait en termes claires que l'on ne visait pas simplement d'obtenir un certain nombre de personnes formées de façon formelle ou informelle, mais plutôt d'accroître la capacité des institutions participant au Projet de mener des enquêtes et de présenter les résultats avec efficacité et rapidité, de manière à informer les décideurs de politiques de l'impact de leurs décisions.

L'ASPAP a sans nul doute, mis en place au SESA/DSA un personnel capable d'effectuer des enquêtes de grande envergure sur base de méthodes statistiquement valables, et de réaliser les travaux de saisie, de tabulation et d'analyse des données issues de ces enquêtes. En plus des hauts cadres qui ont, pour la plupart, bénéficié d'une formation formelle supplémentaire sur financement de l'ASPAP dans les domaines d'élaboration d'enquêtes, de collecte, de traitement et/ou d'analyse de données, le personnel oeuvrant sur le terrain a également été régulièrement formé relativement aux méthodes de collecte de données aussi bien pour les travaux de routine que pour les études spéciales ponctuelles. Les 98 agents de terrain (78 enquêteurs basés dans les secteurs, 10 enquêteurs équipés de motocyclettes basés à la préfecture et 10 superviseurs d'enquêtes préfectoraux) sont toujours formés avant chaque saison de collecte de données et aussi avant chaque étude spéciale dans laquelle ils sont appelé à intervenir.

Cette formation a amélioré les connaissances générales des enquêteurs dans le domaine agricole et a en même temps accru leur capacité de réaliser des études spécifiques. Un exemple éloquent réside dans la formation qui a été dispensé aux enquêteurs mobiles qui ont travaillé sur l'étude sur les tubercules. En effet, dans le cadre de leur formation, les enquêteurs ont bénéficié d'une assistance directe des spécialistes en tubercules de l'ISAR sur l'identification et la caractérisation des insectes nuisibles et des maladies de plantes dans les champs.

Bien qu'elles aient signalé un bon nombre de faiblesses, l'évaluation finale a partagé le point de vue des services du Gouvernement, des bailleurs de fonds et des organismes internationaux avec lesquels l'équipe d'évaluation s'est entretenue selon lequel "... le personnel de la DSA était l'unique groupe dans le pays qui soit doté de la capacité d'effectuer une collecte et une analyse de données à grande échelle sur le secteur rural". Après avoir examiné la capacité de la DSA de réaliser la collecte et l'analyse de données, l'équipe d'évaluation a confirmé "...la majeure partie de cette haute considération de la DSA."

Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité du personnel oeuvrant sur le terrain et accroître la capacité des hauts cadres d'effectuer des analyses avec efficacité et rapidité, et de fournir par écrit et à temps les résultats des études de la DSA destinés aux divers "consommateurs de l'information." La façon dont ceci pourrait être le mieux réalisé sera examinée plus en détail dans la section relative aux recommandations des évaluations de mi-parcours et finale.

La principale faiblesse qui a été reprochée à la DSA, selon l'évaluation finale, a été la difficulté qu'elle éprouve visiblement à présenter les résultats, plus particulièrement ceux issus de la collecte de données de routine, sous une forme facilement accessible aux décideurs de politiques. Il s'agit ici d'une critique valable qui a été également émise par l'évaluation de mi-parcours. Des 65 rapports qui ont été publiés par l'ASPAP/SESA/DSA, quelques-uns seulement (11) étaient basés sur des données de routine relatives à la production, la superficie, le cheptel, la production animale et les rendements collectés pendant la durée de vie du Projet. Les études spéciales ont été publiées et diffusées avec beaucoup plus d'efficacité et de rapidité que les statistiques de routine, dans la plupart des cas. A la date marquant la fin des activités du Projet, des progrès étaient en train d'être réalisés pour raccourcir le délai entre la collecte de données afférentes aux statistiques de routine et la présentation de celles-ci, mais il s'avère nécessaire de poursuivre ces efforts.

Néanmoins, le fait que les services du personnel de l'ASPAP/DSA chargé de l'analyse, des enquêtes et de la gestion des données soit très sollicité pour servir d'experts consultant dans diverses études et projet laisse entrevoir que le Projet a atteint cet objectif avec succès. Ceci fera l'objet d'une discussion plus détaillée dans les lignes qui suivent.

Il sied de signaler ici que le Rapport sur l'Exécution du Projet (PIR) publié un an avant la date d'expiration du Projet a fait remarquer que cet objectif était atteint à 80 %, alors que 132 pm seulement de formation de CD venaient d'être fournis et que plusieurs participants à la formation de LD n'étaient pas encore de retour.

2. Analyses et publications répondant aux besoins des décideurs de politiques.

Un volet essentiel de ce rendement prévu pour le Projet était d'effectuer des analyses et élaborer des rapports qui "... répondent aux questions et aux besoins en informations exprimés par les décideurs de politiques" de façon ponctuelle. Le volume des rapports et statistiques qui ont été mis à la disposition des décideurs de politiques et des bailleurs de fonds internationaux est grand (cfr Annexe C: Bibliographie des Rapports de l'ASPAP/DAI, liste des publications de la DSA). Cependant, les évaluations de mi-parcours et finale ont reproché au Projet de ne pas bien "commercialiser" les informations que détient la DSA.

Les deux évaluations ont, en outre, critiqué particulièrement la publication tardive des rapports statistiques. L'évaluation de mi-parcours a même affirmé que la DSA ne donnait pas assez de priorité à la circulation de ses rapports, et a proposé qu'il y ait une meilleure diffusion des données statistiques (sous forme de rapports) et une plus large distribution de tous les rapports de la DSA.

A la date d'expiration du Projet, la plupart des recommandations de l'évaluation de mi-parcours étaient en train d'être mises en application. Avec le retard intervenu dans la publication du rapport statistique de 1989, une série de rapports statistiques a été démarrée. Ce retard a été dû à plusieurs raisons, la plus importante étant l'impact de l'invasion rebelle d'octobre 1990 suite à laquelle le Directeur de la DSA ainsi que le principal programmeur informaticien de cette institution ont été mis en prison sans aucune accusation à leur charge. La DSA est encore en train d'essayer de rattraper la perte d'une personne-année du temps du personnel de très grande importance consécutive à la détention de ces deux cadres-clés pendant six mois. Au moment de la rédaction de ce document, le rapport statistique de 1990 est sur le point d'être imprimé, et ceux de 1991 et 1992 sont au stade d'analyse et de tabulation des séries de données y relatives. Le Chef de Division de la DSA signale que dès que le retard sera rattrapé, son service sera en mesure de fournir les rapports statistiques annuels six mois après la fin de l'année agricole, c'est-à-dire en mars ou avril de l'année calendaire suivante.

Consécutivement au reproche selon lequel les rapports de l'ASPAP ne faisaient l'objet d'une large diffusion, la DSA a dressé une liste d'expédition comprenant 160 bureaux et organismes auxquels les principaux rapports sont envoyés. Cette liste a été informatisée pour faciliter son actualisation, et est accompagnée d'une fiche de transmission qui permet à la DSA de conserver une copie des envois. Les quatre principaux documents de recherches et de statistiques (Publications) qui ont été élaborés par la DSA depuis mars 1991 ont été envoyés aux bureaux et organismes repris sur cette liste.³

Cependant, cette approche semble, elle aussi, inefficace. L'évaluation finale a fait remarquer que les responsables de certains organismes importants affirmaient n'avoir jamais vu d'exemplaires des rapports de la DSA. Il y a lieu de croire que ceci pourrait être le résultat de la mauvaise organisation du système de distribution interne de ces organismes, mais la DSA en est tout de même inquiète. Au moment de l'évaluation finale, les effets des imperfections relevées lors de l'évaluation de mi-parcours étaient encore visibles, mais la préparation du terrain avait été organisé de façon à assurer une distribution large et rapide à l'avenir.

L'une des possibilités qui permettrait à la DSA d'améliorer son système de distribution tout en évitant l'approche dispersée onéreuse serait d'élaborer une liste d'expédition reprenant les noms des personnes-clés pour compléter celle des organismes. Il sied de signaler ici que la DSA avait abandonné l'habitude d'effectuer les envois à l'adresse des individus au sein des organismes à cause de la forte probabilité de rater le destinataire consécutive aux fréquents remaniements du Gouvernement et transferts des fonctionnaires. L'existence de ces deux listes, l'une des organismes et l'autre des individus, pourrait résoudre le problème de distribution et permettre aux personnes essentielles et aux bureaux importants de recevoir les rapports de la DSA.

Pour défendre le système actuel, dès mars 1991, au moment de l'expédition de chaque document, le destinataire reçoit des listes actualisées des publications de la DSA et des formulaires de commande reprenant les prix pour ses commandes ultérieures. Les documents de travail sont distribués à un groupe plus restreint, mais à l'avenir, ils seront distribués à tous ceux qui figurent sur la liste d'expédition.

³ Les rapports de la DSA sont classés en 3 catégories : les Publications, qui font l'objet de la plus grande révision interne et d'une plus large diffusion, les Documents de Travail qui font l'objet d'une révision moins rigoureuse et d'une diffusion plutôt limitée, et les Réimpressions de documents basés au moins en partie sur les données de la DSA mais qui ont été publiés ailleurs, tels que les Mémoires, les Thèses de Maîtrise, etc.

Etant donné le coût de publication relativement élevé au Rwanda (0.13 \$ la page pour 200 exemplaires d'un document de 50 pages, soit 6.50 \$ par document), il faut réfléchir avant de décider d'utiliser l'approche dispersé pour la distribution. En plus de notre liste d'expédition de 160 qui connaîtra probablement un accroissement de 25% et atteindre 200 une fois que nous aurons ajouté les personnes-clés, de nombreux individus et représentants de divers organismes viennent directement à la DSA pour consulter ou acheter des rapports. A cette date 25 organismes et individus ont acheté plus de 200 rapports de la DSA. Au cours de la même période, plus de 40 personnes ont consulté les rapports de la DSA dans la bibliothèque de la Division qui est petite et non appropriée.

Pendant la durée du Projet, l'ASPAP a effectué 19 études spéciales comprenant, entre autres, une étude régionale sur le maïs dans le nord-ouest du pays et une évaluation de l'état nutritionnel des mères et des enfants en milieu rural. Ces études ont répondu directement aux questions et aux besoins informations exprimés par les décideurs de politiques, et ont eu impact remarquable au niveau tant régional que national sur la manière dont le Gouvernement Rwandais et les bailleurs de fonds perçoivent les problèmes relatifs à l'agriculture et à l'économie rurale du Rwanda. Ceci sera débattu plus loin dans la Section D1.

Les statistiques de routine de la DSA n'ont été présentées sous forme de rapport statistique annuel que tout récemment, mais elles font déjà partie intégrante de la base de données communale du service national de vulgarisation agricole qui, par le passé, constituait une source parallèle et compétitive de statistiques agricoles aux niveaux préfectoral et national. Le service du Ministère du Plana chargé de calculer les statistiques nationales s'appuie énormément sur les statistiques de routine dont dispose la DSA sur le secteur agricole.

Le Rapport sur l'Exécution du Projet de septembre 1991 a signalé que cet objectif du Projet était atteint à 60%, bien avant la mise en place de l'équipe mobile, la publication du rapport statistique de 1989, et aussi avant la mise sur pied d'un système de production de routine de rapports statistiques annuels. Au moment de l'élaboration du Rapport d'Exécution du Projet, le nouveau système de distribution venait juste de commencer à être mis en application.

3. Capacité accrue de fournir des services de consultation de haut niveau

L'équipe chargée de l'évaluation de mi-parcours ainsi que celle de l'évaluation finale ont considéré que ce rendement signifiait la fourniture de services de consultation de haut niveau en effectuant des études spéciales basées sur des échantillons, et un grand nombre a effectivement été réalisé. Cependant, le présent rapport, lui, prend cet objectif dans un sens plus limité, dans la mesure où l'objectif N°.2 résout déjà le problème des études spéciales. L'objectif N°.3 est donc interprété comme faisant allusion à la fourniture de services de consultation de haut niveau en matière de sélection de l'échantillon de préparation d'enquêtes (y compris l'élaboration de questionnaires), d'administration d'enquêtes, de traitement de données, de tabulation de données, et la publication finale de documents d'autres services par le personnel de la DSA, au-dessus et au-delà de la préparation et de l'administration des études spéciales.

Les indicateurs de la capacité accrue de la DSA de fournir des services de consultation dans ces domaines sont, pour la plupart, anecdotiques dans la mesure où ces services ont rarement été rendus dans le cadre de contrats en bonne et due forme. Ils comprennent, notamment, l'assistance en matière de méthodologie d'échantillonnage et d'enquête accordée aux projets de la Préfecture de Gikongoro, ainsi que des cours de gestion de bases de données et des programmes de statistiques et de traitement de textes dispensés aux fonctionnaire d'autres services du Gouvernement.

Le personnel d'enquête et d'échantillonnage de la DSA a aidé le Projet de Développement Agricole Nshili-Kivu (DANK) à adapter la méthodologie d'enquête pour les statistiques de routine de la DSA aux conditions en Préfecture de Gikongoro. Les enquêteurs de DANK ont été formés par le personnel de la DSA dans les méthodes utilisées pour enregistrer la production agricole, faire une estimation des densités agricoles et mesurer les dimensions des champs. Ils ont également reçu des seaux gradués semblables à ceux que la DSA utilise pour mesurer la production agricole. A la date d'expiration du Projet, DANK était déjà en train d'appliquer la méthodologie d'enquête de la DSA sur son échantillon.

Une expérience plus récente dans de la fourniture de services de consultation de haut niveau en matière de méthodologie d'échantillonnage et d'enquête est celle qui a été octroyée au Projet de Développement Agricole de Gikongoro (PDAG). Le Projet Agro-Pastoral de Nyabisindu (PAP), le Projet Crête Zaïre Nil (CZN) ainsi que le Projet de Développement Rudasomwa ont également bénéficié de cette formation dans le cadre de leur collaboration avec le PDAG dans les activités de développement de la Préfecture de Gikongoro. Bien que les enquêteurs du PDAG et ceux des autres projets aient été formés à temps pour pouvoir appliquer la méthodologie de la DSA dans leurs enquêtes de l'année agricole 1992, ils n'ont pas été en mesure de mettre le nouveau système en application avant la Saison A de l'année agricole 1993. Ainsi, les résultats de leur utilisation de la méthodologie de la DSA ne sont pas encore connus. Dès le début de l'année agricole 1993, le PDAG se sert de la méthodologie de la DSA sur son échantillon de 208 ménages (y compris les ménages faisant partie de l'échantillon de la DSA dans cette préfecture) dans les 13 Communes que compte la Préfecture de Gikongoro.

Le Projet Agricole de Gitarama (PAG) et le Projet de Développement Global de Butare (DGB) ont également approché la DSA pour solliciter des services de consultation dans le domaine de méthodologie d'enquête, et ils pourront vraisemblablement bénéficier de la même assistance que celle qui a été accordée au PDAG.

Les services de consultation de haut niveau ont également été fournis dans les domaines de gestion d'une base de données de traitement de textes. Ce type d'assistance a, généralement, été octroyée de façon moins formelle que les services rendus relativement aux méthodes d'enquêtes, et a souvent consisté en une assistance univoque dispensée par l'un ou les deux programmeurs informaticiens de la DSA à des personnes provenant d'autres services ou agences. Ainsi, la DSA a aidé divers services de son propre Ministère et aussi d'autres services du Gouvernement. Au sein du MINAGRI, la DSA a contribué à la formation du personnel dans la gestion d'une base de données, dans des programmes statistiques et dans le traitement de textes. Le personnel de la DSA a appris au personnel de la Direction Générale des Forêts le Lotus 123 et le Wordperfect, à celui de la Direction des Etudes et Planification le DOS, le Wordperfect et le Lotus 123, elle a aidé le personnel du Projet Plan Directeur du Mutara à comprendre un logiciel sur la gestion d'une base de données (Quattro pro) et a épaulé le PDAG dans la saisie des données issues de sa première saison de collecte de données (SPSS/PC+). Ailleurs, le personnel de la DSA a formé celui de la Direction Générale de l'Energie du Ministère des Travaux Publics et de l'Energie en Wordperfect et SPSS/PC pour faciliter l'analyse et la rédaction lié avec un projet de développement du charbon. Par la suite, la DSA a contribué à la saisie de données issues d'une étude réalisée par la même Direction Générale. En outre, la DSA a également fourni de l'assistance dans la mise en place d'équipements informatiques. Elle a, par exemple, installé un système CD-Rom pour le Service National de Documentation.

Quoi qu'il en soit, la DSA doit encore, dans une certaine mesure, compter sur l'assistance extérieure pour les aspects les plus compliqués de la sélection de l'échantillon et la détermination de l'efficacité de l'échantillon, mais, grâce à l'expérience qu'ils auront acquise au fil des jours, les spécialistes

d'enquêtes et d'échantillonnage de la DSA seront probablement en mesure de fournir des services de très haut niveau même dans ce domaine.

Il faudrait, toutefois, garder à l'esprit l'idée que les services de ce genre sont subordonnés aux activités principales de la DSA, à savoir la collecte et l'analyse des statistiques de routine de base et des résultats des études spéciales orientées vers les politiques, ainsi que la présentation de ces résultats aux décideurs de politiques. L'évaluation de mi-parcours a lancé un avertissement à la DSA contre le risque de consacrer trop de temps aux services de consultation (plus particulièrement la collaboration aux études spéciales) au détriment des responsabilités premières du Projet. Le même avertissement est également valable pour les services de consultations experts qui ne sont pas en rapport direct avec les études spéciales menées par la DSA. Il est, en outre, impératif que de telles activités soient inscrites sur les plans de travail dans mesure du possible, et que tout engagement prolongé dans la fourniture de services de consultation d'un membre ou de groupes de membres du personnel de la DSA soit connu de tous afin que soit faite une évaluation de l'impact de cette activité sur l'accomplissement des autres objectifs de la Division. De plus, l'insertion dans les plans de travail permettra de veiller à ce que ces activités cadrent bien avec l'ensemble des priorités de recherche.

Le Rapport sur l'Exécution du Projet de 1991 a constaté que cet objectif (capacité accrue de fournir des services de consultation de haut niveau) était accompli à 60% avant la mise en place de l'équipe mobile d'enquêteurs qui a sensiblement accru la capacité de la DSA de réaliser des études spéciales, et aussi avant le retour de 3 participants à la formation de longue durée dont les connaissances et la compétence ont grandement contribué à la réalisation de cet objectif.

4. Une base de données intégrée, établie et soutenable, utile pour l'analyse de politiques

Depuis le démarrage de l'ASPAP, d'importants progrès ont été réalisés dans la mise en place et le maintien d'une base de données qui soit utile pour l'analyse de politiques. La majeure partie de ces progrès, si pas tous, ont été réalisés au SESA/DSA où des IBM-XT, des IBM-AT et des IBM-PC-2 sont actuellement utilisés de façon routinière pour la Saisie, le nettoyage et la gestion de données en utilisant le logiciel statistique SPSS/PC+. Les fichiers sont basés sur l'échantillon national de la DSA composées de 2496 ménages dont 1248 sont interviewés sur base hebdomadaire et les autres mensuelle.

L'échantillon de la DSA est national dans ce sens que toute entité d'enquête de base (le secteur) du pays avait une chance égale d'être choisie, et au sein de chaque secteur, chaque ménage avait la même probabilité d'être sélectionné. L'échantillon est stratifié par préfecture et par région géographique pour permettre aux données relatives aux diverses variables d'être extrapolées aux niveaux préfectoral et national. Malheureusement, à l'heure actuelle, les ressources disponibles ne permettent pas d'engager des enquêteurs supplémentaires ou d'acheter des motocyclettes additionnelles dont on a besoin pour effectuer la stratification selon les zones agroécologiques (qui sont 12 ou 18 suivant le système de classification choisi). Il y a 78 secteurs, entre 6 et 10 par préfecture, selon la population de la préfecture. Dans chaque secteur, les ménages faisant partie de l'échantillon sont regroupés (mises ne grappes) pour faciliter l'enquête qui est effectuée par un seul enquêteur qui doit parcourir tous les 32 ménages de son secteur. Pour éviter la fatigue des répondants et réduire "l'effet d'observation", l'échantillon est renouvelé tous les trois ans. Il a été modifié en 1989 et en 1992 (Pour plus d'informations sur la méthodologie et les méthodes d'enquêtes de la DSA, cfr "Aperçu Historique et Méthodologie-Enquête Nationale Agricole 1984", Publication DSA p.14 et RAD N°. 196 et 200).

Toutes les données issues des études de routine et des études spéciales basées sur l'échantillon national sont conservées en SPSS, et les données relatives aux enquêtes pré-ASPAP ont également été

transformées en SPSS. Tous les questionnaires administrés à l'échantillon et aux sous-échantillons de la DSA sont codés grâce à des numéros d'identification des ménages et des régions administratives, permettant ainsi aux différentes série de données d'être mises en relation pour l'analyse. Cette facilité est extrêmement puissante et utile dans la mesure où elle permet d'analyser les relations existant entre les variables-clés issues d'enquêtes différentes effectuées sur les mêmes ménages. En guise d'exemple, les variables comme la taille du ménage, les revenus, la taille de l'exploitation agricole, le choix de pratiques culturelles, l'état nutritionnel et les sources d'emploi non-agricole peuvent être mises ensemble pour une puissante analyse statistique effectuée sur ordinateur.

Les études spéciales de la DSA se servent beaucoup de la base de données existante comprenant des statistiques sur la superficie, la production et les rendements, et plus récemment sur les données relatives aux revenus et aux dépenses. Grâce aux données existant, et compte tenu du fait que l'échantillon garde la plupart des mêmes ménages tous les trois ans, les études spéciales peuvent être rationalisées, des interviews à temps réduit effectuées, et les variables des études spéciales peuvent être combinées avec les variables se trouvant dans la base de données existante. Toutes les études spéciales basées sur l'échantillon national de la DSA ont pratiquement utilisé la base de données de routine existante, et se sont parfois servi des données issues d'autres études spéciales.

A partir de 1986, les données de routine sont bien documentées aussi bien sur les fichiers informatiques que dans les classeurs. Suite à standardisation des fichiers comprenant la production annuelle, la superficie et le rendements, cette tâche a été relativement facile. Par contre, il a été plutôt difficile de mettre sur pied un système de documentation pour les fichiers comprenant les données relatives aux études spéciales. Ce défi est toujours là et constitue le principal point faible du système de documentation des fichiers de données. L'autre faiblesse qui a constatée par l'évaluation réside dans le manque de facilité à accéder aux fichiers dans la base des données. En effet, la documentation devrait être rendue plus aisée pour les utilisateurs de données qui ne connaissent pas le SPSS, la méthodologie d'échantillonnage utilisée ou questionnaire administré pour une étude donnée.

Ce rendement a été considéré comme réalisé à 80%, selon le Rapport d'Exécution du Projet de septembre 1991, longtemps avant la documentation complète de la série des données sur les revenus et les dépenses (RD) de 1990 par Lassiter. La série de données RD sera très utile dans toutes les études de politiques ultérieures, et constituera un soutien de taille dans l'analyse d'autres études spéciales. Les efforts déployés par Lassiter ont fourni la base pour l'étude ultérieure sur les revenus et les dépenses (Loveridge, 1992) et serviront d'exemple et de modèle à suivre pour la gestion des fichiers sur les revenus et les dépenses durant les années à venir.

D. Etat d'Avancement de l'Exécution de l'EOPS tel que spécifié dans le PP et le PRO-AG

Les indicateurs de l'EOPS (situation du Projet à sa fin) couvrent dans une certaine mesure les rendements du Projet qui ont été débattus plus haut. Selon le PP, c'est à partir de ces critères que la réussite du Projet devrait être déterminée. L'évaluation finale a regardé tous les indicateurs de l'EOPS et a conclu qu'en général ils avaient été réalisés avec succès, en ces termes: "...l'impact global (du Projet sur la formulation des politiques) est impressionnant." Il est, bien entendu, difficile d'établir une relation directe de cause à effet entre les activités du Projet et la certitude de réussir à atteindre l'EOPS, mais la réponse à la question de savoir si l'EOPS a été atteint peut être trouvée aussi bien dans les informations anecdotiques que dans les données quantifiables.

1. Politiques et interventions agricoles améliorées

L'évaluation de mi-parcours a semblé insinuer que très peu de progrès pouvaient être réalisés en matière de politiques et interventions agricoles améliorées, étant donné qu'il n'y avait visiblement que très peu de mauvaises politiques agricoles. Pourtant, il a existé des politiques et interventions basées sur des informations erronées, ainsi que des lois et des politiques économiques, de transport et commerciales qui sont allées à l'encontre du développement de l'agriculture et du secteur rural.

L'effet le plus dramatique et le plus direct que la DSA a eu sur les politiques a été celui que son étude sur le sous-secteur du haricot a eu sur le débat qui s'est tenu à propos de la fixation de prix pour certaines denrées alimentaires. Pour des raisons apparemment opposées à celles qui sont avancées dans beaucoup d'autres pays africains, notamment l'octroi de subsides plutôt que la taxation des produits agricoles, les autorités Rwandaises avaient pendant longtemps fixé des prix officiels pour les cultures considérées comme étant de grande importance pour la sécurité alimentaire ou génératrices de devises. Ces prix étaient généralement plus élevés que ceux du marché et étaient rarement respectés en dehors des maigres achats effectués par les services du Gouvernement et des sociétés parastatales. Parmi les denrées alimentaires dont les prix devaient être maintenus artificiellement élevés figuraient aussi les haricots.

Au moment où les résultats de l'étude DSA sur le haricot ont été publiés, certaines personnes s'opposaient déjà à cette politique de prix. L'une des raisons pour lesquelles les gens se dressaient contre ces prix officiels artificiellement élevés se basait sur la considération pragmatique qu'ils ne pouvaient pas être maintenus, dans la mesure où le Gouvernement ne disposait pas de ressources suffisantes et n'était pas non plus animé de la volonté de procéder aux achats de nature à avoir un impact sur le prix du marché. En outre, il y avait ce fait que les agriculteurs qui avaient précisément besoin de tirer profit de ces prix élevés n'en bénéficiaient pas du tout. Lorsque l'étude a fait remarquer que le Rwanda ne jouissait pas de l'auto-suffisance en matière de haricots, mais qu'il en importait plutôt en quantité considérable à partir du Zaïre et de l'Uganda, il a été constaté que le fait de soutenir ces prix élevés du haricot revenait à accorder des subsides, non pas aux agriculteurs rwandais, mais à ceux du Zaïre et de l'Uganda. Cette information, doublée de cette vue pragmatique que des prix de ce niveau ne pouvaient pas être maintenus, a aidé les autorités du pays à supprimer la plupart des prix du domaine agricole dans le cadre de son Programme d'Ajustement Structurel.

D'autres exemples comprennent, notamment, la découverte de la DSA sur l'importance du vin de banane en tant que source de revenus compétitive vis à vis du café et même supérieure à celui-ci dans les ménages qui cultivent les deux. L'évaluation finale a dressé une liste d'exemples indiquant que des analyses financées par l'ASPAP avaient influencé positivement les politiques agricoles et rurales, ainsi que les interventions y relatives (cfr Evaluation Finale, pp 22-24). Bref, lorsque l'Etude des Charges Récurrents et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural qui a bénéficié de l'assistance de l'ASPAP, d'abord au MINIFINECO et ensuite au MINIPLAN, a confirmé que la population locale était disposée à payer pour des services qui représentaient une certaine valeur, elle a lancé un débat sur la manière de mettre sur pied un programme de récupération des coûts qui soit plus exhaustif et de meilleure qualité à l'échelle communale. Une étude plus récente sur la situation nutritionnelle a confirmé une bonne partie de la sagesse conventionnelle afférente à la malnutrition au Rwanda, et elle a, en même temps, fourni des preuves montrant que la malnutrition n'est pas toujours directement liée à la disponibilité des aliments au niveau local.

La collaboration du CIAT-ISAR avec la DSA dans la réalisation d'une étude devant examiner l'ampleur de l'adoption de nouvelles variétés de haricots pourrait jeter de la lumière sur les réflexions relatives à l'acceptabilité et à l'impact des nouvelles technologies agricoles au Rwanda. La sagesse conventionnelle laisse croire qu'il n'existe pas de technologies disponibles susceptibles d'accroître la productivité agricole au Rwanda. L'échantillon national de la DSA a permis au CIAT de réaliser

cette étude de grande importance pour le débat sur la technologie de la façon la plus objective possible, en évitant des échantillons biaisés.

Lorsque l'ONAPO a élaboré un modèle pour montrer aux décideurs de politiques les avantages que présentait son programme de planification familiale, il a été demandé à la DSA de se charger du volet agriculture du modèle. La DSA a fourni des données et des hypothèses relatives aux tendances de la production, des rendements et de la superficie des terres. L'ONAPO se propose de collaborer avec la DSA lors de la modification ultérieure du modèle.

Il y a plusieurs années, l'OPROVIA s'est rendu compte que les données à partir desquelles il prenait les principales décisions relatives à la gestion étaient erronées. Il a alors fait recours aux données de la DSA, et c'est de celles-ci qu'il se sert désormais.

La Banque Mondiale s'est énormément servie des données de la DSA et des discussions avec le personnel de cette division lors son évaluation du secteur agricole du Rwanda qu'elle a effectuée en 1989. C'est suite à ces relations avec la DSA que la Banque Mondiale a demandé à la DSA de mener une étude sur les attitudes et les pratiques caféicoles des caféiculteurs du Rwanda.

2. Demande accrue d'informations et analyses relatives à l'économie rurale de la part des décideurs de politiques

En attribuant au terme 'décideurs de politiques' un sens plus large pour englober les organismes internationaux ainsi que les individus et les services du Gouvernement Rwandais, il y a lieu d'affirmer qu'il y a eu une très forte demande d'informations et d'analyses relatives à l'économie rurale de la part des décideurs de politiques. La demande croissante pour la réalisation d'études spéciales constitue l'exemple le plus éloquent de la demande accrue d'informations suscitée par la DSA. Bien que la plupart des études spéciales aient été financées par des bailleurs de fonds, elles ont, néanmoins, répondu aux questions relatives aux politiques qui sont également essentielles pour les décideurs de politiques rwandais.

Pendant la durée du Projet, 19 études spéciales ont été effectuées et les résultats de 13 d'entre elles ont été publiés avant la date d'expiration du Projet. Presque toutes les études spéciales sont nées des discussions relatives aux politiques tenues avec divers organismes, d'autres divisions du Gouvernement ou avec des bailleurs de fonds.

Les études spéciales menées par la DSA portaient sur les aspects suivants :

1. Production de tubercules (manioc et patate douce), réalisée en collaboration avec l'ISAR, sur financement partiel du CIP et de l'IITA.
2. Situation nutritionnelle et anthropométrie, financée en partie par l'UNICEF.
3. Adoption et importance du haricot volubile, réalisée en collaboration avec l'ISAR, sur financement partiel du CIAT.
4. Caféiculteurs et techniques de production, sur financement partiel de la Banque Mondiale.
5. Dégradation des sols, effectuée sur un sous-échantillon d'agriculteurs.
6. Production du riz à l'intérieur et aux alentours des périmètres et projets rizicoles, partiellement financée par l'ACDI.

7. Pratiques agro-forestières et leurs effets sur la conservation des sols et la dégradation des terres.
8. Genre et agriculture, effectuée sur un sous-échantillon et partiellement financée par le PNUD.
9. Rôle de la femme dans l'agriculture.
10. Utilisation d'engrais et de pesticides, partiellement financée par la Banque Mondiale.
11. Stratégies non-agricoles utilisées par les ménages de milieu rural pour s'assurer de leur sécurité alimentaire et financière.
12. Problèmes de régimes fonciers, réalisée avec la collaboration et le financement partiel de la Banque Mondiale.
13. Commercialisation de la patate douce par les ménages ruraux (sous-échantillon).
14. Taux de change du marché parallèle dans les zones frontalières et à Kigali.
15. Transactions du sorgho et des haricots.
16. Commerce frontalière, financée en partie par la Banque Mondiale.
17. Pratiques culturelles et utilisation des terres des marais.
18. Coûts de la production du riz dans les périmètres rizicoles.
19. Production du maïs dans la Région du Projet des Birunga, partiellement financée par la Banque Mondiale.

3. Un rôle plus important du MINAGRI dans la formation des politiques agricoles

Les lignes directrices dans la formulation des politiques agricoles n'ont jamais été claires. Il semble que, traditionnellement, le MINAGRI jouait un rôle insignifiant dans la formulation de ces politiques. Cependant, le Projet a aidé le MINAGRI à se doter d'un rôle plus important en améliorant la qualité et en augmentant la quantité des données fournies par lui sur le secteur rural, et en présentant ces données dans des rapports bien conçus et bien présentés. Encore une fois, l'un des meilleurs exemples de cette consolidation se retrouve dans l'étude sur le haricot et le sorgho. Il semble qu'au cours du débat sur la politique des prix, le MINAGRI se trouvait du côté de ceux proposaient l'abandon des prix officiels. Sa position n'avait pas eu beaucoup d'impact pendant les années durant lesquelles des prix officiels étaient imposés au marché. Cependant, lorsque les résultats de l'étude de la DSA ont été publiés, les opposants au système des prix officiels, dont principalement le MINAGRI, ont en gain de cause et ont pu convaincre les adhérents au système de fixation des prix de la futilité de celui-ci et même de son caractère allant à l'encontre de la productivité.

Grâce à l'expérience acquise par la DSA et à la collaboration de celle-ci avec d'autres institutions et services, à savoir l'ISAR, l'OCIR-Café, la Banque Mondiale, le CIP, le PNUD, l'UNICEF, le COSCA-IITA, le CIAT, pour ne citer que ceux-là, le rôle du MINAGRI dans la formulation des politiques agricoles s'est sans doute accru.

Un autre exemple frappant de l'intégration du MINAGRI dans la formulation de politiques agricoles grâce à la DSA est le fait qu'il se sert beaucoup des statistiques et des rapports de la DSA dans les publications de la Commission Nationale d'Agriculture (CNA) au "ruban bleu". La CNA a été instaurée en mars 1990 par Arrête Présidentiel dans le but d'essayer de saisir l'état de la connaissance et la condition de l'agriculture rwandaise. La Commission revêtait un double objectif:

- * Proposer au Gouvernement des options viables et immédiates pour l'amélioration du secteur agricole et le développement.
- * Présenter les grandes lignes d'une nouvelle politique agricole visant à déclencher la révolution exigée dans la production agricole.

La composition de la Commission indique le sérieux avec lequel la tâche devait être entreprise. En voici les membres :

- * Président : GASANA James, alors Ministre de l'Agriculture;
- * GAHAMANYI Léopold, alors Secrétaire Permanent du Plan Directeur du Mutara;
- * RUNYINYA Barabwiliza, alors Directeur de Cabinet du Premier Ministre
- * NSENGIYAREMYE Dismas, alors Directeur de l'OVAPAM (Office pour la Valorisation des Produits Agricoles du Mutara), actuellement Premier Ministre;
- * RUHIGIRA Enoch, alors Ministre des Finances;
- * TEGERA Pierre, Directeur du PNAP(Programme National pour l'Amélioration de la Pomme de Terre);
- * NDEREYEHE K. Ntahontuye, Directeur de l'ISAR; et
- * Le Centre Iwacu, association coopérative, assurant le Secrétariat.

Dans trois des 9 volumes produits par la Commission, à savoir, Volume 3 : Productions Agricoles du Rwanda, Volume 4 : Disponibilité des terres, peuplement et environnement au Rwanda, et Volume 9 : La commercialisation des produits agricoles, 1 citation ou tableau de statistiques sur 5 s'est basé sur les résultats de l'ASPAP (cfr Tableau 3). Près de la moitié des tableaux présentés dans le Volume 5 relatif au Patrimoine Foncier et dans le Volume 9 relatif à la Commercialisation des produits agricoles ont été directement tirés des statistiques de l'ASPAP. En outre, le tiers des références reprises dans le Volume 3 relatif aux productions agricoles et aux zones agroclimatiques provenaient des rapports de l'ASPAP/DAI. Malgré l'existence de volumes extrêmement spécialisés tels que ceux relatifs aux ressources halieutiques et aux coopératives, la DSA a globalement contribué pour 18% de tous les tableaux contenus dans les 9 volumes, pour 9% de toutes les citations, et pour 14% des tableaux et citations confondus.

4. Reconnaissance accrue de la part des services participant au Projet (DSA, MINIPLAN, MINIFINECO) de leur propre capacité de répondre aux besoins des décideurs de politiques

Table III

	Vol.1	Vol.2	Vol.3	Vol.4	Vol.5	Vol.6	Vol.7	Vol.8	Vol.9	All volumes
Tableaux dans le document										
Pourcentage ASPAP	28	119	24	66	15	24			30	306
Citations dans le document	18	8	21	21	40	4			47	18
Tableaux et Citations dans le document										
Pourcentage ASPAP	30	62	19	19	49	20			16	225
Pourcentage ASPAP	10	7	32	16	2	0			19	9
Pourcentage ASPAP	68	181	43	85	64	44			46	531
Pourcentage ASPAP	13	8	26	20	11	2			37	14

Vol.1: -	Allocation et exploitations des terrains de marais, Runyinya Barabwiriza
-	Le terrassement pour la conservation des sols, Gasana James
-	Les cultures associées, Ruhigira Enoch NOVEMBRE 1990.
Vol.2: -	Appui à la production agricole, Nderweye K. Ntahontuye
-	Analyse du sous-secteur des productions animales, Nsengiyaremye Dismas AVRIL 1991.
Vol.3: -	Les productions agricoles du Rwanda, Gasana James et Ruhigira Enoch
-	Les zones agro-climatiques, Gasana James JUIN 1991.
Vol.4: -	Disponibilité des terres, peuplement et environnement au Rwanda, Tegera Pierre
	AGOUT 1991.
Vol.5: -	Gestion du patrimoine foncier nationale, Runyinya Barabwiriza 1991.
Vol.6: -	Le Sous-Secteur Forestier, Gasana James
-	Le Développement des Ressources Halieutiques, Nsengiyaremye Dismas
	DECEMBRE 1991.
Vol.7: -	La Recherche Agricole au Rwanda, Gahamanyi Léopold FEVRIER 1992.
Vol.8: -	L'auto-organisation du mouvement associatif rwandais, Centre IWACU
-	Les politiques agricoles au Rwanda, Gahamanyi Léopold FEVRIER 1992.
Vol.9: -	La commercialisation des produits agricoles, Nderweye K. Ntahontuye FEVRIER 1991.

A la clôture des activités de l'ASPAP au MINIFINECO (1989) et au MINIPLAN (1991), la DSA restait le seul service participant au Projet. Durant les années au cours desquelles l'ASPAP accordait son soutien au SESA/DSA, celui-ci est devenu de plus en plus conscient de sa capacité de répondre aux besoins des décideurs de politiques. Les nombreuses études spéciales qu'il a réalisées en collaboration avec plusieurs organismes en sont la preuve. D'autres demandes de données, les questions à propos de la méthodologie et les félicitations provenant du Gouvernement (cfr lettre de félicitations émanant du Directeur de la Politique Economique du MINIPLAN adressée à la DSA consécutivement à son rapport sur les taux de change du marché parallèle, reprise en Annexe D) et aussi de l'extérieur attestaient qu'il était en train de se créer un circuit au sein duquel les données de la DSA allaient susciter d'autres demandes d'informations relatives aux analyses et aux formulations de politiques.

Un exemple de la reconnaissance croissante de la part de la DSA de son rôle focal dans la fourniture de données et d'analyse de politiques en réponse aux besoins des décideurs de politiques concerne le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), et plus particulièrement l'évaluation des dimensions sociales du PAS. La DSA a reconnu qu'elle disposait de données longitudinales très importantes qui pouvaient fournir "des images d'avant et d'après" sur l'économie rurale et le secteur agricole, et que l'analyse de ces données pouvait aider les décideurs de politiques à déterminer la ligne que le Rwanda devait suivre durant la première phase de son ajustement structurel. La DSA est très consciente de son rôle focal dans l'analyse des effets du Programme d'Ajustement Structurel du Rwanda sur l'économie et l'agriculture du secteur rural. Elle dispose d'une base de données pluriannuelles sur les caractéristiques des ménages, les niveaux de la production, la superficie cultivée et les choix des cultures, et elle est en train d'affiner une série de données sur la situation nutritionnelle dans les ménages. Toutes ces données mises ensemble constituent une puissante base d'informations par

lesquelles il y a moyen de commencer à effectuer quelques évaluations de l'impact de l'ajustement structurel sur l'économie agricole et rurale.

En outre, l'ISAR a déjà signalé sa forte intention de solliciter l'aide de la DSA dans l'évaluation de l'adoption de nouvelles technologies et variétés élaborées ou adaptées à l'ISAR. Cet intérêt résulte de sa collaboration avec la DSA dans la réalisation des études relatives à la patate douce, au manioc et aux nouvelles variétés de haricots. Bien qu'il ne soit pas évident comment la DSA puisse mieux aider l'ISAR tout en gardant son objectivité, ceci constitue un exemple du type de relation institutionnelle qui a renforcé le sens de mission de la DSA dans l'analyse de politiques ainsi que sa conscience du fait qu'elle dispose d'informations valables et qui sont appréciées à leur juste valeur.

5. Collaboration améliorée dans l'analyse et la formulation de politiques pour le secteur rural

Chaque étude spéciale qui a été menée par la DSA est née de discussions avec d'autres institutions. Elles ont toutes été réalisées en étroite collaboration avec d'autres institutions, souvent mais pas toujours celles qui finançaient l'étude concernée. L'étude sur le régime foncier, par exemple, a, non seulement été financée partiellement par la Banque Mondiale, mais son personnel a aussi travaillé étroitement avec celui de la DSA dans l'adaptation du questionnaire aux conditions locales et la réalisation de l'enquête sur le terrain en utilisant l'échantillon national de la DSA, et aussi dans la gestion des données. Une étude (qui a fini par être suspendue suite au manque de fonds) sur le rôle de la femme dans le développement a été menée conjointement avec le PNUD en vue de fournir à cet agence des Nations Unis les informations nécessaires devant lui permettre d'organiser un séminaire sur le même sujet. L'étude sur l'agroforesterie a été faite sans financement extérieur, mais elle constitue un exemple d'une collaboration intra-ministérielle. Le personnel de la Direction des Forêts du MINAGRI ont, en effet, travaillé conjointement avec celui de la DSA dans l'élaboration du questionnaire, la formation des enquêteurs et aussi dans l'analyse des données.

D'autres exemples de progrès évidents réalisés dans le cadre du bon accomplissement de l'EOPS comprennent, notamment, le tissage de relations professionnelles et institutionnelles avec d'autres sources de données. Pour éviter le double emploi dans la collecte de données agricoles au sein du MINAGRI, il a été décidé que la DSA devenait le principal collecteur et fournisseur des données agricoles et rurales au niveau tant national que préfectoral. Le fait que les services d'extension soient réticents à préparer les statistiques au niveau communal sans consultation préalable des statistiques de la DSA constitue une preuve que ceci a été institutionnalisé. Autrefois, les services d'extension étaient la seule source de statistiques agricoles et aujourd'hui encore ils restent l'unique fournisseur d'informations aux niveaux administratifs inférieurs à la préfecture (sous-préfecture, commune et secteur). Un moment donné, ils travaillaient parallèlement avec le système de la DSA basé sur son échantillon, mais ils ont finalement abandonné à la DSA la tâche de fournir toutes les informations relatives à la production, la superficie et les rendements aux niveaux national et préfectoral. Ceci est d'autant plus vrai dans la mesure où les services d'extension ne veulent pas ou ne sont pas au mesure d'élaborer leurs rapports annuels, qui doit également contenir des statistiques des niveaux préfectoral et national, sans consulter préalablement les tableaux de la DSA.

Au niveau inter-ministériel, un accord de fait existe entre le MINIPLAN, qui a reçu le mandat de mener toutes les enquêtes ou recensements de niveau national, et le MINAGRI, qui consacre l'expertise du MINAGRI/DSA pour les enquêtes rurales et celle du MINIPLAN en ce qui concerne les enquêtes en milieu urbain. La DSA a officiellement obtenu l'autorisation de mener des enquêtes rurales et agricoles selon les convenances du MINAGRI/DSA. L'évaluation finale a, cependant,

proposé que ce droit, qui est basé sur la constatation de la compétence de la DSA, soit officialisé par une loi.

6. Un dialogue continu sur les politiques établi entre les professionnels des services participant au Projet (MINAGRI et MINIPLAN) et les membres au niveau technique du Comité Interministériel de Coordination pour le Développement Rural et la Santé et d'autres comités interministériels de coordination (CIC) concernés

Cet indicateur a été basé sur l'hypothèse selon laquelle les CIC seraient opérationnels et joueraient un rôle essentiel dans la formulation de politiques ("le débat sur les politiques"), et détermineraient les lignes directrices maitresses pour les activités des projets. En réalité, les CIC n'étaient que légèrement supérieurs à des comités sur papier, et déjà en 1989, le Rapport sur l'Exécution du Projet a considéré cet objectif comme "... n'étant plus approprié, en partie parce que les CIC se réunissent rarement" (cfr PIR du 17 octobre 1989). La coordination des activités du Projet dans les services y participant a été plutôt confiée au Groupe Technique du Projet (GTP) comprenant le Gestionnaire du Projet (bureau de l'ADO) et les Directeurs des services participant au Projet. Le GTP devait, à son tour, être dirigé par un comité de gestion qui n'a jamais été bien défini. L'évaluation de mi-parcours a suggéré que, compte tenu du fait que le CIC auquel les services participant au Projet appartenaient n'avait pas de rôle à jouer au sein de l'ASPAP, un nouveau comité de gestion regroupant des représentants du MINAGRI, du MINIPLAN, d'autres Ministères, de l'IAMSEA et de l'UNR soit créé, et se réunisse au moins deux fois par an pour donner des directives au Projet.

En fin de compte, seul le GTP a continué à assurer la direction et la coordination des activités du Projet. Et même cela a été fait rarement dans la mesure où le nombre des services participant au Projet est passé de trois à un au cours de l'existence du Projet.

7. Un dialogue sur les politiques bien informé entre le Gouvernement Rwandais et l'USAID sur base d'informations issues des enquêtes et études parrainées par le Projet.

Les 19 études spéciales qu'à réalisées l'ASPAP au cours des cinq années qu'à durée le Projet ont fourni des informations substantielles à partir desquelles il y a moyen d'évaluer les conditions agricoles et rurales du Rwanda. Elles ont également fourni le point central dans la plupart des débats (politiques et techniques) sur divers sujets tels que le régime foncier, l'utilisation des terres, la dégradation des terres, les emplois non-agricoles, l'adoption de technologies, les cultures mixtes, l'importance de la banane à vin en tant que source de revenus, le genre et l'agriculture, la commercialisation des produits agricoles, l'importance et la nature du commerce frontalière, et les niveaux, les quantités et la composition des revenus et dépenses des ménages ruraux et urbains (cfr Annexe C pour plus de détails sur les sujets). La collecte des données de routine a fourni une base de données, grâce à laquelle les études spéciales sont enrichies et qui permet d'effectuer des analyses ultérieures avec le dessein de donner des réponses aux multiples questions suscitées par chacune des études spéciales.

La mission de l'USAID au Rwanda s'est servi des analyses de l'ASPAP pour élaborer son nouveau Plan Stratégique du Programme au Rwanda (CPSP) en mai 1992. Le CPSP constitue une distillation des réflexions de l'USAID sur la situation socio-économique et démographique du Rwanda, et deviendra certainement le point central du dialogue sur les politiques entre le Gouvernement Rwandais et l'USAID. Ainsi, la contribution de la DSA au CPSP signifie la contribution de la DSA, du côté de l'USAID, au dialogue de politiques. Plus d'un quart de la bibliographie du CPSP relative aux sections Economique, Sociale et Agricole a été puisé dans les rapports de l'ASPAP. Près de la moitié (5 sur 11) des tableaux statistiques numérotés sont basés directement sur les analyses de l'ASPAP.

La contribution de la DSA en vers le Gouvernement Rwandais à propos du dialogue a été débattu dans les pages précédentes.

E. Mise en Application des Recommandations de l'Evaluation de Mi-Parcours

Bien que l'évaluation de mi-parcours ait trouvé globalement que l'ASPAP était "...un très bon Projet", elle a formulé, néanmoins, un bon nombre de recommandations pour l'amélioration des activités du Projet et l'accomplissement de ses objectifs et rendements. Seules celles dont l'application relève de la responsabilité du SESA/DSA ou du Contractant sont débattues ici. Chacune des recommandations est suivie d'une brève évaluation de la façon dont elle a été appliquée et si elle n'a pas été mise en application, de la justification de cette situation. Les recommandations sont groupées en "Actions" telles qu'elles ont été présentées dans le Résumé de l'Evaluation du Projet (PES) (celles qui ne sont pas en rapport direct avec la réalisation des objectifs techniques du Projet sont omises). Il sied de signaler ici que la plupart des recommandations de l'évaluation de mi-parcours avaient été mises en application à la date d'expiration du Projet.

*** Elaboration d'une liste d'expédition et prise de mesures pour élargir la diffusion des données sur les études et les productions du SESA**

Bien qu'il soit possible de faire davantage pour élargir et mieux cibler la distribution des rapports statistiques et des résultats des enquêtes, beaucoup de choses ont été faites pour mettre cette recommandation en application. Dès mars 1991 à l'arrivée de l'Analyste de Politiques et Coordinateur des Etudes Spéciales, la liste d'expédition et la liste des publications de l'ASPAP ont été actualisées. La liste d'expédition a été informatisée et un document pour enregistrer les envois a été mis sur pied. A la date d'expiration du Projet, un système de distribution était déjà en place. Aussitôt qu'elles sont imprimées, toutes les publications du Projet sont expédiées à leurs destinataires figurant sur une liste de 160 organismes et services. Chaque envoi contient également une liste actualisée des publications du Projet (avec les prix), ainsi qu'un formulaire de commande pour tout achat ultérieur.

*** Préparation de plans de travail à court et à long termes visant à la détermination des priorités de recherche, en tenant compte de la capacité de recherche du SESA et des ressources disponibles**

L'évaluation de mi-parcours a signalé que suite à l'inexistence de plans de travail clairs comprenant les priorités de recherche, les études spéciales et les autres relations contractuelles finiraient par effacer les travaux de recherche. Ceci constitue encore un problème épineux malgré les grands pas franchis, plus particulièrement de la part de la DSA, dans la mesure où il reste difficile d'élaborer des plans de travail détaillés pouvant servir d'instruments de suivi des activités. Malheureusement, bien que ces plans extrêmement détaillés rendent un grand service en facilitant le travail de planification et de suivi, ils ne résolvent pas le problème de thèmes de recherche qui est plutôt philosophique de par sa nature. Bien que les plans de travail de 1991 et 1992 constituent des modèles exemplaires pour la planification et la gestion d'une organisation croissante et de plus en plus complexe, ils ont, néanmoins, besoin d'être soutenus par des apports thématiques plus substantiels provenant des principaux utilisateurs de données du Gouvernement Rwandais et des utilisateurs de données oeuvrant dans la communauté des bailleurs de fonds. De plus, les plans de travail ne sont qu'à moitié utiles lorsqu'ils ne sont pas régulièrement consultés et actualisés, et utilisés pour évaluer les progrès réalisés. Le manque de réunions régulières d'évaluation et de planification continue à constituer une importante faiblesse pour la DSA.

*** Proposition au Ministre(MINAGRI) d'une étude pilote limitée pour déterminer la faisabilité d'une harmonisation (coûts, type de système, niveau d'exactitude nécessaire, etc)**

L'harmonisation, qui englobe l'idée selon laquelle les deux principaux systèmes parallèles de collecte de données au sein du MINAGRI peuvent être fusionnés pour obtenir une série statistiquement valable de données agricoles et rurales jusqu'au niveau de la Commune, a constitué un problème épineux pendant toute la durée du Projet. Bien que les études de l'ASPAP/DSA aient montré à maintes reprises que la fourniture de données statistiques valables jusqu'au niveau communal en utilisant les méthodes d'enquêtes basées sur un échantillon appliquées par la DSA serait irréalisable à cause de son coût élevé, il reste encore une forte pression provenant du MINAGRI et de l'extérieur demandant à la DSA de ne faire que cela. Le Gouvernement Rwandais est déterminé à utiliser les Communes comme unité de base pour la planification, mais il se rend compte qu'il a besoin de statistiques de niveau communal valables. A la date d'expiration du Projet, la question était encore en veilleuse. Des propositions et des contre-propositions ont été formulées (cfr Documents de Travail de la DSA N^{os} DT 12, DT 15 et DT 34 pour propositions de la DSA). La dernière proposition de la DSA a été mise en attente par le MINAGRI suite au manque de fonds.

* Révision de la nécessité de la photographie aérienne de 'low-level'

L'étude réalisée par Slaymaker et Aderhold a été la première et la dernière activité du Projet relative à la photographie aérienne des champs et d'utilisation de terre. Une décision concernant les recommandations émises par cette étude a été mise en veilleuse en attendant le retour de la formulation de longue durée à la MSU du Directeur du SESA/DSA, RWAMASIRABO, qui l'a rejetée en disant qu'elle ne répondait pas aux besoins du Rwanda et au niveau de technologie du Pays. L'évaluation de mi-parcours a suggéré que cette décision soit réexaminée, et cette révision a, effectivement, eu lieu par la suite, la conclusion finale étant de suspendre l'étude et de ne pas poursuivre la photographie aérienne.

* Révision des termes de référence du conseiller du MINIPLAN

Les termes de référence de l'Economiste ATLD du MINIPLAN ont été révisés. Malheureusement, les conditions de travail au MINIPLAN ont fini par se détériorer à telle enseigne que, n'ayant plus d'homologues, le conseiller du MINIPLAN n'a pas pu remplir pleinement ses fonctions. Il a ensuite été transféré à la DSA.

* Elaboration de termes de référence pour un Comité de Gestion qui comprendrait aussi les utilisateurs de données du Gouvernement Rwandais et qui serait créé dans le but de recueillir les apports extérieurs à l'agenda et au programme de recherche de l'ASPAP

L'on se demande si le Comité de Gestion recommandé ait jamais fonctionné. Il aurait dû remplacer le CIC qui devait superviser la direction du Projet et l'élaboration d'un programme de recherche. Les apports provenant des utilisateurs extérieurs des statistiques et analyses de la DSA ont principalement résulté des discussions dans les séminaires, les travaux en ateliers, et de la collaboration dans la réalisation des études spéciales. Il n'a pas existé de Comité de Gestion formel chargé de diriger les activités du Projet par le biais du GTP.

* Recrutement d'un gestionnaire et contrôleur financier travaillant sous la supervision du Directeur du SESA

Un gestionnaire, contrôleur financier et chef-comptable a été recruté pour qu'il contribue à la recherche de solutions aux problèmes de comptabilité locale du SESA/DSA. Le système de comptabilité du Gouvernement Rwandais initialement utilisé par le SESA/DSA était incompatible avec les exigences de comptabilité de l'USAID. Cette situation a souvent provoqué des retards dans

le remboursement des dépenses ainsi que des désapprobations des dépenses de l'ASPAP par l'USAID/Rwanda.

Le comptable qui a été engagé pour qu'il aide mettre fin à cette incompatibilité l'a plutôt aggravée dans la mesure où il s'est rendu coupable de fraude et de détournements. Après son renvoi et sa mise en accusation pour fraude et détournement, le système de comptabilité a été plongé dans un désordre beaucoup plus épouvantable. La plupart de la malversation a été découverte lors de l'audit de 1991 dont les recommandations étaient en train d'être rapidement mises en application à la date d'expiration du Projet par le nouveau Directeur et nouveau Chef-Comptable.

* Révision du système de comptabilité des coûts locaux en vue d'améliorer son caractère instructif aussi bien pour le SESA que pour l'USAID

La mise en application de cette recommandation pourrait permettre à l'USAID de rembourser à temps les dépenses relatives aux coûts locaux engagées par la DSA. Un moment donné, il y a même eu des promesses faisant état de l'octroi d'avances en espèces à la DSA pour parer au manque de liquidités. A la date d'expiration du Projet, il avait été mis en place un système répondant aux exigences de comptabilité de l'USAID et du MINAGRI, permettant ainsi à l'USAID/Rwanda d'accélérer l'approbation laborieuse des vouchers ainsi que la procédure de remboursement des coûts.

IV. RECOMMANDATIONS DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET

L'évaluation finale du Projet a décrit l'ASPAP comme étant un Projet qui a été couronné de succès. D'une manière générale, ses recommandations étaient en rapport avec le renforcement de la capacité de la DSA dans trois domaines: 1) extension de l'impact sur les problèmes relatifs aux politiques, 2) renforcement des opérations techniques, et 3) renforcement des structures opérationnelles et organisationnelles (cfr Evaluation Finale, pp 1 & 2). Il s'agit là de celles qui sont particulièrement pertinentes pour l'assistance technique à la DSA durant la prochaine phase. Tout d'abord, l'évaluation finale a fait remarquer que pour agrandir son impact sur les politiques, la DSA devrait s'occuper des domaines ci-après qui sont intimement liés :

1. Adoption d'une attitude de commercialisation dans la distribution de ses données et analyses;
2. Amélioration de sa capacité de présentation d'informations à travers l'utilisation accrue de publications 'desk-top', de graphiques, de cartes thématiques, etc.;
3. Elaboration d'un catalogue de paramètres de données dans ses bases de données pour permettre aux utilisateurs potentiels de mieux apprécier ce que la DSA a à offrir; et
4. Révision du système de distribution de documents pour améliorer son efficacité et contrôler le processus de plus près.

L'évaluation finale a, en outre, recommandé que le renforcement des opérations techniques de la DSA soit effectué en mettant un accent particulier sur les quatre points ci-dessous:

1. Compréhension accrue des systèmes agricoles existant au Rwanda, en ayant en vue l'amélioration de l'efficacité de ses techniques d'enquêtes. Un aspect particulièrement intéressant serait l'attribution de superficies aux cultures;
2. Fourniture d'équipements de terrain plus sophistiqués et de meilleure qualité à son personnel en vue d'accroître l'exactitude et l'efficacité de ses travaux d'enquêtes;

3. Mise en place de systèmes susceptibles d'améliorer sa gestion des données pour un recouvrement et une vérification de données plus efficaces; et
4. Elaboration d'une procédure d'arbitrage au sein du MINAGRI entre les données collectées par les monagri et celles collectées par la DSA pour faciliter le travail des deux groupes.

Enfin, l'évaluation finale a présenté cinq recommandations pour le renforcement des structures opérationnelles et organisationnelles de la DSA :

1. Affectation d'un adjoint au Chef de Division qui serait gestionnaire des productions et coordinateur des rendements publiés de la DSA;
2. Elaboration d'un Plan d'Action pour accélérer la parution des rapports statistiques qui ne sont pas encore publiés;
3. Détermination de priorités précises dans le travail de la DSA, avec une distinction claire entre les études de routine et les études spéciales, celles-ci devant rester en rapport direct avec les objectifs généraux de la recherche;
4. Elaboration par l'USAID, et si possible par les autres bailleurs de fonds, de plans à long terme du soutien financier à accorder à la DSA; et
5. Maintien d'un système de primes qui est impératif si la DSA veut garder son personnel compétent.

La pertinence et la faisabilité de ces recommandations sont débattues dans les paragraphes qui suivent.

L'aspect le plus faible des activités de la DSA a toujours résidé dans le fait de veiller à ce que les résultats des travaux des services participant au Projets atteignent le public-cible. Les évaluations de mi-parcours et finale ont toutes les deux fait remarquer cet état de choses. Des progrès ont été réalisés, certes, mais il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire. Avec le retour de trois analystes vers la fin du Projet et le retour probable d'un qui avait été transféré dans un autre service du MINAGRI, il y a des chances que cette faiblesse soit vaincue et que la "commercialisation" des résultats de la DSA devienne l'un de ses points forts.

Il s'avère, cependant, utile de rappeler qu'avant de se lancer dans toute activité de 'commercialisation', la DSA doit au préalable veiller au "contrôle de la qualité". La priorité devrait rester la collecte exacte et l'analyse ponctuelle de données de qualité sur l'économie agricole et rurale. Il est dommage que l'ASPAP n'ait pas été capable de faire davantage en termes de "commercialisation", mais il est tout aussi clair que les statistiques qu'il a fournies et les résultats des études spéciales effectuées sous sa direction ont joué le rôle qui leur revenait en matière de politiques agricoles au Rwanda. Le Projet n'a pas commis d'erreur en concentrant ses maigres ressources sur ses activités focales, à savoir l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la quantité d'informations à partir desquelles les politiques sont formulées.

Les recommandations visant le renforcement des opérations techniques sont bien prises en considération. Le problème technique d'attribution de superficies aux cultures est difficile à résoudre partout où l'on pratique l'association des cultures, mais probablement de façon plus particulière au Rwanda, dans la mesure où les champs sont cultivés de façon quasi-permanente, et où les associations de cultures sont nombreuses. De l'avis de la DSA, son système utilisant les densités de cultures comporte à la fois l'exactitude et la rapidité raisonnables, et représente, par conséquent, l'approche qu'il faut, compte tenu des conditions. Néanmoins, toute modification susceptible d'améliorer aussi bien l'exactitude que la rapidité, ou l'une des deux mais sans réduire l'autre, serait la bienvenue. Ainsi, la DSA devrait tenir compte des recommandations détaillées à propos de l'attribution de

superficiés aux cultures reprises en Annexe E1 du Rapport de l'Evaluation Finale. La fourniture d'équipements de terrain plus sophistiqués et de meilleure qualité pour le personnel oeuvrant sur le terrain serait la bienvenue. Cependant, cette recommandation se heurte à deux handicaps: il y a tout d'abord le coût, et ensuite la question de savoir comment un personnel de terrain de niveau d'instruction généralement bas pourrait utiliser convenablement des équipements sophistiqués.

La gestion et la documentation des données sont relativement bien assises pour les statistiques de routine relatives à la production, la superficie cultivée et les rendements, mais elle devraient être rendues plus facile à utiliser. En outre, il se pose la question de savoir comment et par qui les données seront utilisées, et dans quelle mesure les utilisateurs des "données brutes" auront une idée de ce que ces données signifient réellement. De plus, la question de savoir qui peut avoir accès aux données brutes ou à de tableaux sans texte explicatif les accompagnant mérite une réponse avant que la DSA n'aille trop loin dans la mise en application de cette recommandation. Aussi, les données issues des études spéciales n'ont, jusqu'à présent, pas de documentation standardisée, et sont toutes conservées en des fichiers SPSS/PC--fichier 'log', fichiers 'listes', ou fichiers de programme.

La recommandation N° 4 relative aux opérations techniques touche sur le débat en cours à propos de "l'harmonisation" du système de collecte de données par le biais de moniteurs agricoles avec le système de collecte de données par le biais d'enquêtes basées sur un échantillon utilisé par la DSA. La DSA a émis des suggestions sur la façon d'améliorer la manière dont les moniteurs agricoles effectuent la collecte de données aux niveaux du secteur et de la commune. Les propositions ont été acceptées mais n'ont pas été mises en oeuvre suite au manque de fonds. Les relations de fait existant entre ces systèmes résident dans le fait que la méthode des monagri s'appuie beaucoup sur la DSA, tandis que la DSA, elle, ne tient pas compte des données issues du système des monagri.

L'évaluation finale a également suggéré au cours de discussions que le statut légal de la DSA dans la réalisation d'enquêtes nationales soit clarifié et que la DSA quitte le niveau de Division et soit élevée au rang de Direction pour augmenter ses chances de participer directement à la formulation de politiques.

Les conseillers de l'ASPAP/DSA (AT) sont d'accord avec les recommandations afférentes au renforcement des structures opérationnelles et organisationnelles. La DSA devrait être dotée d'un statut légal lui permettant de mener des enquêtes en milieu rural. Sa capacité de la faire a été démontrée et est restée inégalable. Il est donc normal qu'elle jouisse de ce droit légal. A l'heure actuelle, il existe un statu quo dans lequel le MINIPLAN est responsable des recensements nationaux et des enquêtes non agricoles ainsi que des enquêtes en milieu urbain, tandis que le MINAGRI se charge des enquêtes agricoles et de celles en milieu rural.

Le fait d'élever la DSA au rang de Direction semble être la voie la mieux indiquée pour accroître son impact sur la formulation de politiques. En outre, l'affectation d'un adjoint au Chef de Division jouissant du pouvoir réel de prendre des décisions et de la responsabilité effective de la gestion journalière de l'aspect technique et analytique des activités de la DSA pourrait améliorer l'efficacité. A condition, bien sûr, que ceci garantisse la tenue de réunions régulières de planification et de suivi, ainsi qu'une coordination des diverses tâches afférentes à la collecte et à l'analyse des données. Le Chef de Division est au courant de ceci, mais il préfère que le poste ne soit pas officiel. A son avis, un des plus anciens analystes pourrait se charger de certaines responsabilités dont le Chef n'a pas le temps de s'occuper à cause de ses multiples engagements.

La DSA vient de mettre sur pied un Plan d'Action pour accélérer la parution de ses rapports statistiques et des études spéciales qui sont maintenant en retard. Le retour des participants à la

formation de longue et de courte durée, ainsi que l'utilisation créatrice d'anciens membres du personnel de la DSA sur des sous-contrats ont déjà permis de rattraper une bonne partie du retard.

Il est difficile pour la DSA seule de fixer des priorités pour son travail dans la mesure où il s'agit d'une division faisant partie d'une direction se trouvant dans un ministère, chaque échelon ayant techniquement un mot à dire dans la fixation des priorités. Néanmoins, grâce au concours de FS-II, les priorités de recherche sont en train d'être identifiées pour les 3 à 5 ans à venir (selon la longueur du soutien financier et technique que l'USAID va accorder à FS-II). Jusqu'à présent, la procédure d'élaboration des plans de travail annuels a constitué le meilleur effort de la DSA dans la fixation des priorités. Malheureusement, ses plans de travail n'ont pas encore démontré qu'ils étaient des instruments dynamiques, en partie parce qu'ils ont rarement été basés sur des estimations exactes de la quantité des ressources nécessaires--personnel, temps, équipement--et ont plutôt eu tendance à sous-évaluer celles-ci: De plus, les priorités ne sont pas clairement fixées et l'on a tendance à s'occuper d'abord de ce qui est urgent souvent au détriment de ce qui est prioritaire.

L'une des raisons pour lesquelles la DSA ne peut pas compter sur les études spéciales pour sa viabilité institutionnelle réside dans l'effet que la dépendance excessive des études spéciales aurait sur la détermination des priorités de recherche. En effet, il y a un risque tout-à-fait clair (il était déjà évident à la date d'expiration de l'ASPAP) que les dates limites et les priorités des études spéciales deviennent les priorités de la DSA, transformant ainsi la DSA en un Bureau d'Etudes faisant n'importe quoi et tout ce à quoi un budget serait alloué. Ainsi donc, même si les études spéciales pourraient permettre à la DSA d'être financièrement viable, il est presque certain qu'un lourd fardeau d'études spéciales enlèverait à la DSA la capacité d'établir son propre programme de recherche basé sur les priorités agricoles du Gouvernement Rwandais exprimées par le canal du MINAGRI.

Il y a lieu de se demander si les primes en elles-mêmes sont nécessaires pour que la DSA arrive à conserver son meilleur personnel qualifié. Cependant, il est certain que la suppression des primes déjà acquises pourrait démoraliser le personnel le plus motivé qui soit. Ce n'est donc pas l'absence de primes en soi qui constitue un problème, car il existe à la DSA d'autres incitatifs qui pourraient être générateurs d'un travail de haute qualité. En fait, c'est plutôt la suppression de ce qui a fini par être considéré comme un droit qui pourrait faire chuter le moral et provoquer le départ des meilleurs éléments de la DSA.

V. SITUATION FINANCIERE DU CONTRAT INSTITUTIONNEL

L'Annexe E (Résumé des Dépenses cumulées de l'ASPAP/DAI) fournit un résumé des dépenses cumulées de l'ASPAP/DAI encourues jusqu'à la date d'expiration du Projet, sur base des données de comptabilité les plus récentes. Les dépenses ultérieures seront minimales et comprendront essentiellement les frais d'expédition du matériel du Projet au siège du contractant et les autres frais afférents à la fermeture dont, notamment, le salaire du Représentant du Contractant pour le mois d'Octobre. Les montants du budget sont basés sur l'amendement N°3 du contrat ASPAP/DAI du 28 juin 1991, tandis que les factures de la MSU vont jusqu'en juillet 1992. La différence qui sera constatée dans la situation finale sera constituée des montants des factures de la MSU des mois d'août et septembre.

En septembre 1992, les dépenses cumulées du contrat ASPAP/DAI représentaient 89,1% du budget tel qu'amendé par l'amendement N°3 du contrat. L'amendement N°7 (16 août 1992) qui a été effectué pour faire apparaître le départ prématuré du Représentant du Contractant, le Dr. Lassiter, comporte un budget modifié dont les montants se présentent comme suit.

Total de l'Estimation des Coûts	\$ 4.652.802
Frais Fixes	\$ 284.334
Estimation des coûts + Frais Fixes	<u>\$ 4.937.136</u>

Les dépenses cumulées du Contrat représentaient 90,30% du budget amendé, en septembre 1992. Avec la facturation du reste des Frais Fixes de DAI (\$ 27.694,67) et l'inclusion de la moitié du budget MSU non encore dépensé en juillet 1992 (\$ 34.452), les dépenses cumulées à la date d'expiration du Projet s'élèveront à 91,5% du montant du budget inscrit dans l'amendement N°7 du Contrat (\$ 4.519.101,12) et 90,4% du montant du budget présenté dans l'amendement N°.3 du contrat ASPAP/DAI.

Ainsi, des \$ 5.000.000 alloués au budget du contrat ASPAP/DAI, environ \$ 480.000 n'auront pas été dépensés après le paiement des frais remboursables par le Projet.⁴ A la date d'expiration du Projet, le contractant a signalé au REDSO et à l'USAID/RWANDA que de ce montant \$ 250.000 pouvaient être libérés dans l'immédiat.

VI. LECONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS POUR LE PROJET SUIVANT

Pendant l'existence de l'ASPAP, il a régné un sentiment de malaise résultant de l'idée que les objectifs du Projet n'étaient pas en train d'être réalisés, nonobstant les nombreux succès documentés enregistrés par le Projet. L'évaluation de mi-parcours a estimé que ceci était essentiellement dû à la naïveté dans les décisions de politiques de la part des concepteurs du Projet.

L'évaluation finale a relevé un point éloquent lorsqu'elle a signalé que le principal problème se situait dans le fait qu'il n'avait jamais été déterminé et compris en termes clairs quels étaient les décideurs de politiques et de quelle façon ces politiques devaient être formulées. L'évaluation finale a critiqué le manque de volonté ou l'incapacité, de la part des concepteurs du Projet, de réaliser que les politiques "...sont faites de façon inhérente par un processus politique." Les politiques ne sont pas formulées de la manière scientifique et méthodologique similaire à celle dont on effectue la collecte ou l'analyse de données. Ainsi, à part la fourniture de données et d'analyses de qualité supérieure, l'on n'a jamais précisé la façon dont les activités du Projet devaient améliorer la formulation de politiques, outre qu'elles devaient être dirigées par des CIC qui n'ont même pas été opérationnels. L'évaluation finale s'exprime en ces termes :

Dans les document de projet et les termes de référence de cette évaluation, l'on se réfère fréquemment aux décideurs de politiques, mais ceux-ci ne sont jamais définis. En séparant la politique de la formulation de politiques, l'on pose une condition qu'un Projet ne serait pas en mesure de remplir (cfr Evaluation Finale, p.43).

Etant donné la définition relativement vague de la formulation de politiques partout dans la documentation du Projet, il n'est pas surprenant que l'exécution du Projet ait été centralisée sur le côté le plus clair, à savoir la collecte et l'analyse de données. Cependant, même dans ce domaine, un accent a été mis davantage sur la collecte que sur l'analyse des données. Ceci s'explique

⁴ Ceci dépendra, bien entendu, des factures de l'Université d'Etat de Michigan pour les mois d'août et septembre, et aussi d'autres coûts minimes afférents à la clôture du Projet.

principalement par le fait que la plus grande partie des membres du personnel d'analyse a suivi un programme de formation de longue ou de courte durée pendant l'existence du Projet. Un coup d'oeil retrospectif montre que les objectifs du Projet n'ayant pas de rapport avec la formation ont été formulés en comptant sur le supplément de personnel formé dont la DSA ne disposerait que vers la fin du Projet!

Voilà pourquoi l'ancien Représentant du Contractant, le Dr. Lassiter, a proposé que la phase d'assistance à la DSA dans le cadre de l'ASPAP soit considérée comme la deuxième phase d'un processus à trois phases, la dernière phase étant la période au cours de laquelle la partie essentielle de l'analyse de politiques intéressante serait effectuée (cfr Annexe F: Mémoire de Lassiter Concernant le Soutien à apporter à la DSA dans l'Avenir). Puisque l'une des faiblesses dont souffre la capacité de collecte et d'analyse de données au Rwanda est le manque de personnel formé, comme les concepteurs du Projet l'ont dit implicitement, alors le gros du travail substantiel des services participant au Projet devait nécessairement être effectué après le retour des stagiaires. C'est précisément ce qui est prévu dans la troisième phase. La première étape représentait la mise en place d'une institution de collecte et d'analyse de données, dans le cadre du Projet ASAP. La seconde étape, cette fois dans le cadre du Projet ASPAP, était la phase au cours de laquelle les ressources humaines de l'institution devaient être renforcées. Enfin, la troisième étape (FS-II) est le moment où l'institution maintenant renforcée et le personnel bien formé se mettent ensemble pour fournir des analyses en rapport avec les politiques en vue d' "... améliorer la formulation de politiques pour l'économie rurale..." tel que stipulé par l'objectif du Projet.

Un inconvénient inhérent à la formulation de longue durée a été l'insuffisance à la DSA du personnel d'analyse bien formé pendant la plus grande partie de l'existence du Projet. L'exemple le plus frappant a été l'absence d'une direction prolongée de la part des responsables de l'ASPAP pendant toute la durée du Projet. Durant la première moitié du Projet, le Directeur était parti en formation. Au cours de cette période, le Projet a connu un bon nombre de Directeurs a.i., dont personne ne s'est senti suffisamment sûr de soi ou qualifié pour diriger ou coordonner les activités du Projet. Au cas où un Directeur est obligé de partir tout au début du Projet, des idées directrices doivent être données à l'insuffisance concernant le commandement et les responsabilités à confier au personnel restant afin que les activités de base se poursuivent même pendant les absences prolongées.

En outre, l'ATLD du MINIPLAN a été sous-employé et, suite au manque d'homologues consistants, il n'a pas pu jouer correctement son rôle de formateur sur le tas qui était une partie indispensable de toute AT. A la DSA, une faiblesse sérieuse a été le manque d'attention aux publications et la diffusion d'informations issues des études et analyses de la DSA. Ceci a résulté, d'une part, de l'insuffisance chronique de personnel à la DSA partiellement liée au calendrier de la formation. De plus, la nature encombrante des séminaires hautement formalisés qui ont tendance à constituer la règle générale au Rwanda, a précisément empêché plusieurs séminaires déjà planifiés d'être réalisés. Le personnel de la DSA était très occupé et n'était pas en mesure de s'occuper des travaux supplémentaires qu'exige la tenue de séminaires de haut niveau. Ceci a été en partie résolu par l'organisation de mini-séminaires, réunions d'informations et travaux en ateliers bien ciblés qui étaient beaucoup moins formels. Bien que ceux-ci n'aient pas été des activités à haut profil, ils ont tout de même été réalisés et le message a pu passer.

L'absence de lignes de responsabilités clairement définies, plus particulièrement au sein du personnel d'analyse, constitue encore un handicap à l'efficacité de la DSA. Ce problème pourrait être résolu par l'affectation d'un coordinateur de la Section analytique et technique de la DSA. Le coordinateur s'occuperait de l'organisation de réunions régulières de suivi et de l'actualisation et la modification des plans de travail. Un des chercheurs expatriés de la MSU/DAI pourrait travailler étroitement avec le coordinateur au cours de la prochaine phase (FS-II) de soutien à la DSA. Pour maintenir la

collégialité et éviter le durcissement des relations hiérarchiques parmi les analystes, il serait recommandable que ce poste jouisse d'un mandat annuel et rotatif entre les analystes d'un certain niveau d'expérience et de formation.

Le manque de réunions régulières de suivi continue à ronger l'efficacité et le bon fonctionnement de l'organisation. Le problème devient plus sérieux au fur et à mesure que la DSA s'accroît et que ses activités nécessitent une plus importante coordination. L'accroissement des études spéciales et la nécessité consécutive à cela de coordonner la supervision sur le terrain, la vérification et la saisie des données avec les études de routine constitue un exemple. De même, l'accent de plus en plus croissant qui est placé sur les mini-séminaires et les informations sur les politiques exigeront une planification et un suivi plus soutenus pour utiliser les ressources de la DSA de façon plus rentable.

Il y a également une insuffisance de compétences informatiques de la part des analystes et d'autres membres du personnel qui se servent souvent des ordinateurs (secrétaires, etc.) Cette insuffisance se remarque plus particulièrement dans les connaissances relatives au traitement de textes et à la publication nécessaires pour pouvoir élaborer des rapports statistiques et des résultats des études spéciales. En outre, elle provoque des imperfections dans la gestion et l'analyse des données pour lesquelles les connaissances en Lotus 1.2.3 et plus particulièrement en SPSS/PC sont indispensables. Il faudra donc veiller à dispenser une formation supplémentaire, éventuellement sur le tas, dans les trois principaux programmes informatiques utilisés à la DSA, à savoir le SPSS, le Wordperfect et le Lotus 1.2.3. Pour améliorer la publication et la bonne présentation des rapports, il serait utile pour les analystes de se familiariser avec les programmes sur les graphiques tels que le Harvard Graphics ou les sous-programmes en SPSS et Lotus 1.2.3.

Un autre domaine qui accuse des faiblesses est celui de la gestion du projet qui a été critiquée aussi bien par l'évaluation de mi-parcours que par l'évaluation finale. Le noeud du problème, comme l'on fait remarquer les deux évaluations, trouve son origine dans l'insuffisance du personnel à l'USAID/Rwanda. Cependant, le personnel de la DSA, y compris les AT, avait l'impression que la gestion du Projet prenait des distances et s'intéressait davantage à l'identification des problèmes qu'à la recherche de solutions à ceux-ci et à la lutte pour la réussite du Projet.

Une autre importante préoccupation pour la DSA se situe dans la manière dont elle pourrait accroître l'efficacité et la viabilité statistique de son échantillon. La plupart de ces préoccupations pour la DSA se situe dans la manière dont elle pourrait accroître l'efficacité et la viabilité statistique de son échantillon. La plupart de ces préoccupations sont reprises dans l'évaluation finale, dans le mémorandum de Greg Lassiter (cfr Annexe F), ainsi que dans les rapports techniques de Megill (cfr RAD Nos. 196 et 200). L'échantillon serait plus utile aux chercheurs si la stratification était faite au niveau des 12 zones agro-climatiques (la plus récente subdivision de 12 à 18 régions découpe des secteurs et ceci la rend peu utilisable dans la stratification de l'échantillon). Ceci permettrait d'effectuer une analyse des effets du climat et du type des sols sur la production agricole, la productivité et le bien-être des habitants du milieu rural. Une telle stratification, qu'il est impossible de réaliser avec les ressources actuellement disponibles, rendrait l'échantillon beaucoup plus utile dans la mesure où elle permettrait de bien cibler la recherche agricole.

Nonobstant ces nombreux domaines de préoccupations, la DSA a, grâce au concours de l'ASAP et de l'ASPAP, mis en place une base de données agricoles et rurales unique en Afrique, en égard à sa qualité et à son étendue. Bien que la capacité du personnel à analyser ces données ait connu des retards, principalement pour les raisons ci-haut évoquées, ce personnel jouit également du potentiel d'être sans égal partout en Afrique pour son impact positif sur la formulation de politiques agricoles et rurales.

A. Termes de Référence pour l'Assistance Technique de Longue Durée

Termes de Référence

Consultant: Dr. Greg Lassiter, Economiste Agricole

Titre du Poste: Economiste Agricole à ASPAP/DSA et Représentant du Contractant Development Alternatives, Inc. au Projet ASPAP

Poste Budgétaire: Assistance Technique de Longue Durée (LTTA) à ASPAP/DSA (48 p.m. DAI)

Durée: 48 mois à partir du 25 août 1987 (5 j./sem.)

Dates Prévues: 25/8/87 au 24/8/91

Objectifs par ordre de priorité (pourcentage de la charge entre parenthèses):

Tâches Administratives:

1. (60%) Prendre en charge des responsabilités administratives globales de l'exécution du contrat ASPAP/DAI en titre du "Représentant du Contractant", telles que :

- a. (30%) comptabilité habituelle, communications avec le siège de DAI/W, supervision du personnel local, communications avec l'AID/R, approvisionnement, publications ASPAP/DAI, traductions, entretien des équipements, révisions semestrielles du budget de l'ASPAP/DAI et du budget du sous-contrat MSU, demandes et négociations d'amendements au contrat et au budget de l'ASPAP/DAI
- b. (10%) coordination et soutien administratif pour les assistants techniques de courte et longue durée : communications, définition des termes de référence, réunions d'orientation, logistique et voyages, dédouanement, résolution de problèmes
- c. (5%) production des rapports habituels : rapports semestriels, rapports trimestriels de comptabilité, rapports divers
- d. (5%) administration de la formation : coordination de la formation courte durée planification et budgétisation des activités restantes de formation de CD, communications et négociations résultant des problèmes d'exécution des sous-contrats de formation, résolution des problèmes des stagiaires de longue durée, communications sur la formation de LD
- e. (10%) coordination de l'ASPAP/DAI : Réunions du Groupe Technique du Projet (GTP) de l'ASPAP ; réunions, négociations, et communications relatives aux conflits entre la DSA, ex-MINIFINECO, MINIPLAN, et l'AID/R provenant des problèmes relatifs aux coûts locaux, à l'approvisionnement en équipement, au dépassement du budget de l'Ex-FINECO

Assistance Technique:

2. (15%) En collaboration avec les homologues de la DSA, aider au développement et à l'amélioration du système de méthodologie des enquêtes :

- a. (3%) révision des méthodes de mesurage et collecte des statistiques (densités de cultures, superficies des champs, et rendements), amélioration des techniques de mesurage (calculatrices programmables, planchettes angulaires)
- b. (3%) révision des questionnaires (densités de cultures, superficie, production, revenus-dépenses, caractéristiques démographiques, prévision des récoltes, élevage, et études ponctuelles) et le système de publication, ventilation, et organisation des questionnaires
- c. (3%) réunions de planification de supervision et contrôle de collecte des données, rédaction du calendrier saisonnière des activités sur terrain et manuel de l'enquêteur, formation et supervision des enquêteurs, vérification de données (particulièrement sur l'Enquête Revenus-Dépenses)
- d. (3%) révision et analyse du système de l'échantillonnage, analyse de

- grappes et "design effects" (analyse des variances dues aux effets des grappes dans un échantillon stratifié à deux niveaux), restructuration de l'échantillon de 1989, et planification du système de l'échantillonnage de 1992
- e. (3%) planification et budgétisation des études ponctuelles, négociation des contrats et budgets des études avec des clients de la DSA, participation (limitée) dans l'élaboration et exécution des études ponctuelles
3. (15%) En collaboration avec les homologues de la DSA, aider au développement et à l'amélioration du système informatique :
- a. (2%) spécification des besoins en ordinateurs, périphériques, et logiciels; installation, test, et entretien des périphériques et logiciels;
- b. (2%) installation et entretiens des logiciels (SPSS, Lotus, Wordperfect, Harvard Graphics, Dbase, Norton Utilities, logiciels divers) sur les ordinateurs
- c. (1%) coordination de l'entretien et la réparation des ordinateurs
- d. (1%) révision et documentation des logiciels des calculatrices programmables pour calculer les superficies des champs,
- e. (1%) réorganisation du système de saisie, nettoyage, et de gestion de données en vigueur à la DSA
- f. (5%) élaboration des programmes modèles de saisie, nettoyage, et tabulation de données de densité, superficie, rendement, production agricole, et revenus-dépenses
- g. (1%) nettoyage et analyse des facteurs de conversion du poids des bananes, correction et mise à jour des facteurs de pondération de la population sur base du recensement préliminaire réalisé par l'ONAPO en 1990, correction et mise à jour des coefficients du volume et du poids pour les cultures et unités de mesure enquêtées, mise à jour des coefficients pour le calcul de la valeur nutritive (Kcal, protéines et lipides) des cultures enquêtées
- h. (1%) élaboration d'un système informatisé de documentation et de gestion de données pour les fichiers de données de densité, superficie, rendement, production agricole, et revenus-dépenses
- i. (1%) suivi des activités de traitement des données relatifs aux études ponctuelles
4. (5%) En collaboration avec les homologues de la DSA, participer dans les analyses et la distribution des résultats :
- a. (3%) analyse économique des données de la DSA du point de vue de l'impact des politiques agricoles et économiques sur le secteur rural
- b. (2%) rédaction des rapports finals et présentation des résultats aux séminaires, suivants les besoins
5. (5%) Suivant les besoins, fournir les cours ou séminaires afin d'assurer la formation de courte durée au personnel de la DSA dans les matières telles que :
- a. (2%) méthodologies des enquêtes
- b. (2%) utilisation des logiciels
- c. (1%) techniques d'analyse économique

Rapports à Fournir:

1. Rapports semestriel des activités du contrat ASPAP/DAI (20 - 40 pages chacun) comportant :

- a. sommaire des activités d'assistance technique et formation effectuées pendant le semestre
 - b. sommaire de problèmes rencontrés et recommandations pour les résoudre
 - c. plan du travail pour le semestre suivant
2. Publications des programmes modèles et de documentation des fichiers
 3. Rapports d'analyse des résultats (suivant les besoins des études en cours et le plan du travail actuel)

TERMS OF REFERENCE

Consultant: Dr. James S. Ansoanuur, Agricultural Economist

Title of the Post: Econometrician and Policy Analyst at ASPAP/DSA

Budget Line: Long Term Technical Assistant (LTA) at ASPAP/DSA (10.3 p.m. DAI)

Duration: 10.3 months starting from 8 November 1991, (5 days/week)

Expected Dates: 11/8/91 - 9/30/92.

Objectives in order of priority (length and percentage of time to be spent in parenthesis).

In collaboration with counterparts at DSA to be designated by the Director of DSA and Coordinator of ASPAP/DSA, execute the following tasks:

1. Develop an agricultural sector model that shows the relationships between area planted, production, rainfall level, technology and other factors of production, and estimate the parameters that show the magnitude of the interrelationships between the different variables in the model and which can be used to make projections of production at different levels of the factors of production (1/92 - 2/92, 20%). 7/92 - 7/92
2. From the Income/expenditure data at DSA, estimate own and cross-price elasticities of demand for various food items consumed by rural households in Rwanda, estimate also household response elasticities with respect to output prices, wage rate, family labor force, number of dependents in the family etc. Estimate supply response with respect to output price, input prices and other factors of production of crops specific to the different agro-climatic regions of the country (1/92 - 2/92, 20%).
3. Analyse the nutritional status of agricultural households with respect to family size, sex, level of education, resource endowment (farm size, livestock herd size), the composition of diets, environmental factors and income and expenditure levels (3/92 - 4/92, 20%).
4. Use the price elasticities of demand and supply and the household response elasticities, the sources of income, expenditure patterns and nutritional status to analyse the impact on agricultural production (food crops, cash crops), consumption (food and nonfood), agricultural income and the

use of farms inputs resulting from changes in output prices, input prices and technological innovation due to measures adopted with the structural adjustment program (devaluation, price liberalisation, import liberalisation, import and export tax adjustments and other specific agricultural policy changes). From the results of the analysis make appropriate policy recommendations (5/92 - 6/92, 20%).

5. Analyse the impact of the exchange rate policy and other accompanying measures (price liberalisation, import and export tax adjustments, import liberalisation, customs tariff reform, money, credit and interest rates adjustment etc.) on noncoffee and tea agricultural exports and imports between Rwanda and its immediate neighbors (Burundi, Zaire, Tanzania, Uganda). (11/91 - 12/91, 20%).
6. Perform analysis to determine the proportion of agricultural income derived from livestock farming and the proportion of the country's food needs that are met from existing livestock population.
- ~~Perform~~ ^{conduct} analysis to determine domestic energy needs from wood sources and other domestic uses of wood and the proportion of these met by existing level of planted forest.
8. Aid in the planning and execution of seminars, as it becomes necessary, to present the analysis results and the results from the work of other analysts at DSA. Give on the job training to counterpart analyst staff in, economic policy analysis techniques.

Reports to be provided:

1. Two semi-annual activities reports (5 - 15 pages each) covering:
 - a. summary of activities performed during the 6 month period
 - b. summary of the problems encountered and recommendations for solving them.
 - c. plan of work for the next 6 month period
2. Reports on policy analysis findings and conclusions.

Termes de Référence

Consultant: Dr. David Tardif-Douglin, Economiste Agricole

Titre du Poste: Spécialiste en Etudes et Analyse des Politiques Agricoles à ASPAP/DSA

Poste Budgétaire: Assistance Technique de Longue Durée (LTTA) à ASPAP/DSA (21 p.m. DAI)

Durée: 21 mois à partir de 15 décembre 1990 approximativement (5 j./sem*)

Dates Prévues: 12/15/90 - 9/14/92 approximativement

Objectifs par ordre de priorité (pourcentage de la charge entre parenthèses):

1. (70%) En collaboration avec les homologues de la DSA, fournir la formation "sur la tâche" dans les techniques suivantes :
 - a. analyse économique des données de la DSA (résultats des études ponctuelles et statistiques récurrentes) et des tiers (PLAN, ONAPO, ISAR, projets, chercheurs collaborateurs, etc) du point de vue de l'impact des politiques agricoles et économiques sur le secteur rural; rédaction des rapports finals et présentation des résultats aux séminaires, suivants les besoins
 - b. conception et exécution des études ponctuelles développées afin de fournir les données et informations nécessaires pour les analyses au point 1.a. ci-dessus. Ceci englobera la supervision et contrôle de tous les étapes des études ponctuelles : conception des hypothèses, planification et budgétisation du travail, étude de reconnaissance, conception et tests du questionnaire, logistique, formation et supervision des enquêteurs, conception des programmes de saisie et instructions de vérification et contrôle des données, nettoyage et dépouillement des données, et analyse. Dans la mesure que les études ponctuelles exigent une connaissance technique approfondie, l'assistance technique de courte durée sera engagée.
 - c. techniques d'utilisation des ordinateurs pour l'analyse économique, gestion des données (data base management), graphiques et publications (y compris "desk top publishing" dans le sens limité à la bonne utilisation de l'imprimante laser pour sortir les résultats en Wordperfect, Harvard Graphics, et Lotus), budgets, et planification/gestion des études (PERT)
2. (10%) En collaboration avec les homologues de la DSA, aider au développement et à l'amélioration du système de publication et ventilation des résultats :
 - a. superviser la rédaction et publication des rapports analytiques en vue d'établir un système standard qui assure un niveau professionnel de qualité
 - b. superviser le système de ventilation des rapports et de l'entretien de la bibliographie
 - c. aider dans la planification et exécution des séminaires
3. (10%) Suivant les besoins, fournir les cours ou séminaires afin d'assurer la formation de courte durée au personnel de la DSA dans les matières telles que :
 - a. économie agricole
 - b. statistique
 - c. techniques d'analyse économique
 - d. utilisation des logiciels
 - e. méthodologies des enquêtes ponctuelles
4. (10%) Prendre en charge des responsabilités administratives, suivant les besoins, telles que :
 - a. rédaction des termes de référence des STTA à utiliser dans les études

- ponctuelles
- b. supervision et appui aux STTA à utiliser dans les études ponctuelles
- c. suivant l'expérience du consultant, partager certaines tâches administratives (actuellement prises en charge par Lassiter) telles que : entretien des ordinateurs et logiciels, supervision des achats et la caisse, comptabilité)

Rapports à Fournir:

1. Quatre rapports semestriels des activités (5 - 15 pages chacun) comportant:
 - a. sommaire des activités effectuées pendant le semestre
 - b. sommaire de problèmes rencontrés et recommandation pour les résoudre
 - c. plan du travail pour le semestre suivant
2. Rapports d'analyse des politiques agricoles (suivant les besoins des études en cours et le plan du travail actuel)

B. Dates et Objectifs des Prestations de l'Assistance Technique de Courte Durée

Appendix B: Dates and Purposes of STTA Deliveries

Appendice B. Sommaire de l'Assistance Technique de Courte Durée Fournie par le Contrat ASPAP/DAI

17-Nov-92

Consultant	Dates	Jours	| - personnes-mois - |			Activité Primaire
			TOTAL	DSA	PLAN	
*** Période Passée (8/87 au présent) ***						
Ignatius Peprah	10/87	30	1.4		1.4	Rédaction de termes de référence de l'étude sur l'autofinancement
Jim Otto	10-12/87	63	2.9	1.0	1.9	Dépouillement (ENBC), commande des ordinateurs, formation (FOCUS)
Dan Clay	11/87	22	1.0	1.0		Plan du travail du SESA et planification de formation (TIP)
David Wilcock [1]	11/87	11	0.5	0.2	0.3	Plan du travail du SESA et coordination avec DAI/W
Mike Weber [1]	11/87	6	0.3	0.3		Plan du travail du SESA et planification du séminaire sorgho
Tom Zalla	1-2/88	30	1.4	1.4		Séminaire sur l'harmonisation de collecte des statistiques agric
Catherine Tardif-Douglin	3-4/88	40	1.8	0.9	0.9	Formation en SPSSPC
Barky Diallo	3/88	10	0.5	0.3	0.1	Recensement de besoins en formation/séminaires du U. Pitts
Jim Otto	3/88	4	0.2		0.2	Plan du dépouillement de l'étude UNR sur les coûts de production
Elaine Aderhold	2-5/88	11	0.5	0.5		Etude préliminaire sur la photographie aérienne à basse altitude
Dana Slaymaker	4-5/88	15	0.7	0.7		Etude préliminaire sur la photographie aérienne à basse altitude
Scott Loveridge	3/88	22	1.0	1.0		Séminaire sur la production et commercialisation du sorgho
Dan Clay	3/88	22	1.0	0.6	0.4	Planification: formation, harmonisation, et stratégies non-agric
Tom Zalla	4-5/88	23	1.0	1.0		Harmonisation de collecte des statistiques agricoles
Tony Barclay [1]	5/88	4	0.2	0.1	0.1	Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
Catherine Tardif-Douglin	4-10/88	147	6.7	6.7		Etude stratégies non-agricoles
Félicien Gatabazi	7-10/88	66	3.0		3.0	Etude sur l'autofinancement des coûts récurrents communaux
Emile Nyungura	7-10/88	66	3.0		3.0	Etude sur l'autofinancement des coûts récurrents communaux
Jim Otto	8-10/88	46	2.1	0.1	2.0	Dépouillement ENBC, UNR/FINECO coûts de prod., commande d'ordin.
Dan Clay	8/88	22	1.0	1.0		Echantillonnage, harmonisation, étude stratégies non-agricoles
Tom Zalla	8/88	15	0.7	0.7		Méthodologies de collecte des statistiques et harmonisation
Khiem Nguyen	9/88-8/89	253	11.5		11.5	Etude sur l'autofinancement des coûts récurrents communaux
Dan Clay	10/88	22	1.0	0.8	0.2	Formation, méthodologies d'enquêtes, et stratégies non-agricoles
Scott Loveridge	12/88-1/89	52	2.4	2.4		Rédaction et traduction du rapport sur le sorgho/haricot
Nick Minot	1-2/89	36	1.6		1.6	Dépouillement des données ENBC Urbain
Scott Loveridge	3-4/89	32	1.5	1.5		Rédaction et présentation du rapport du séminaire des politiques
Tom Zalla	12/88,4/89	28	1.3	1.3		Organisation et exécution du séminaire sur les politiques agric.
Dan Clay	4/89	22	1.0	0.8	0.2	Séminaire des politiques, stratégies non-agricoles, et formation
Jim Otto	5/89	23	1.0	0.0	1.0	Dépouillement des données ENBC Urbain
Scott Loveridge	5-7/89	24	1.1	1.1		Questionnaires 89B/90A, contacts Burundi/Zaire, mini-séminaires
David Wilcock [1]	5/89	10	0.5	0.2	0.3	Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
Tony Barclay [1]	6/89	4	0.2	0.1	0.1	Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
Nick Minot	6-7/89	26	1.2		1.2	Dépouillement des données ENBC Urbain
Dan Clay	7/89	22	1.0	1.0		Stratégies non-agricoles et formation
David Wilcock	7-12/89	3	0.1	0.1		Rapport sur les politiques agricoles, coordination avec IBRD.
Scott Loveridge	8-10/89	36	1.6	1.6		Questionnaires 89B/90A, enquête revenus-dépenses
Tom Zalla	9/89	22	1.0	1.0		Harmonisation, prévision des récoltes, évolution de production
Mike Wybo	10/89	30	1.4	1.4		Réorganisation du système informatique, commande d'équipement

Appendix B: Dates and Purposes of STTA Deliveries

Consultant	Dates	Jours	- personnes-mois -			Activité Primaire
			TOTAL	DSA	PLAN	
David Wlicock	10/89-4/90	4	0.2	0.2		Rapport et séminaire sur les politiques agricoles
Dan Clay	11/89	22	1.0	1.0		Stratégies non-agricoles, budget MSU, formation LD, et TIP
Tom Zalla	11-12/89	26	1.2	1.2		Enquête fertilisants et pesticides
Randy Schnepf	12/89	5	0.2	0.2		Rédaction d'un document de formation de SPSS
Tom Zalla	3-6/90	26	1.2	1.2		Enquête fertilisants et pesticides
Tony Barclay (1)	3/90	4	0.2	0.1	0.1	Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
Chris Elias	5-6/89	40	1.8	1.5	0.4	Formation SPSS
Dan Clay	6/90	22	1.0	1.0		Stratégies non-agricoles, budget MSU, formation LD
Jenny Olsen	6-8/90	33	1.5	1.5		Dépouillement de données élevage; étude agro-forestier
Craig Harris	6-8/90	12	0.5	0.5		Etude agro-forestier
Nick Minot	7-8/90	36	1.6		1.6	Dépouillement des données ENBC Urbain
Tom Zalla	7-8/90	24	1.1	1.1		Etude Café
Dan Clay	9-10/90	22	1.0	1.0		Etude agro-forestier
David Tardif-Douglas	12/90-2/91	44	2.0	2.0		Etude Café, Etude Tubercules
Dan Clay	3-4/91	22	1.0	1.0		Etude agro-forestier
Dan Clay	5-6/91	22	1.0	1.0		Etude agro-forestier
Tony Barclay (1)	6/91	6	0.3	0.2	0.1	Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
Elliot Berg	9/91	8	0.4	0.4		Séminaires sur les politiques agricoles
Dan Clay	10/91	23	1.0	1.0		Etude agro-forestier
Nick Minot	10/91	12	0.5		0.5	Séminaire ENBC
Catherine Tardif-Douglas	12/91-9/92	120	5.5	5.5		Appui aux études nutrition, agroforesterie, et genre
Tony Barclay (1)	1/92	3	0.3	0.3		Contrôle/évaluation des activités DAI et coordination avec DAI/W
David Megill	1/92-2/92	20	0.9	0.9		Construction de l'échantillon de ménages agricoles pour les enqu
Dan Clay	1/92-2/92	24	1.1	1.1		Etude agro-foresterie
Scott Loveridge	4/92-5/92	22	1.0	1.0		Nettoyage/Analyse Rapport Revenus et Dépenses 1990
Dan Clay	4/92-5/92	23	1.0	1.0		Etude agro-foresterie
Scott Loveridge	6/92-7/92	32	1.5	1.5		Rédaction Rapport Revenus et Dépenses 1990
David Megill	6/92	16	0.7	0.7		Echantillonnage, et système de pondération
Jenny Olson	6/92-8/92	42	1.9	1.9		Etude sur la dégradation de sol
Dan Clay	9/92	11	0.5	0.5		Analyse étude nutrition/agroforesterie
Sous-Total:			90.8	59.6	31.2	
Total Déjà Engagé:			90.8	59.6	31.2	
Prévision du Contrat DAI:			93.0	69.0	24.0	
% Déjà Engagé:			98%	86%	130%	
Prévision Révisée (2):			93.0	61.8	31.2	
% Déjà Engagé:			98%	96%	100%	
Restant à Engager:			2.2	2.2	0.0	
% restant à Engagé:			2%	4%	0%	

Notes:

(1) Rubrique budgétaire "Appui Administratif" au lieu d'Assistance Technique, donc, les personnes-mois sont exclus des totaux.

(2) Prévision de STTA révisée à cause de l'utilisation sur budget de EINECO avec réductions aux DSA et PLAN proportionnelles aux prévisions de base et la révision du contrat ASPAP/DAI du 28-6-91.

Appendix B: Dates and Purposes of STTA Deliveries

Consultant	Dates	Jours	| - personnes-mois - |			Activité Primaire
			TOTAL	DSA	PLAN	
Sommaire:						
Total Année 1			26.0	15.1	10.9	
DAI Année 1			23.0	13.1	10.9	
MSU Année 1			3.0	2.0	0.0	
Total Année 2			28.3	10.6	17.8	
DAI Année 2			16.6	2.0	14.5	
MSU Année 2			11.7	8.5	3.2	
Total Année 3			15.5	13.5	2.0	
DAI Année 3			8.2	7.8	0.4	
MSU Année 3			7.3	5.7	1.6	
Total Année 4			8.0	7.4	0.5	
DAI Année 4			5.0	4.4	0.5	
MSU Année 4			3.0	3.0	0.0	
Total Année 5			13.1	12.6	0.0	
DAI Année 5			8.5	8.5	0.0	
MSU Année 5			4.5	4.0	0.0	
Total			90.8	46.5	31.2	
DAI			61.2	27.3	26.4	
MSU			29.6	19.2	4.9	
Prévision des sous-contrats (révisé le 28-6-91):						
Total			93.0			
DAI			66.9			
MSU			26.1			
X Déjà Engagé:						
Total			98X			
DAI			91X			
MSU			113X			
Restant à Engager:						
Total			2.2			
DAI			5.7			
MSU			-3.5			

C. Bibliographie de l'ASPAP/DAI et Liste de Publications de la DSA

Appendix C: ASPAP/DAI Bibliography and DSA "liste de publications"

BIBLIOGRAPHIE DES RAPPORTS ASPAP/DAI

Development Alternatives Inc., Contractant
Projet des Enquêtes Agricoles et Analyse des Politiques
Economiques du Secteur Rural
(Agricultural Surveys and Policy Analysis - ASPAP)
(USAID Contract No. 696-0126)

1. Wilcock, David. "Report on September ASPAP Project Startup and Planning Meeting", Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., November 1987.
2. Peprah, Ignatius. "Termes de Référence pour une Etude sur les Charges Récurrentes et l'Autofinancement des Infrastructures Publiques et des Services Sociaux en Milieu Rural au Rwanda", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., novembre 1987.
3. Clay, Dan. "Rwanda Agriculture Surveys and Policy Analysis Project: Four-year Training Implementation Plan," Michigan State University, East Lansing, Michigan, November 1987.
4. _____. "Trip Report: October 31 - November 1987," Michigan State University, East Lansing, Michigan, November 1987.
5. Otto, Jim. "Rapport de Mission: 20 Octobre - 15 Décembre 1987," Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., décembre 1987.
6. Weber, Mike. "Trip Report: Kigali, Rwanda, November 10 - 16, 1987," Michigan State University, East Lansing, Michigan, November 1987.
7. Wilcock, David. "Report on the Startup of the Rwanda Ag Survey and Policy Analysis Project (ASPAP)," Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., December 1987.
8. Otto, Jim. "Enquête Nationale Budget/Consommation en Milieu Rural, Description des Données du Questionnaire Patrimoine (Q6)", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., janvier 1988.
9. _____. "Enquête Nationale Budget/Consommation en Milieu Rural, Description des Données des Questionnaires Budget et Consommation Alimentaire", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., janvier 1988.
10. Clay, Daniel. "ASPAP, Plan de Quatre Ans pour la Réalisation de la Formation", Michigan State University, East Lansing, Michigan, novembre 1987.
11. Wilcock, David C. "Rapport sur le Lancement du Projet Enquêtes Agricoles et Analyse des Politiques Economiques du Secteur Rural", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., décembre 1987.
13. Mudacumura, Gédéon; Tom Zalla; et Hyacinthe Fabiola. "Option Détaillée pour l'Harmonisation de la Collecte des Statistiques Agricoles au Rwanda: Document de Travail", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, février 1988.
14. Zalla, Tom. "Summary of Activities Relating to Harmonisation of the Agricultural Production Statistics and Prices in Rwanda," Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., February 1988.
15. _____. "Résumé des Activités en Vue d'Harmoniser la Collecte des Statistiques sur la Production et les Prix Agricoles au Rwanda", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., février 1988.
16. Diallo, A. Samba. "Rapport de Mission du 13 - 23 mars 1988", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C, mars 1988.
17. Tardif-Douglin, Catherine. "Formation Introductive en SPSS/PC+", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, mars 1988.
18. Otto, Jim. "Proposition pour le Traitement Informatique de L'Enquête sur les

- Coûts de Production," Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., mars 1988.
19. SESA (MINAGRI). "Résultats d'une Enquête sur le Niveau de Commercialisation du Sorgho à l'Echelon du Producteur", Kigali, Rwanda, avril 1988.
 20. Loveridge, Scott. "Trip Report: March 24 to April 11, 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, April 1988.
 21. Tardif-Douglin, Catherine. "La Formation en SPSS/PC+ du Personnel du SESA, MINIPLAN et MINIFINECO du 29 Février au 22 Avril 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, avril 1988.
 22. Clay, Daniel C. "Trip report - Kigali, March, 21 to April 15, 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, April 1988.
 23. _____. "Rapport de Mission - Kigali, 21 mars au 15 avril 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, avril 1988.
 24. Mudacumura, Gédéon; Tom Zalla; Hyacinthe Fabiola, et Cadres du SESA. "Programme Détaillé pour l'Harmonisation de la Collecte des Statistiques Agricoles au Rwanda", SESA/MINAGRI, Kigali, Rwanda, mai 1988.
 25. Zalla, Tom. "Trip Report, Rwanda ASPAP, April 25-May 18", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C, May 1988.
 26. _____. "Rapport de Mission, Rwanda ASPAP, 25 Avril-18 Mai 1988", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C, mai 1988.
 27. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No.1: August 1, 1987 to January 31, 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, April 1988.
 28. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 1 : du 1 Août 1987 au 31 janvier 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, avril 1988.
 29. Barclay, Tony. "Rwanda Trip Report, June 20-24, 1988: Management Visit", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C, June 1988.
 30. Slaymaker, Dana M. "Aerial Point Sampling for Agricultural and Land Use Assessment by Rwanda ASPAP", Exploration Photography, Tucson, Arizona, May 1988.
 31. _____. "Photographie Aérienne par Echantillonnage pour l'Evaluation de l'Agriculture et l'Utilisation des Terres par ASPAP au Rwanda", Exploration Photography, Tucson, Arizona, mai 1988.
 32. Clay, C. Dan. "Trip Report, Kigali, Rwanda. August 1 - 26, 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, August, 1988.
 33. _____. "Rapport de Mission, Kigali, Rwanda, 1 - 26 Août 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, août 1988.
 34. Zalla, Tom. "Trip Report, ASPAP Project, Kigali, August 13-28, 1988", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., August 1988.
 35. _____. "Rapport de Mission à Kigali Pour le Projet ASPAP: 13-28 Août 1988", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., août 1988.
 36. Barclay, Tony. "Rapport de Mission au Rwanda, 20-24 juin 1988 : Visite de la Direction à ASPAP", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., septembre 1988.

37. Clay, D.; Hyacinthe Fabiola; Jean Kayitsinga; Gregory Lassiter; Octavien Ngarambe; J. M. V. Sehene; et Tom Zalla. "Proposition sur les Activités de Collecte des Statistiques Agricoles pendant la Première Saison 1989", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, septembre 1988.
38. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 2: February 1 to July 31, 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, octobre 1988.
39. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 2 : du 1er février au 31 juillet 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, octobre 1988.
40. Clay, Daniel. "Rapport de Mission. Kigali, Rwanda, du 15 Octobre au 8 Novembre 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, novembre 1988.
41. _____. "Trip Report: October 15 - November 8, 1988", Michigan State University, East Lansing, Michigan, November 1988.
42. Otto, James. "Rapport sur une mission au Rwanda, du 30 août au 25 octobre 1988", Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., octobre 1988.
43. Loveridge, Scott. "ASPAP/SESA Trip Report: Dec. 1988 to Jan. 13 1989 (US) Jan. 16 to Feb 4 (Rwanda)", Michigan State University, East Lansing, Michigan, February, 1989.
44. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA : du 1er décembre 1988 au 13 janvier 1989 (USA) du 16 janvier au 4 février 1989 (Rwanda)", Michigan State University, East Lansing, Michigan, février, 1989.
45. Minoç, Nick. "ASPAP/Miniplan Trip Report: 9 January to 20 February 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, February 1989.
46. _____. "Rapport de Mission ASPAP/Miniplan : 9 janvier au 20 février 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, février 1989.
47. Tardif-Douglin, Catherine. "ASPAP/SESA Trip Report: April 13 to November 6, 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1989.
48. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA : du 13 avril au 6 novembre 1988", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1989.
49. Clay, Daniel C. "ASPAP/SESA Trip Report, Kigali, Rwanda. April 3 - 29, 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, April 1989.
50. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA, Kigali, Rwanda, 3 - 29 avril 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, août 1989.
51. Zalla, Tom. "ASPAP/DSA Trip Report, Kigali, March 31 to April 26, 1989", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., April 1989.
52. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA, Kigali, du 31 mars au 26 avril 1989", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., août 1988.
53. Loveridge, Scott. "ASPAP/SESA Trip Report: Mar. 13-17, 1989 (US), April 1-29 (Rwanda)", Michigan State University, East Lansing, Michigan, February, 1989.
54. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA : du 13 au 17 mars 1989 (USA) et du 1er au 29 avril 1989 (Rwanda)", Michigan State University, East

Lansing, Michigan, avril, 1989.

55. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 3: August 1 to January 31, 1989", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, April 1989.
56. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 3 : du 1er août 1988 au 31 janvier 1989", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, avril 1989.
57. Loveridge, Scott. "Relations Entre le Comportement des Ménages dans le Secteur Rural et les Objectifs Nationaux à travers les Cultures Suivantes : le Haricot, le Sorgho, la Patate Douce et le Café", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, avril 1989.
58. Clay, Daniel C.; Jean Kayitsinga; Théobald Kampayana; Innocent Ngenzi; et Jennifer Olson. "Stratégies Non-Agricoles au Rwanda : Rapport Préliminaire", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, avril 1989.
59. Ngarambe Octavien, Gregory Lassiter, Scott Loveridge. "Tendances de la Production Agricole et Son Impact sur la Sécurité Alimentaire", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, avril 1989.
0. Rwamasirabo, Serge et Tom Zalla. "Récapitulation des Résultats des Différentes Présentations", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, avril 1989.
1. _____. "Journées de Reflexion sur les Contraintes de l'Agriculture Rwandaise et leurs Implications sans la Formulation des Politiques Agricoles : Une Synthèse des Conclusions", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda avril 1989.
62. _____; Hyacinthe Fabiola; et Aloys Munyangaju. "Quelques Caractéristiques des Ménages Agriculteurs-Eleveurs", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, avril 1989.
63. Loveridge, Scott. "Importance du Haricot et du Sorgho dans le Système de Production des Cultures Vivrières au Rwanda : Disponibilités Actuelles et Projections pour l'Avenir", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, février 1989.
64. Wilcock, David. "ASPAP Trip Report: May 11 - 19, 1989", Development Alternatives, Inc., Washington, D. C., May 1989.
65. _____. "Rapport de Mission ASPAP : 11 au 19 mai, 1989", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., mai 1989.
66. Fabiola, Hyacinthe; Jean Kayitsinga; Gregory Lassiter; Octavien Ngarambe; et Jean-Léonard Ngirumwami. "Questionnaires Utilisés dans l'Enquête Nationale Agricole : Saison A 1989, 1 novembre 1988 au 28 février 1989", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, mai 1989.
67. _____; Jean Kayitsinga; Gregory Lassiter; Octavien Ngarambe; et Jean-Léonard Ngirumwami. "Questionnaires Utilisés dans l'Enquête Nationale Agricole : Saison B 1989, 1 mars 1989 au 31 octobre 1989", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, mai 1989.
68. Otto, Jim. "Enquête Nationale Budget Consommation, Milieu Urbain : Manuel de Traitement Informatique, Données du Questionnaire Consommation Alimentaire", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., mai 1989.
69. Loveridge, Scott. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 29 mai au 24 juin 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, juin 1989.
70. Zalla, Tom. "Proposition sur La Collecte des Statistiques Agricoles en

Utilisant les Monagris dans les Zones des Projets", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., avril 1989.

71. Minot, Nick. "ASPAP/Miniplan Rapport de Mission: 20 Juin à 14 Juillet 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan", juillet 1989.
72. Clay, Daniel C. "ASPAP/SESA Trip Report: Kigali, July 3-29, 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, April 1989.
73. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA: du 3 au 28 juillet, 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, juillet 1989.
74. _____ et Jean Kayitsinga. "L'Emploi en Dehors du Ménage au Rwanda", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, Juillet 1989.
75. _____; Jean Kayitsinga; et Jim McAllister. "Cycle de Développement Familial, Classe Sociale et Répartition des Revenus en Milieu Rural au Rwanda", SESA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1989.
76. Minot, Nick. "ASPAP/MINIPLAN Trip Report", Michigan State University, East Lansing, Michigan, 20 June to 15 July 1989, July 1989.
77. ASPAP/MINIPLAN. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural" : Rapport du Consultant Ingénieur Civil", Kigali, Rwanda, avril 1989.
78. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural - Rapport Provisoire : Dossier Routes rurales", Kigali, Rwanda, avril 1989.
79. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural : Dossier Introductif et Synthèse ", Kigali, Rwanda, avril 1989.
80. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural - Rapport Provisoire : Dossier Ecoles", Kigali, Rwanda, avril 1989.
81. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural - Rapport Provisoire : Formations Médicales", Kigali, Rwanda, avril 1989.
82. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural - Rapport Provisoire : Adductions d'eau", Kigali, Rwanda, avril 1989.
83. _____. "Rapport du Séminaire National sur la Problématique des Charges Récurrentes et la Capacité d'Autofinancement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural tenu à Kabusunzu Centre IWACU, du 07 au 10 août 1989", Kigali, Rwanda, août 1989.
84. _____. "Etude des Charges Récurrentes et de la Capacité d'Auto-Financement des Infrastructures Publiques en Milieu Rural : Rapport du Consultant Informaticien", Kigali, Rwanda, avril 1989.
85. Kayitsinga, Jean; Gregory Lassiter ; Scott Loveridge ; et Jean-Léonard Ngirumwami. "Questionnaires Utilisés dans l'Enquête Nationale Agricole : Saison A 1990, 1 Novembre 1989 au 28 Février 1990", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, septembre 1989.
86. Zalla, Tom. "Rapport de Mission ASPAP/DSA, du 6 au 30 Septembre 1989",

- Development Alternatives, Inc., Washington D.C., septembre 1989.
87. _____ et Serge Rwamasirabo. "Proposition sur la Collecte des Statistiques Agricoles en Utilisant les Monagris dans les Zones des Projets : Sommaire d'une Approche sur DSA", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., septembre 1989.
 88. Loveridge, Scott. "Rapport de Mission ASPAP/DSA, du 26 août au 6 Octobre 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, octobre 1989.
 89. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 4: February 1, 1989 to July 31, 1989", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, October 1989.
 90. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 4 : du 1 Février 1989 au 31 Juillet 1989", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, octobre 1989.
 91. Barclay, Tony. "ASPAP/DSA, Management Trip Report, June 6-9, 1989", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., June 1989.
 92. _____. "Rapport de la Visite de Direction au Projet ASPAP/DSA, du 6 au 9 Juin 1989", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., juin 1989.
 93. Nguyen Huu, Khiêm, "Rapport d'Activité Final de Participation au Projet ASPAP : Etude sur les Charges Récurrentes des Infrastructures Publiques en Milieu Rural et leur Capacité d'Auto-financement", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, août 1989.
 94. Wybo, Mike. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 29 Septembre au 28 Octobre 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, octobre 1989.
 95. Lassiter, Gregory C. "Document de Travail : Proposition de la Structure des Fichiers de l'Enquête Revenu-Dépenses (RD)", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, octobre 1989.
 96. Clay, Daniel C. "1990 Training Implementation Plan", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1989.
 97. _____. "Plan d'Exécution de la Formation pour 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1989.
 98. _____. "ASPAP/DSA Trip Report: Kigali, November 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, November 1989.
 99. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA : Novembre 1989", Michigan State University, East Lansing, Michigan, novembre 1989.
 100. Schnepf, Dr. Randall D. "Manuel de Référence SPSS-PC Version 3.0", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, décembre 1989.
 101. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 5: August 1, 1989 to January 31, 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1990.
 102. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 5 : du 1er août 1989 au 31 janvier 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1989.
 103. Mudacumura, Gédéon; Jean Kayitsinga; Gregory Lassiter; et Jean-Léonard Ngirumwami. "Questionnaires Utilisés dans l'Enquête Nationale Agricole : Saison B 1990, 1 Mars 1990 au 30 Septembre 1990", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, mars 1990.

104. Ansoanuur, James S. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/PLAN Economist: 1 August 1989 to 31 January 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, March 1990.
105. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/MINIPLAN: 1er Août 1989 au 31 Janvier 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, mars 1990.
106. Barclay, Tony. "Trip Report: March 14 - 17, 1990", Development Alternatives Inc., Washington, D.C., March 1990.
107. _____. "Rapport de Mission : 14 - 17 mars 1990", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., mars 1990.
108. Lassiter, Gregory C. "Calcul des Superficies sur la Calculatrice Programmable Tandy PC-6 : Instructions d'Utilisation et Listing du Programme en BASIC", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, mai 1990.
109. Ansoanuur, Jim; et Japhet Ngendahayo. "An Analytical Framework for Assessing the Effects of Agricultural Policy in Rwanda", ASPAP/MINIPLAN, Kigali, Rwanda, June 1990.
110. _____. "Cadre Analytique pour l'Evaluation des Effets de la Politique Agricole au Rwanda", ASPAP/MINIPLAN, Kigali, Rwanda, juin 1990.
111. Elias, Chris. "ASPAP/DSA Trip Report: May 18 to June 24, 1990", Rwanda, ASPAP/DSA, Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., June 1990.
112. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA : Du 18 mai au 24 juin 1990", Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., juin 1990.
113. Clay, Daniel C. "ASPAP/SESA Trip Report: June 13 - July 5, 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan, July 1990.
114. _____. "Rapport de Mission ASPAP/SESA: du 13 juin au 5 juillet 1990, Michigan State University, East Lansing, Michigan, juillet 1990.
115. _____ et Innocent Ngenzi. "Migration Temporaire dans les Ménages Agricoles au Rwanda", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1989.
116. Harris, Craig K. "ASPAP/SESA Trip Report: June 23 - July 8, 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan, July 1990.
117. _____. "Rapport de Mission: du 23 juin au 8 juillet 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan, juillet 1990.
118. _____; Daniel C. Clay; et Jennifer M. Olson: "Agroforestry and Wood Use in Rural Rwanda: Study objectives and Preliminary Design", Michigan State University, East Lansing, Michigan, July 1990.
119. _____. "L'Agroforesterie et l'Utilisation du Bois dans le Milieu Rural Rwandais : Objectifs de l'Etude et Projet Préliminaire," Michigan State University, East Lansing, Michigan, juillet 1990.
120. Zalla, Tom. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: Du 4 au 19 juin 1990", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., juin 1990.
121. Olson, Jennifer. "ASPAP/DSA Trip Report: June 16 - August 1, 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan, July 1990.
122. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA : du 16 juin au 1 août 1990". Michigan State University, East Lansing, Michigan, août 1990.

123. _____; Daniel C. Clay; et Jean Kayitsinga. "Migration Permanente de la Population Agricole au Rwanda". , DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1990.
124. Ansoanuur, James S. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/PLAN Economist: 1 February to 31 July 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, August 1990.
125. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/MINI- PLAN: 1 Février au 31 Juillet 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, août 1990.
126. Bucyedusenge, Germaine; Hyacinthe Fabiola; Anita Regmi; et Laurence Uwamariya. "Le Rôle de la Femme dans l'Agriculture Rwandaise", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1990.
127. Uwamariya, Laurence; Hyacinthe Fabiola; et Tom Zalla. "Etude sur les Engrais Minéraux et des Pesticides au Rwanda", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1990.
128. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 5: February 1, 1990 to July 31, 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, August 1990.
129. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 6 : du 1 Février 1990 au 31 Juillet 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, août 1990.
130. Uwamariya, Laurence; Hyacinthe Fabiola; Emmanuel Shingiro; et Tom Zalla. "Résultats d'une Enquête sur l'Expérience des Engrais Minéraux et des Pesticides en Milieu Rural au Rwanda", DSA, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juillet 1990.
131. Minot, Nick. "Rapport de Mission ASPAP/Miniplan du 12 Juillet au 27 Août 1990", Michigan State University, East Lansing, Michigan", août 1990.
132. Zalla, Tom. "ASPAP/DSA Trip Report: July 25 to September 2, 1990", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., September 1990.
133. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: Du 25 juillet au 2 septembre 1990", Development Alternatives, Inc., Washington D.C., september 1990.
134. Lassiter, Gregory C. "Documentation des Fichiers et Programmes SPSS : Production des Cultures en Saisons 1989A et 1989B," Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juin 1990 [257 pages, disponibles sur 2 diskettes 5¼" DDHD 1.2M sur demande au MINAGRI/DSA].
135. _____. "Documentation des Fichiers et Programmes SPSS : Densités, Superficies, Rendements, et Associations des Cultures en Saisons 1989A et 1989B," Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juin 1990 [390 pages, disponibles sur 2 diskettes 5¼" DDHD 1.2M sur demande au MINAGRI/DSA].
136. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: September 22 - October 7, 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1991.
137. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 22 Septembre au 7 Octobre 1991, Michigan State University, East Lansing, Michigan, octobre 1991.
138. Tardif-Douglin, David. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 11 Janvier au 12 Février 1991", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, février 1991.

139. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 7: August 1, 1990 to January 31, 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1991.
140. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 7 : du 1er Août 1990 au 31 Janvier 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1991.
141. Ansoanuur, James S. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/PLAN Economist: August 1, 1990 to January 31, 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1991.
142. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/MINI- PLAN: du 1er Août 1990 au 31 Janvier 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1991.
143. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: March 10 - April 5, 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, April 1991.
144. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 10 Mars au 5 Avril 1991, Michigan State University, East Lansing, Michigan, avril 1991.
145. _____. "1991 Training Implementation Plan", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1990.
146. _____. "Plan d'Exécution de la Formation pour 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, Octobre 1990.
147. MINIPLAN. "Enquête Nationale Sur le Budget et la Consommation des Ménages : Mileau Urbain (Oct. 1984 - Jan. 1986), Volume U3 : Consommation et Sources des Revenues des Ménages Urbains", Ministère du Plan, Kigali, Rwanda, août 1990 [Disponible au MINIPLAN, B.P. 46, Kigali, Rwanda].
148. Mukamusoni, Agnès; Jeanne-Marie Kajangana, Népomuscène Ndayambaje, Pierre Muhingabire, Vivens Nzabikiramo, Japhet Ngendahayo, et James Ansoanuur. "Evaluation Qualitative des Données en Rapport avec le Secteur Rural du Rwanda", Ministère du Plan, Kigali, Rwanda, mars 1991 [Disponible au MINIPLAN, B.P. 46, Kigali, Rwanda].
149. Lassiter, Gregory C. "Documentation des Fichiers et Programmes SPSS : Production des Cultures en Saisons 1988A et 1988B," Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, mai 1991 [Document de 83 pages, disponibles sur 1 diskettes 3½" DSDD 720K sur demande au MINAGRI/DSA, B.P. 621, Kigali, Rwanda].
150. Rwamasirabo, Serge; Dan C. Clay; and Michael T. Weber. "Goat Production in Rwanda 1953-1984: Assessing the Potential for Future Development", Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, June 1991, October 1991.
151. _____. "Production Caprine au Rwanda 1953-1984: Détermination du Potentiel pour un Développement Futur", Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juin 1991, october 1991.
152. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: May 28 - June 21, 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, June 1991.
153. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 28 Mai au 21 Juin 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, juin 1991.
154. _____ et Larry Lewis. "Le Couvert Végétal, la Pente du Champ et la Conservation des Terres", Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, juin 1991.

155. Tardif-Douglin, David G. "The Role of Sweet Potato in Rwanda's Food System: The Transition from Subsistence Orientation to Market Orientation", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, April 1991.
156. _____. "Le Rôle de la Patate Douce dans le Système Alimentaire du Rwanda : La Transition de l'Agriculture de Subsistance à l'Agriculture à des Fins Commerciales", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, avril 1991.
157. Ansoanuur, James S. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/PLAN Economist: 1 February 1991 to 31 July 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1991.
158. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/MINI- PLAN: du 1er Février 1991 au 31 Juillet 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, septembre 1991.
159. _____. "Supply and Demand Elasticities of Principal Agricultural Commodities in Rwanda", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1991.
160. _____. "Elasticités de l'Offre et de la Demande des Produits Agricoles Principaux au Rwanda", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, septembre 1991.
161. Tardif-Douglin, David. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/DSA Policy Analyst/Special Studies Coordinator: 1 February 1991 to 31 July 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1991.
162. _____. "Rapport Semestriel d'Activites de l'Analyste des Politiques Economiques/Coordinateur des Etudes Ponctuelles de l'ASPAP/DSA: du 1er Fevrier 1991 au 31 Juillet 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, septembre 1991.
163. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 8: February 1, 1991 to July 31, 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1991.
164. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 8 : du 1 Février 1991 au 31 Juillet 1991", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, septembre 1991.
165. Berg, Elliot. "ASPAP/DSA Trip Report: Septebmer 14 - 20, 1991", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, September 1991.
166. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 14 au 20 Septembre 1991", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, septembre 1991.
167. Lassiter, Gregory C., and Carolyn K. Lassiter. "ASPAP/DAI Field Accounting Procedures", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1991 [Revised November 17, 1991; for internal DAI use only].
168. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Budget Projections: August 1, 1987 - September 30, 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, April 1991 [for internal DAI use only].
169. Minot, Nick. "La Consommation et Sources de Revenu des Ménages en Milieu Rural", Michigan State University, East Lansing, Michigan", octobre 1991.
170. _____. "La Comparaison de la Consommation et des Sources de Revenu des

- Ménages en Milieu Rural et en Milieu Urbain", Michigan State University, East Lansing, Michigan", octobre 1991.
171. Ansoanuur, James S. "La Consommation et Sources des Revenus des Ménages Urbains du Rwanda", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, octobre 1991.
 172. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: October 1 - 26, 1991", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1991.
 173. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 1 au 26 Octobre 1991, Michigan State University, East Lansing, Michigan, octobre 1991.
 174. _____. "1992 Training Implementation Plan", Michigan State University, East Lansing, Michigan, October 1991.
 175. _____. "Plan d'Exécution de la Formation pour 1992", Michigan State University, East Lansing, Michigan, Octobre 1991.
 176. Division des Statistiques Agricoles. "Enquête Nationale Agricole 1989 : Production, Superficie, Rendement, Elevage et Leur Evolution 1984-89", MINAGRI/DSA, Kigali, Rwanda, november 1991. [DSA Publication No. 22]
 177. Lassiter, Gregory C. "ASPAP/DAI Semi-Annual Report No. 9: August 1, 1991 to January 31, 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1992.
 178. _____. "ASPAP/DAI Rapport Semestriel No. 9 : du 1er Août 1991 au 31 Janvier 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1992.
 179. Ansoanuur, James S. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/DSA Economist: August 1, 1991 to January 31, 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1992.
 180. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/DSA: du 1er Août 1991 au 31 Janvier 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1992.
 181. Tardif-Douglin, David G. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/DSA Policy Analyst/Special Studies Coordinator: August 1, 1991 to January 31, 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, February 1992.
 182. _____. "Rapport Semestriel d'Activites de l'Analyste des Politiques Economiques/Coordinateur des Etudes Ponctuelles de l'ASPAP/DSA: du 1er Août 1991 au 31 Janvier 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, février 1992.
 183. Tardif-Douglin et Serge Rwamasirabo. "L'Evolution des Taux de Change entre le Franc Rwandais, les Monnaies des Pays Voisins, le Dollar Americain sur le Marché Parallele", février 1992 [available as Document de Travail DSA N°36].
 184. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: February 9 - March 7, 1992, Michigan State University, East Lansing, Michigan, March 1992.
 185. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 9 février au 7 mars 1992, Michigan State University, East Lansing, Michigan, mars 1992.
 186. Megill, David "ASPAP/DSA Trip Report: February 25 - March 6, 1992, Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, March 1992.
 187. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 25 février au 6 mars, 1992,

- Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, mars 1992.
188. Lassiter, Gregory L. "Documentation des Fichiers et Programmes SPSS: l'Enquête Revenus-Dépenses (RD) de 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, avril 1992.
 189. Loveridge, Scott. "Estimation du Revenu des Ménages Agricoles Rwandais, 1990: Description de la Méthode et Résultats de Base", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, mai 1992.
 - 189b. _____. revised version of 189.
 190. Clay, Daniel C. "ASPAP/DSA Trip Report: April 19 - May 15, 1992, Michigan State University, East Lansing, Michigan, May 1992.
 191. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 19 avril au 15 mai 1992, Michigan State University, East Lansing, Michigan, mai 1992.
 192. _____. "Fighting an Uphill Battle: Demographic Pressure, the Structure of Landholding, and Land Degradation in Rwanda", Michigan State University, East Lansing, Michigan, May 1992. (draft)
 193. _____. french version of report 192 (draft).
 194. Ansoanur, James S. "Market Price Trends for Six Principal Staple Food Crops and the Implication for Food Availability in the Prefectures of Gitarama, Gikongoro, Byumba, Kibungo, and Kibuye", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, May 1992.
 195. _____. French version of report 194 .
 196. Megill, David "ASPAP/DSA Technical Report: Preliminary Recommendations for the Sample Design for the Rwanda National Agricultural Survey Program", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, March 1992.
 197. _____. "Rapport Technique de l'ASPAP/DSA: ... , Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, 1992. (still with Samuel).
 198. Megill, David "ASPAP/DSA Trip Report: June 15 - 27, 1992", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, June 1992.
 199. _____. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 15 au 27 juin, 1992", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, juin 1992.
 200. Megill, David "ASPAP/DSA Technical Report: Recommended Estimation Procedures for the Rwanda National Agricultural Survey Program", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, June 1992.
 201. _____. "Rapport Technique de l'ASPAP/DSA: Procédures recommandés pour de l'estimation pour le programme national d'enquête agricole rwandais", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, (translation of ADR 200, forthcoming).
 202. Loveridge, Scott. "Le revenu des ménages agricoles et les exportation du milieu rural, Rwanda, 1990", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, juillet 1992.
 - 202b. _____. "Les sources de revenu des ménages agricoles rwandais, les exportations et leur impact sur la disponibilité alimentaire en milieu rural", Development Alternatives, Inc. Kigali, Rwanda, juillet 1992. (see DSA Publication N°24)
 203. Loveridge, Scott, David Megill, et Samuel Munyaneza. "Etude comparative Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages et Enquête Division des Statistiques Agricoles sur les Revenus et

- Dépenses des Ménages Agricoles", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, juillet 1992.
204. Loveridge, Scott. "Rapport de Mission ASPAP/DSA: du 17 avril au 8 mai, 1992", University of Minnesota, sous-contractant, et Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, juillet 1992.
205. Ansoanuur, James S. "A Forecast Model for Some Principal Crops in Rwanda", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, July 1992.
206. _____. "Modele de previsions pour quelques cultures principales au Rwanda", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, juillet 1992.
207. _____. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/DSA Economist: February 1, 1992 to July 31, 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, August 1992.
208. _____. "Rapport Semestriel d'Activités de l'Economiste ASPAP/DSA: du 1er Février 1992 au 31 Juillet 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, août 1992.
209. Rwalinda Pierre et David Tardif-Douglin, avec Uwamariya, Laurence. "Aspects de la Caféculture au Rwanda: Résultats de l'Enquête sur la Sensibilité-Motivation des Caféculteurs Rwandais", Publication DSA N° 25, Division des Statistiques Agricoles, MINAGRI, Kigali, Rwanda, août 1992.
210. Tardif-Douglin, David. "Semi-Annual Activities Report of ASPAP/DSA Policy Analyst/Special Studies Coordinator: 1 February 1992 to 31 July 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1992.
211. _____. "Rapport Semestriel d'Activites de l'Analyste des Politiques Economiques/Coordinateur des Etudes Ponctuelles de l ASPAP/DSA: du 1er février 1992 au 31 juillet 1992", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, septembre 1992.
212. Ansoanuur, James S. "Food Consumption Parameters for Agricultural Households in Rwanda and their Application in Analysing the Impact of the Structural Adjustment Program", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, September 1992.
213. _____. french version of no. 212
214. Tardif-Douglin, Catherine. "ASPAP/DSA Trip Report: November 15 - December 30, 1992 (Half-time)", Development Alternatives, Inc., Bethesda, MD, USA, October 1992.
215. _____. french version of no. 214.
216. Tardif-Douglin, David. "ASPAP/DAI Project Final Report", Development Alternatives, Inc., Kigali, Rwanda, November 1992.

**Liste de PUBLICATIONS
de la Division des Statistiques Agricoles
(DSA)
(17 novembre 1992)**

(Ancien Service des Enquêtes et Statistiques Agricoles--SESA)

=====

NO. P.01: METHODOLOGIE ET RESULTATS SOMMAIRES DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE. PHASE PILOTE, 1985, 89 pages, 2000 FRWS.

Ce document qui insiste davantage sur l'aspect méthodologique aborde d'autres points intéressants, à savoir:

a) La phase d'identification (travail de bureau) comprenant la détermination des objectifs, la conception et l'élaboration des questionnaires, l'échantillonnage, les techniques de pondération, etc.

b) Les opérations sur terrain comprenant la collecte des données et la vérification des questionnaires;

c) Le traitement informatique, le redressement automatique, l'exploitation et la préparation des tableaux, etc.

Ce document fait aussi le sommaire des résultats obtenus lors de l'enquête pilote portant notamment sur la composition du ménage agricole, la superficie moyenne des exploitations agricoles, l'utilisation des terres, l'élevage et le niveau de production de certaines cultures principales.

NO. P.02: SOMMAIRE DES RESULTATS DE LA PHASE PILOTE DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE, 1985, 87 pages, 2000 FRWS.

Ce rapport qui constitue un extrait de la publication N°01 insiste beaucoup plus sur les résultats sommaires de la phase pilote et n'aborde donc pas l'aspect méthodologique. On pourra y trouver des informations plus détaillées sur la population agricole, les caractéristiques du chef de ménage, la taille des exploitations, morcellement des parcelles, les terres sous cultures, l'élevage et la production des principales cultures.

**NO. P.03: RESULTATS DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984
Rapport 1 - Volume 1, 1985, 425 pages, 6000 FRWS.**

Outre une introduction générale et un aspect méthodologique qui fournissent au lecteur les éléments indispensables pour l'interprétation des tableaux, ce volume 1 du rapport 1 est une compilation des principaux résultats chiffrés obtenus après la réalisation de la collecte et la tabulation des informations recueillies sur terrain. Ces résultats sont ventilés par préfectures, régions agro-écologiques et zones géographiques. Les chiffres portent notamment sur les caractéristiques démographiques de la population agricole, l'utilisation des terres et la taille de l'exploitation, les productions agricoles et l'inventaire des cheptels.

NO. P.04: RESULTATS DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984
Rapport 1 - Volume 2., 1986, 378 pages, 5500 FRWS.

Débutant comme le volume 1, ce volume 2 du rapport 1 ventile les mêmes caractéristiques du secteur agricole mais cette fois-ci croisées avec un sous ensemble de variables clés et ce aussi par préfecture, région agro-écologique et zone géographique. Les données chiffrées portent essentiellement sur le croisement des variables listées pour le Rapport 1, Volume 1 pour mieux étudier leur interaction.

NO. P.05: RESULTATS DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984
Rapport 1 - Volume 3, 1986, 201 pages, 4000 FRWS.

Ayant la même introduction standard que les deux volumes précédents, ce volume 3 du rapport 1 compile les informations sous forme de tableaux concernant le questionnaire "Données Saisonnières". Celles-ci consistent dans une première section en une distinction entre la main-d'oeuvre extérieure utilisée sur l'exploitation et les prestations des membres de la famille en dehors de l'exploitation et en des estimations des productions animales dans une deuxième section tandis que la troisième traitait l'aspect commercialisation.

NO: P.06: RESULTATS DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984
Rapport 1 - Volume 3 Annexe, 1986, 115 pages, 2500 FRWS.

Il s'agit d'un annexe du volume 3 renfermant les tableaux des erreurs de sondage pour toutes les variables considérées dans le questionnaire "Données saisonnières".

NO. P.07: PERTES DE TERRES DUES A L'EROSION. RESULTATS DE L'ENQUETE PILOTE SUR L'EROSION (ANNEE AGRICOLE 1984), par Yvan DEJAEGER, 1984, 24 pages, Stock épuisé.

Ce rapport à caractère descriptif essaie d'hiérarchiser les différents types d'occupation du sol en fonction de leur efficacité à protéger les terrains contre l'érosion et de tester l'efficacité de certaines associations de cultures, de certaines pratiques culturales et anti-érosives, en vue du calibrage de l'équation universelle de WISCHMEIER.

NO. P.08: DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE AU RWANDA. ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984.
Rapport 2, 1987, 86 pages, 2000 FRWS.

Ce rapport identifie les aspects saillants de l'agriculture au Rwanda dans un esprit de synthèse. Il met à la disposition de l'utilisateur les principaux résultats principalement sous forme de textes et de graphiques émanant des analyses déjà amorcées mais d'une façon encore peu approfondie. Les informations portent surtout sur la composition et les principales caractéristiques démographiques de la population agricole, l'utilisation des terres, la production vivrière et caféicole, l'élevage, l'utilisation de la main-d'oeuvre agricole ainsi que sur le volet l'érosion.

NO. P.09: INTEGRATION REGIONALE DES PRIX ALIMENTAIRES AU RWANDA : 1970-1986, par Sharon BYLENGA et Scott LOVERIDGE, 1987, 22 pages, 500 FRWS.

Ce document est une analyse de corrélation des prix de détails entre les marchés (1970-1986) pour quatre produits hautement commercialisés au Rwanda, à savoir : le haricot, le sorgho, la pomme de terre et la banane. L'analyse identifie les marchés que l'on dit "intégrés" (cohérents) pour tel ou tel produit et aborde aussi l'influence de l'amélioration du système routier de transport sur l'intégration des marchés.

NO. P.10: RESULTATS D'UNE ENQUETE SUR LE NIVEAU DE COMMERCIALISATION DU HARICOT A L'ECHELON DU PRODUCTEUR, par Serge RWAMASIRABO, Théobald KAMPAYANA et Scott LOVERIDGE, 1987, 14 pages, 500 FRWS.

Ce document présente de nouvelles informations recueillies par le SESA sur le sous-secteur du haricot. Y sont abordés notamment les problèmes de stocks de sécurité alimentaire, la spécialisation régionale de la production, et les politiques des prix.

NO. P.11: RESULTATS D'UNE ENQUETE SUR LE NIVEAU DE COMMERCIALISATION DU SORGHO A L'ECHELON DU PRODUCTEUR, par Scott LOVERIDGE et d'autres cadres du SESA, 1987, 29 pages, 1000 FRWS.

Ce document présente de nouvelles informations recueillies par le SESA sur le sous-secteur du sorgho. Y sont abordés notamment les problèmes de stocks de sécurité alimentaire, la spécialisation régionale de la production, et les politiques des prix.

NO. P.12: CARACTERISTIQUES DESCRIPTIVES DES COMMERCANTS DES PRODUITS VIVRIERS OPERANT SUR DES PLACES FIXES DANS CINQ PREFECTURES DU RWANDA, Scott LOVERIDGE et J.Léonard NGIRUMWAMI, 1987, 52 pages, 1500 FRWS.

Ce document fournit quelques renseignements sur les types d'investissement que font les commerçants dans le domaine des produits vivriers (Haricots, Sorgho, Pomme de terre), sur les variations des coûts de commercialisation de ces produits. Il tente aussi d'identifier les points faibles ainsi que les différents acteurs de la chaîne de distribution d'un produit vivrier.

NO. P.13: MODE D'OPERATION STANDARD DES COMMERCANTS DES PRODUITS VIVRIERS OPERANT SUR DES PLACES FIXES DANS CINQ PREFECTURES DU RWANDA, par J. Léonard NGIRUMWAMI et Scott LOVERIDGE, 1987, 39 pages, 1000 FRWS.

Ce document contient des informations sur les stratégies des types de commerçants oeuvrant sur des places fixes face à certaines situations ainsi que sur certains éléments tels que les volumes d'achat, les ventes, les bénéfices, les moyens de transport, la capacité de stockage et le nombre de voies d'écoulement.

17 novembre 1992

NO. P.14: **APERCU HISTORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984**, par Yvan DEJAEGER, Dan CLAY, Serge RWAMASIRABO et J.L. NGRUMWAMI, 1988, 124 pages, 1500 FRWS.

Ce document fournit tous les détails sur la façon dont toutes les activités de l'Enquête Nationale Agricole ont été menées. Il fournit aux utilisateurs un ensemble exhaustif de faits concernant les méthodes de collecte et de traitement des données de l'Enquête. On y trouve surtout les informations sur le développement historique du projet, le plan d'échantillonnage, le contenu de l'enquête, les définitions des concepts, les méthodologies, le contrôle de la qualité des données et les coûts par catégorie de dépenses.

NO. P.15: **ESTIMATION DE LA PRODUCTION PAR LES AGRICULTEURS**, par Yvan DEJAEGER, 1988, 22 pages, 500 FRWS.

Dans le souci de mettre en place une méthode d'estimation légère, peu coûteuse et rapide de la production vivrière en milieu rural, le SESA a mené une étude sur l'évaluation du pouvoir estimatif "Quantitatif" des cultivateurs envers la production total de l'exploitation pour la saison en cours (environ un mois avant la récolte). Le présent document est donc une discussion des principaux résultats obtenus de cette étude.

NO. P.16: **IMPORTANCE DU HARICOT ET DU SORGHO DANS LE SYSTEME DE PRODUCTION DES CULTURES VIVRIERES AU RWANDA: DISPONIBILITES ACTUELLES ET PROJECTIONS POUR L'AVENIR**, par Scott LOVERIDGE, 1989, 122 pages, 2500 FRWS.

Ce document décrit la chaîne de commercialisation des deux produits et montre que le Rwanda rural importe les quantités non-négligeables de haricot et de sorgho. La majorité des ménages agricoles est acheteur net des deux produits. Les acheteurs nets sont généralement plus démunis que les vendeurs nets. Les ménages les moins productifs en termes caloriques par personne dépendent beaucoup plus sur la patate douce que les ménages plus aisés. La culture de la patate douce apporte plusieurs avantages par rapport aux autres cultures pour les ménages ayant un manque de production calorique: son rendement calorique par hectare par an est plus élevé, sa production est moins handicapée par les sols infertiles, et sa récolte est quasi-constante. La pression démographique et la non-disponibilité des terres indiquent que la patate pourra être de plus en plus favorisée comme une culture d'avenir. Mais le Rwanda deviendra probablement déficitaire en termes caloriques d'ici l'an 2010.

NO. P.17 **LE RÔLE DE LA FEMME DANS L'AGRICULTURE RWANDAISE**, PAR GERMAINE BUCYEDUSENGE, HYACINTHE FABIOLA, ANITA REGMI, LAURENCE UWAMARIYA, 1990, 76 PAGES, 2000 FRWS.

Cette étude s'efforce d'examiner le rôle que joue la femme dans l'agriculture rwandaise. Les divers facteurs qui influencent leur contribution au développement agricole sont aussi passés en revue. Sur base de cette étude, on peut conclure que c'est surtout le cadre légal et les normes sociales en vigueur qui handicapent l'activité des femmes dans le développement agricole.

- NO. P .18 **ETUDE SUR LES ENGRAIS MINERAUX ET LES PESTICIDES AU RWANDA PAR LAURENCE UWAMARIYA, HYACINTHE FABIOLA, TOM ZALLA, 1990, 83 PAGES, 2000 FRWS.**

Le document montre l'utilisation des engrais et des pesticides au Rwanda. Sont décrits aussi la recherche et le développement qui sont basés sur les résultats dans les stations de recherche et projets. Des conseils sont aussi fournis dans l'approvisionnement, les prix et les subventions des intrants chez l'agriculteur

- NO. P .19 **RESULTATS D'UNE ENQUÊTE SUR L'EXPERIENCE DES ENGRAIS MINERAUX ET DES PESTICIDES EN MILIEU RURAL AU RWANDA PAR LAURENCE UWAMARIYA, HYACINTHE FABIOLA, EMMANUEL SHINGIRO, TOM ZALLA, 1990, 37 PAGES, 1000 FRWS.**

Le document a été fait dans le but de voir la tendance dans l'utilisation des engrais et pesticides. Quelle est aussi la sensibilisation des agriculteurs sur l'utilisation des engrais et pesticides . Une enquête qui a été conduite a suggéré d'autre part que la vulgarisation soit poussée plus loin pour que les paysans soient motivés davantage

- NO. P.20 **THE ROLE OF SWEET POTATO IN RWANDA'S FOOD SYSTEM: The Transition from Subsistence Orientation to Market Orientation? DAVID GREGORY TARDIF-DOUGLIN, 1991, 104 PAGES, 2000 FRWS.**

Or que la patate douce est une culture extrêmement importante dans le système alimentaire du Rwanda, elle a bénéficié de très peu d'études substantives. Ce document a été établi pour mettre fin à cette lacune lamentable. Sur base d'une enquête portant sur la moitié de l'échantillon national de la DSA, elle montre l'importance de la patate douce en faisant un constat de sa commercialisation et les potentialités pour mieux développer son marché, en le comparant avec ceux du manioc et de la pomme de terre. Disponible en français, comme publication P.21.

- NO. P.21 **LE ROLE DE LA PATATE DOUCE DANS LE SYSTEME ALIMENTAIRE DU RWANDA: La transition de l'agriculture de subsistance a l'agriculture à des fins commerciales? DAVID GREGORY TARDIF-DOUGLIN, 1991, 104 PAGES, 2000 FRWS.**

Version française de la Publication P.20.

- NO. P.22 **ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1989: Production, Superficie, Rendement, Elevage et Leur Evolution 1984-89, 102 PAGES, 2000 FRANCS.**

Outre l'introduction générale et l'aspect méthodologique qui fournissent au lecteur les éléments indispensables pour l'interprétation des tableaux, ce rapport est une compilation des principaux résultats chiffrés obtenus après la collecte des informations sur terrain. Il comprend les résultats ventilés par préfectures, par saison (A et B) et par mois. Les chiffres portent notamment sur l'utilisation des terres et la taille de l'exploitation, les productions agricoles et l'inventaire des cheptels. L'analyse de l'évolution de la production agricole, la superficie et le rendement, du cheptel et de la production animale depuis 1984 jusqu'en 1989 est une partie particulièrement traitée dans ce rapport.

NO. P.23 L'ESPECE CAPRINE AU RWANDA, SON POTENTIEL POUR UN DEVELOPPEMENT
FUTUR. par SERGE RWAMASIRABO, 30 pages, 1000 FRWS

L'étude sur la race caprine au Rwanda, la première du genre, est partie des données empiriques recueillies en 1984 lors de l'enquête nationale agricole de 1984 . Elles ont été complétées par une descente en 1989 sur le terrain qui a duré trois mois sur terrain. Toutes ces données ont confirmé l'hypothèse de départ qu'au fur et à mesure que la population accroit, les pratiques de l'élevage changent du grand bétail au petit ruminant. Les avantages semblent évidents surtout pour le caprin: un petit capital initial, peu de risque, suffisamment de résistance, non exigeant quant à son alimentation, le cash immédiat est toujours assuré en cas de mise en vente. Le caprin offre des avantages au niveau macro-économique surtout en ce qui concerne le produit dérivé à savoir le cuir. Le caprin est susceptible d'augmenter ainsi le pouvoir d'achat des paysans aux petites terres, situation qui tend de plus en plus à se généraliser au Rwanda.

**Liste de DOCUMENTS DE TRAVAIL de la Division des Statistiques Agricoles
(DSA)**

(Ancien Service des Enquêtes et Statistiques Agricoles--SESA)

=====

NO: DT.01: ENQUETE SUR LES PRIX. DESCRIPTION DES SERIES DES PRIX DEJA EXISTANTS, par J. Chrysostome MUKENZANGAGO, 1987, 47 pages, 1200 FRWS.

Ce document se propose de contribuer à une meilleure connaissance des données actuellement disponibles au Rwanda en ce qui concerne les statistiques agricoles. Différentes sources fournissent pour le moment des prix agricoles: MINIPLAN, BNR, MINAGRI, MINIFINECO et OPROVIA; on peut trouver la méthodologie utilisée par chaque unité pour effectuer les relevés des prix et ainsi que leurs fréquences. Par exemple, OPROVIA/GRENARWA effectue des relevés hebdomadaires des prix des denrées alimentaires qui entrent dans les activités de stockage. Ainsi, les utilisateurs pourront comprendre les informations que ces données représentent sans effectuer des déplacements inutiles. A la fin de la brochure, se trouvent les prix du MINIPLAN, du MINAGRI et de la BNR pour mettre à la disposition des personnes intéressées, les prix provenant de différentes sources.

NO: DT.02: PROBLEMATIQUE DU NIVEAU DES TRANSACTIONS DU HARICOT AU RWANDA. Résultats de six mois d'observations. 1985-1986, par Scott LOVERIDGE, Yvan DEJAEGER et Serge RWAMASIRABO, 1986, 11 pages, 500 FRWS.

Cette brochure renferme une liste de tableaux permettant de mieux comprendre "la problématique du niveau des transactions du haricot au Rwanda" d'après les résultats de six mois d'observations. L'étude a montré que la production du haricot est déficitaire et ceci entraîne une importation significative du haricot des pays voisins ainsi que certaines conséquences. La stratégie idéale peut être de maintenir l'auto-suffisance dans des produits encombrants et à haute teneur calorifique tout en comptant sur des régions adjacentes pour des quantités supplémentaires de produits à marge commerciale inférieure.

NO. DT.03: RELATIONS ENTRE LA PRODUCTION, LA COMMERCIALISATION, LE PRIX ET LA SECURITE ALIMENTAIRE DE CERTAINS PRODUITS VIVRIERS STOCKABLES AU RWANDA, 1986, 14 pages, 500 FRWS.

Le projet de recherche s'est essentiellement centré sur l'identification et la meilleure compréhension des barrières à l'augmentation de la production et de la productivité à long terme des systèmes de productions vivrières nationaux. La stratégie alimentaire nationale que le gouvernement rwandais a mise au point pour augmenter la production totale et la consommation; son appui sur les centres de recherche pour renforcer sa capacité technologique, l'investissement pour l'amélioration des routes et les coopératives ont été favorisés. A été établi aussi avec l'assistance des pays donateurs, un système de stockage (GRENARWA). L'objectif de toutes ces recherches étant de constituer des ensembles des données existantes et complémentaires et qui seront utiles pour une analyse future.

NO. DT.04: PRODUCTION, MARKETS, PRICES AND FOOD SECURITY RELATIONSHIPS AMONG SELECTED COMMODITIES IN RWANDA, 1986, 14 pages, 500 FRWS.

Version anglaise du Document de Travail DT.03.

17 novembre 1992

NO. DT.05 **RELATIONSHIPS BETWEEN FOOD PRODUCTION, MARKETING, AND FARMER PERCEPTIONS IN FIVE PREFECTURES OF RWANDA**, par Scott LOVERIDGE et Michael T. WEBER, 1986, 40 pages, 1200 FRWS.

Ce document présente les résultats d'une enquête menée sur un sous-échantillon de 250 des 1092 ménages enquêtés par le SESA. L'étude montre que les stratégies de sécurité alimentaire des ménages changent selon leur niveau de production calorique.

NO. DT.06: **QUELQUES OBSERVATIONS SUR LES PROGRAMMES DE FIXATION DU PRIX PLANCHER ET DE RECHERCHE SUR LE HARICOT AU RWANDA**, 1987, 10 pages, 500 FRWS.

L'étude spécifie les vendeurs et acheteurs nets du haricot et les contraintes de chacun. Il y a lieu de se demander quelles seraient les conséquences de taxer le café afin d'utiliser une partie de ce revenu pour soutenir le prix du haricot. Il est indiqué aussi les contraintes qui font que le fait d'augmenter le prix n'incite pas nécessairement le producteur à augmenter sa production. L'étude montre également les différentes considérations sur lesquelles le gouvernement devrait s'appuyer et qui jouent un rôle très important dans la sécurité alimentaire.

NO. DT.07: **OBSERVATIONS ON PRICE SUPPORT AND RESEARCH PROGRAMS FOR BEANS IN RWANDA**, 1987, 10 pages, 500 FRWS.

Version anglaise du Document de Travail DT.06.

NO. DT.08: **REGIONAL INTEGRATION OF FOOD PRICES IN RWANDA, 1970-1986**, par Sharon BYLENGA et Scott LOVERIDGE, 1987, 22 pages, 500 FRWS.

Version anglaise de la Publication P.09.

NO. DT.09: **ATTITUDES, EXPERIENCES, CONDITIONS ET STRATEGIES DES EXPLOITANTS: Distributions de Fréquence. "Résultats d'une Enquête Ponctuelle auprès des Ménages Ruraux"**, par Théobald KAMPAYANA, 1987, 30 pages, 1000 FRWS.

Cette publication montre des tableaux où figure la distribution de fréquence des réponses des exploitants rwandais à certaines questions concernant les stocks, l'achat et la vente des produits vivriers, les prix incitateurs, les sources d'information en matière d'agriculture et le budget familial par préfecture.

NO. DT.10: LA PRODUCTION DE CERTAINES CULTURES VIVRIERES: La Sécheresse de 1984 Comparée à une Année Normale (1986), la Répartition Mensuelle de la Production Agricole et son Impact Possible sur la Stratégie Alimentaire, par Yvan DEJAEGER et NGARAMBE Octavien, 1987, 20 pages, 500 FRWS.

La sécheresse de 1984 a beaucoup plus frappé les cultures de la deuxième saison, telles que les haricots, maïs et les patates douces. Les céréales, le manioc, et les bananes ont été très peu touchés par la sécheresse de 1984. Certaines cultures, notamment la patate douce et la banane montrent une grande importance sur la sécurité alimentaire, car elles procurent aux producteurs une production quasi-constante durant toute l'année. L'agriculteur a tendance à allonger la période de récolte malgré que cela ne maximise pas les rendements pour éviter les risques. L'année 1986 montre que CYANGUGU, GIKONGORO, et GISENYI n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins caloriques à partir de leurs productions.

NO. DT.11: RELATIONSHIPS BETWEEN BEAN MARKETING AND BEAN PRODUCTION TECHNIQUES, Scott LOVERIDGE et Krista C. Dessert, 1987, 22 FRWS, 500 FRWS.

L'étude porte sur 15 ménages dans la Préfecture de KIGALI. Elle montre que les acheteurs nets de haricot sec ont tendance à utiliser plus de main-d'œuvre par hectare dans leurs champs de haricot que les vendeurs nets de haricot sec.

NO. DT.12: OPTION DETAILLEE POUR L'HARMONISATION DE LA COLLECTE DES STATISTIQUES AGRICOLES AU RWANDA, par Gédéon MUDACUMURA, Tom ZALLA, et Hyacinthe FABIOLA, 1988, 19 pages, Stock épuisé.

Première proposition du SESA pour un système harmonisé de la collecte des statistiques agricoles qui a été présenté dans un séminaire du 4 février 1988 à KIGALI.

NO. DT.13: RESULTS OF A SURVEY ON FARM LEVEL SORGHUM MARKETINGS, par Scott LOVERIDGE et les cadres du SESA, 1988, 31 pages, 1000 FRWS.

Version anglaise de la Publication P.11.

NO. DT.14: BIBLIOGRAPHIE DES RAPPORTS ASPAP/DAI, par Gregory C. LASSITER, 1989, 5 pages, 500 FRWS.

Ce rapport fournit un listing des rapports effectués sous le contrat USAID/Development Alternatives, Inc., contractant institutionnel du projet ASPAP. Ce listing contient des synthèses des réunions sur la planification des activités du projet, des termes de référence pour certaines études, des rapports de mission des consultants à court terme, des rapports semestriels des activités du projet, ainsi que les rapports d'analyse de données effectués au sein du projet.

NO. DT.15: PROGRAMME DETAILLE POUR L'HARMONISATION DE LA COLLECTE DES STATISTIQUES AGRICOLES AU RWANDA, par Gédéon MUDACUMURA, Tom ZALLA, et Hyacinthe FABIOLA, 1988, 31 pages, Stock épuisé.

Version finale d'une proposition au SESA pour un système harmonisée de la collecte des statistiques agricoles qui a été présenté dans un séminaire du 13 mai 1988 à KIGALI.

NO. DT.16: PROPOSITION SUR LES ACTIVITES DE COLLECTE DES STATISTIQUES AGRICOLES PENDANT LA PREMIERE SAISON 1989, par Daniel C. CLAY, Hyacinthe FABIOLA, Jean KAYITSINGA, Gregory C. LASSITER, Octavien NGARAMBE, J.M.V. SEHENE, et Tom ZALLA, 1988, 41 pages, Stock épuisé.

Sommaire des nouvelles méthodes de collecte de statistiques, nouveaux questionnaires, et système de formation proposé pour la saison A 1989.

NO. DT.17: TENDANCES DE LA PRODUCTION ET SON IMPACT SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE, par Octavien NGARAMBE, Gregory C. LASSITER et Scott LOVERIDGE, 1989, 10 pages, 500 FRWS.

Ce document aborde la composition de la production vivrière (en tonnes) et la production calorique par personne en milieu rural pendant les 5 dernières années. Les différentes tendances sont analysées suivant les préfectures et selon quelques produits typiques. Une comparaison des données sur les superficies démontre l'impact de la pression démographique sur l'utilisation des terres.

NO. DT.18: RELATIONS ENTRE LE COMPORTEMENT DES MENAGES DANS LE SECTEUR RURAL ET LES OBJECTIFS NATIONAUX A TRAVERS LES CULTURES SUI-VANTES: le Haricot, le Sorgho, la Patate douce et le Café, par Scott LOVERIDGE, 1989, 12 pages, 500 FRWS.

Cette étude examine la production et l'autosuffisance alimentaire en haricot et sorgho ainsi que le rôle important de la patate douce dans l'alimentation des petits exploitants du Rwanda. Le rôle du Café qui occupe pas mal des terres et qui est une source importante de revenu monétaires y est aussi abordé.

NO. DT.19: QUELQUES CARACTERISTIQUES DES MENAGES AGRICULTEURS-ELEVEURS, par Serge RWAMASIRABO, Hyacinthe Fabiola et Aloys MUNYANGAJU, 1989, 19 pages, 500 FRWS.

Ce document expose certaines caractéristiques saillantes des ménages agriculteurs-éleveurs qui permettront de mieux orienter l'étude vers l'identification des potentialités économiques de l'élevage des caprins.

NO. DT.20: SECURITE FONCIERE ET PRODUCTION AGRICOLE DANS UN CONTEXTE DE FORTE PRESSION DEMOGRAPHIQUE. (Expérience du Rwanda), par Benoît BLAREL, 1989, 29 pages, 500 FRWS.

Ce document aborde l'analyse de l'organisation du secteur agraire en particulier le régime foncier et le morcellement des terres au Rwanda. On essaie de réfléchir sur la situation actuelle du régime foncier traditionnel et identifier ces contraintes sur le développement du secteur agricole.

NO. DT.21: STRATEGIES NON-AGRICOLES AU RWANDA: Rapport Préliminaire, par Daniel CLAY, Jean KAYITSINGA, Théobald KAMPAYANA, Innocent NGEZI et Jennifer OLSON, 1989, 16 pages, 500 FRWS.

L'étude essaie de découvrir certaines stratégies suivies par les paysans rwandais pour confronter le problème de la diminution de la taille de leurs exploitations. L'accent est mis sur l'emploi alternatif, la migration et le contrôle de la fécondité.

NO. DT.22: RECAPITULATION DES RESULTATS DES DIFFERENTES PRESENTATIONS, par Serge RWAMASIRABO et Tom ZALLA, 1989, 10 pages, 500 FRWS.

Ce document résume les études des documents de travail DT. 17 à DT. 21.

NO. DT.23: JOURNEES DE REFLEXION SUR LES CONTRAINTES DE L'AGRICULTURE RWANDAISE ET LEURS IMPLICATIONS DANS LA FORMULATION DES POLITIQUES AGRICOLES: Une Synthèse des Conclusions, par Serge RWAMASIRABO et Tom ZALLA, 1989, 9 pages, 500 FRWS.

Ce document compile les principales conclusions issues des débats menés sur les documents de travail DT. 17 à DT. 21.

NO. DT.24: QUESTIONNAIRES UTILISES DANS L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE: SAISON A 1989, 1 NOVEMBRE 1988 AU 28 FEVRIER 1989, par Hyacinthe FABIOLA, Jean KAYITSINGA, Greg Lassiter, Octavien NGARAMBE, et Jean-Léonard NGIRUMWAMI, 1989, 53 pages, 1500 FRWS.

Ce document est composé des photocopies des questionnaires menés sur l'échantillon DSA au cours de la première saison culturale 1989.

NO. DT.25: QUESTIONNAIRES UTILISES DANS L'ENQUETE NATIONALE AGRICOLE: SAISON B 1989, 1 MARS 1989 AU 31 OCTOBRE 1989, par Hyacinthe FABIOLA, Jean KAYITSINGA, Greg Lassiter, Octavien NGARAMBE, Jean-Léonard NGIRUMWAMI, et Serge RWAMASIRABO, 1989, 53 pages, 1500 FRWS.

Ce document est composé des photocopies des questionnaires menés sur l'échantillon DSA au cours de la deuxième saison culturale 1989.

NO. DT.26: **RESULTATS DE L'ENQUETE SUR L'UTILISATION DES MARAIS**, par Octavien NGARAMBE et Yvan DEJAECHER, 1988, 24 pages, 1000 FRWS.

L'enquête sur l'utilisation des terres de marais vise à connaître les droits fonciers sur les terres des marais pour les agriculteurs, la durée de la mise en culture, le niveau d'aménagement et les types de cultures qui ont été plantées en 1987. L'enquête montre que 70% des marais ne sont pas aménagés. Les agriculteurs signalent qu'ils ont le droit de propriété privée sur les terres des marais. Les marais sont exploités durant toutes les 3 saisons culturales, mais beaucoup plus pendant la troisième saison culturale où les cultures dominantes sont les patates douces, le haricot et le maïs. La superficie moyenne par champ est de 3 ares à l'échelle nationale. Les marais sont cultivés pour la majorité des cas depuis plus de 20 ans.

NO. DT.27: **LA DESTINATION INTENTIONNEE DU HARICOT ET DU SORGHO ACHETES PAR LES PRODUCTEURS**, par Scott LOVERIDGE, 1989, 7 pages, 500 FRWS.

Cette analyse des données collectées sur les transactions des producteurs durant l'année agricole 1986 montre qu'au moment de l'achat, la majorité du haricot acheté est destinée à la consommation. La majorité du sorgho acheté est destinée à la fabrication de bière. Le marché est une source importante des semences de haricot pour les producteurs tandis que le sorgho fait l'objet de beaucoup de transactions commerciales au niveau des exploitations.

NO.DT. 28. " **RESULTATS DE L'ENQUETE SUR LE COMMERCE FRONTALIER AU RWANDA**".
par NGIRUMWAMI J. Léonard, Juin 1989,

Ce document fait principalement un constat sur les transactions commerciales formelles et informelles entre le Rwanda et les pays limitrophes. Il essaie de relever certaines caractéristiques de ce commerce frontalier afin de mettre à la disposition des décideurs et planificateurs un constat de faits pouvant leur permettre à mieux orienter les politiques.

NO.DT 29 " **RESULTATS DE L'ENQUETE SENSIBILITE/MOTIVATION DES AGRICULTEURS FACE A LA CULTURE DU MAIS DANS LA ZONE D'ACTION DU PROJET MAIS DES BIRUNGA**". par NGIRUMWAMI J.-Léonard, Juin 1989, 11 pages, 500 FRWS.

Ce document est une compilation des résultats de cette enquête qui s'inscrit dans l'étude globale du marché et de la commercialisation du maïs dans le cadre du Projet Maïs des Birunga. On essaie de répondre à certaines interrogations, à savoir: les producteurs de la région sous étude sont-ils intéressés à augmenter leur production de maïs? Si oui, à quelles conditions? disposent-ils assez de terres pour le faire ou seraient-ils obligés d'opérer certaines substitutions? si oui, lesquelles? quelle serait la destination du Maïs produit?

NO .DT 30 **CYCLE DE DEVELOPPEMENT FAMILIAL, CLASSE SOCIALE ET REPARTITION DES REVENUS EN MILIEU RURAL AU RWANDA PAR DANIEL C. CLAY, JEAN KAYITSINGA, JIM MCALLISTER, 1990, 13 PAGES, 500 FRWS.**

Ce document nous permet de mieux comprendre d'abord les processus de dynamique socio-économique qui sont actuellement responsables des différenciations dans la production de revenus au sein du ménage avant même de poursuivre nos efforts d'augmenter les revenus des ménages agricoles au Rwanda

17 novembre 1992

NO .DT 31 MIGRATION PERMANENTE DE LA POPULATION AGRICOLE AU RWANDA PAR JENNIFER M. OLSON, DANIEL C. CLAY, JEAN KAYITSINGA, 1990, 22 PAGES, 1000 FRWS.

La lecture de ce document vous permettra comment la migration humaine n'est pas seulement l'apanage de ceux qui sont pauvres ou dépourvus de terres mais reconnue comme un mécanisme par lequel la population s'adapte aux conditions écologiques défavorables mais aussi est-elle perçue comme une voie vers une plus grande prospérité

NO .DT 32 MIGRATION TEMPORAIRE DANS LES MENAGES AGRICOLES AU RWANDA PAR DANIEL C. CLAY, INNOCENT NGENZI, 1990, 13 PAGES, 500 FRWS.

L'étude essaie de déterminer à quel degré les ménages agricoles font la migration temporaire comme stratégie alternative à compléter leur besoin de subsistance.

NO .DT 33 L'EMPLOI EN DEHORS DU MENAGE AU RWANDA PAR DANIEL C. CLAY, JEAN KAYITSINGA, THÉOBALD KAMPAYANA, 1990, 22 PAGES, 1000 FRWS.

Le document montre la contribution aux efforts qui sont actuellement déployés pour comprendre et favoriser les emplois non-agricoles au Rwanda en examinant de façon empirique l'état actuel de l'emploi au niveau du ménage et en recherchant sa relation avec les caractéristiques bien définies des ménages et des individus

NO .DT 34 PROPOSITION POUR UNE HARMONISATION DES METHODES DE COLLECTE DES STATISTIQUES AGRICOLES PAR PIERRE RWALINDA, LAURENCE UWAMARIYA, GILBERT DELEPIERRE, 1991, 7 PAGES, 500 FRWS.

Le document récapitule toutes les propositions qui ont été envisagées jusqu'à date sur l'harmonisation des méthodes de collecte des données statistiques agricoles au sein du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts. Vu que le système de collecte des données agricoles mis au point par la DSA est plus fiable mais coûteux pour une représentation des données au niveau communal, la dernière proposition faite au mois de janvier 1991 est celle d'affecter en permanence un enquêteur par commune. Ce système permet d'accroître la fiabilité par préfecture et la ventilation des données préfectorales à l'échelle communale.

NO .DT 35 ETUDE DE RECONNAISSANCE SUR LA PRODUCTION ET LES CONTRAINTES A LA PRODUCTION DU MANIOC ET DE LA PATATE DOUCE AU RWANDA PAR PIERRE RWALINDA, 1991, 15 pages, 500 FRWS.

Le document relate principalement les diversités régionales concernant la production et l'applicabilité à la fois du manioc et de la patate douce au Rwanda. Il met en évidence les contraintes majeures qui sont axées sur la détérioration de la fertilité des sols (Contraintes édaphiques), les aléas climatiques et les problèmes de maladies, de rongeurs, d'insectes ainsi que ceux d'autres ravageurs.

NO. DT 36 L'EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE ENTRE LE FRANC RWANDAIS, LES MONNAIES DES PAYS VOISINS, LE DOLLAR AMERICAIN SUR LE MARCHE PARALLELE PAR DAVID TARDIF-DOUGLIN ET SERGE RWAMASIRABO, 1992, 9 PAGES, 500FRW.

Le document presente les résultats des premiers 6 mois de collecte des taux de change entre le francs rwandais les monnaies des pays voisins et le dollar américain. Il tire quelques conclusions sur la direction apparente de l'évolution ainsi que sur des fluctuations périodiques. Il fait partie (premier numéro) d'une série des rapports semestriels au sujet.

NO. DT 37 ESTIMATION DU REVENU DES MENAGES AGRICOLES RWANDAIS, 1990: DESCRIPTION DE LA METHODE ET RESULTATS DE BASE PAR SCOTT LOVERIDGE, 1992, 11 PAGES, 500FRW.

Il s'agit d'une explication de la méthodologie utilisée pour arriver aux estimations des revenus nets des ménages agricoles, ainsi que les estimations actuels sur la valeur de la production, de l'autoconsommation, des ventes, des achats d'intrants. Le coûts des intrants et les prix des produits agricoles sont aussi estimés pour l'année 1990. Ce document fait partie (premier numéro) d'une série des rapports annuels et périodiques au sujet.

Liste de RÉIMPRESSIONS de la Division des Statistiques Agricoles
(DSA)

(Ancien Service des Enquêtes et Statistiques Agricoles--SESA)

=====

NO. R.01: USES OF FARM AND MARKET DATA TO INFORM FOOD SECURITY POLICY IN RWANDA, par Scott LOVERIDGE, 1988, 529 pages, 8000 FRW.

Il s'agit d'une Thèse de Doctorat en Economie Agricole. Une condensation de ce document est reprise en français dans la publication P.16. Certains modèles économétriques sont présentés ici alors qu'ils ne figurent pas dans la publication P.16. Présentés en annexes sont les questionnaires utilisés lors de la recherche.

NO. R.02: COMMENT INFORMER LES DECISIONS TRAITANT DE LA SECURITE ALIMEN- TAIRE EN AFRIQUE: ANALYSES EMPIRIQUES ET DIALOGUE POLITIQUE, par Michael T. WEBER, John M. STAATZ, John S. HOLTZMAN, Eric W. CRAWFORD, et Richard H. BERNSTEN, 1989, 13 pages, 500 FRWS.

Il s'agit de la traduction d'un article publié dans American Journal of Agricultural Economics. L'article présente d'abord un aperçu historique du dialogue sur la politique agricole en Afrique depuis les années 70. Les auteurs suggèrent qu'il n'existe pas des solutions "recette" qu'on peut appliquer à chaque pays. L'article montre que la supposition que la majorité des producteurs est vendeur net des produits importants est fausse dans les pays suivants: Mali, Sénégal, Somalie, Rwanda, et Zimbabwe. Ceci implique que les efforts d'augmenter les prix de certains denrées agricoles peut appauvrir aussi bien les habitants des villes qu'une grande partie de la population rurale. L'assistance technique doit travailler conjointement avec les gouvernements africains pour développer les banques de données pertinentes pour les décisions à prendre et pour vulgariser les informations déjà recueillies.

NO. R.03: ELEMENTS DES RESULTATS DE RECHERCHE AU RWANDA PERMETTANT D'ENRICHIR LES THEMES DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AUSTRALE, par Scott LOVERIDGE, Serge RWAMASIRABO et Michael T. WEBER, 1989, 23 pages, 1000 FRWS.

Ce document de réimpression est une traduction d'une communication présentée à une conférence au Zimbabwe en 1988. Le document donne les exemples des analyses qu'on peut faire avec les données limitées pour épauler l'amélioration des politiques agricoles. Les exemples pris proviennent du document de réimpression NO. R.01. Ce document sert comme résumé détaillé du document de réimpression NO. R.01 et de la publication NO. P.16.

NO. R.04: ECONOMICS OF QUALITY IN THE ARABICA COFFEE INDUSTRY OF THE KIVU REGION, ZAIRE, par David (Tardif)-DOUGLIN, 1986, 193 pages, 4000 FRWS.

Il s'agit d'une Thèse de Maitrise en Economie Agricole. Elle explore les raisons pour la chute en qualité du café produit au Kivu (Republique de Zaire) depuis l'indépendance aux années récentes, et propose une système de classification et des primes de café parche basé sur la production paysanne et non sur l'ancienne système de production sur les grandes plantations

NO. R.05: THE MARKETING OF SWEET POTATOES IN RWANDA: COMMERCIALIZING A PERISHABLE CROP UNDER ADVERSE CONDITIONS, par David TARDIF-DOUGLIN, 1991, 350 PAGES, 4000 FRWS.

Il s'agit d'une Thèse de Doctorat en Economie Agricole. Sur base d'une enquête portant sur la moitié de l'échantillon national de la DSA, elle montre l'importance de la patate douce en faisant un constat de sa commercialisation et les potentialités pour mieux développer son marché, en le comparant avec ceux du manioc et de la pomme de terre. Une condensation de ce document est reprise en français dans la publication P.20. Certains modèles économétriques sont présentés ici alors qu'ils ne figurent pas dans la publication P.20. Présentés en annexes sont les questionnaires utilisés lors de la recherche, ainsi que les résultats bruts de quelques enquêtes.

D. Lettre de Félicitations du MINIPLAN pour le Rapport sur les Taux de Change

REPUBLIQUE RWANDAISE
DIRECTION GENERALE DE
LA POLITIQUE ECONOMIQUE
B.P. 46 KIGALI

Kigali... 31/03/1992

N°... 12... 192/10.04.03

Recu le 11/04/92
No Inv. 329/92
A l'attention de David
Date reçue
Classement

07/04/92

Monsieur le Directeur du
Projet ASPAP/MINAGRI
KIGALI

Monsieur le Directeur,

Nous avons lu avec un grand intérêt le Document de Travail n°36 intitulé " L'évolution des taux de change entre le franc rwandais, les monnaies des pays voisins, le dollar américain sur le marché parallèle", (février 1992).

Nous tenons à féliciter les cadres de recherche de la Division des Statistiques Agricoles pour l'intéressant travail déjà accompli et les encourageons à poursuivre leurs investigations de façon à pouvoir disposer bientôt de séries sans rupture. Etant donné notre demande de ce type d'information dans le cadre du suivi du PAS, nous serions évidemment comblés si ces investigations pouvaient couvrir un éventail plus large de monnaies en y ajoutant particulièrement le shilling kenyan et deux autres monnaies convertibles en plus du dollar américain (le franc français et le franc belge par exemple).

Toujours dans le cadre de nos propres recherches, nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire parvenir une copie de l'étude sur le commerce frontalier mentionnée à la page 5 du Document de Travail et intitulée " Résultats de l'enquête sur le commerce frontalier au Rwanda", (juin 1989). Les résultats de cette enquête nous seront utiles comme premiers éléments d'information dans une étude que nous comptons entreprendre sur le même sujet mais dans une optique différente qui vise surtout l'évaluation de l'incidence de ce commerce sur notre balance des paiements.

Enfin, nous souhaiterions, à toutes fins utiles, que vous nous communiquiez régulièrement les données collectées sur les taux de change, données qui nous permettraient de suivre le comportement du franc rwandais au regard des objectifs du PAS qui préconise des mesures de politique économique pour parvenir à un équilibre entre l'offre et la demande des devises.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Général de
la Politique Economique

Copie pour information à :

Monsieur le Ministre du Plan
et de la Coopération
KIGALI

KANIMBA François
Le Directeur Général
de la Politique Economique
KIGALI
KANIMBA François